

C.G.T. manifeste contre les fermetures d'usine
L'INSEE: le chômage s'est légèrement aggravé en janvier

LIRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Mery

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Afrique, 1 DM; Amériques, 12 z.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Finlande, 100; France, 120; Grèce, 120 dr.; Irlande, 20 dr.; Italie, 200 L.; Luxembourg, 200 L.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,20 fl.; Portugal, 17 z.; Suède, 2,00 kr.; Suisse, 7 fr.; U.R.S.S., 15 r.; Yougoslavie, 10 din. Tarif des abonnements page 22.

5, RUE DES FRALDES
75002 PARIS - CEDRAGE 65
C.G.P. 207-23 Paris
Téléx Paris 20 66672
Tél. : 245-72-23

Une mise en garde de Hanoi à Pékin

Les nouveaux « impérialistes »

Les attaques de Hanoi contre la Chine, accusée de pousser le Cambodge à la guerre, le conflit khméro-vietnamien vient de franchir un nouveau pas dans l'escalade. Sans jamais être à Pékin, mais l'allusion est claire, Radio-Hanoi vient de faire porter à son grand voisin, qualifié de « réactionnaire » et d'« impérialiste », la responsabilité d'un conflit qui s'érige. Le temps n'est plus où Ho Chi Minh considérait la Chine de Mao Tse-tung comme son « grand arrrière » dans la lutte contre les Etats-Unis.

La dynamique du conflit aida, les investissements échangés entre Hanoi et Phnom-Penh n'ont cessé de gagner en violence : pour les Viêt-minh, les dirigeants cambodgiens sont des « tyrans médiévaux », des assassins ; les Khmers accusent leurs adversaires « de colonialisme, d'impérialisme et de racisme », et ont, dès janvier, déposé le soutien de Moscou au Vietnam. Ce dernier pays s'est grand démarqué à la Chine et indique nettement son intention de ne plus tolérer l'existence à ses frontières d'un régime communiste khmer ultra-nationaliste et hostile. D'autant que, si Hanoi n'a pas obtenu l'appui extérieur, en particulier asiatique, sur lequel il comptait, Phnom-Penh, en revanche — pour des raisons qui n'ont rien à voir avec sa politique intérieure — bénéficie d'une relative sympathie de pays conservateurs qui hantent la présence militaire vietnamienne.

Dans ces conditions, le temps est peut-être venu pour le Vietnam de lancer une offensive décisive contre le Cambodge — le stade de la « légitime défense » étant dépassé — puisque Phnom-Penh a répondu par une fin de non-recevoir aux dernières propositions de Hanoi et veut pousser la guerre. La presse vietnamienne, d'ailleurs, depuis plusieurs semaines, prépare l'opinion, tant intérieure qu'extérieure, à une opération visant à renverser le régime dirigé par le P.C.K. de K. Pol Pot et Ieng Sary. Le 10 janvier, l'Agence vietnamienne d'information citait cette déclaration d'un prisonnier khmer : « Je souhaitais ardemment que le peuple cambodgien puisse vivre en pleine liberté sous la direction d'une organisation révolutionnaire clairvoyante et judicieuse qui entretienne des relations saines avec le Vietnam. »

Déjà lié avec le Laos par des accords qui permettent en fait le stationnement de soldats en territoire laotien, le Vietnam ne devrait-il pas d'être tenté, via l'intermédiarisme khmère, de renouer à son compte les théses qu'il avait permis en 1968 l'intercession soviétique en Tchécoslovaquie ? Hanoi avait, bien qu'au contraire, approuvé cette opération.

Pékin et Phnom-Penh entretiennent d'excellentes relations, une offre offensive provoquée par une vive tension entre la Chine et le Vietnam, qui ont déjà des rapports difficiles. Le contenu territorial, en particulier au sud de Chine méridionale, n'est pas réglé, et des incidents avaient lieu l'an dernier à la frontière sino-vietnamienne. L'avis a donné aussi à des opposants chinois, sans doute partisans de la « bande des quatre ». La visite à Pékin en novembre dernier du secrétaire général du P.C. vietnamien, M. Le Duan, est déroulée dans une atmosphère glaciale.

Jusqu'où la Chine ira-t-elle pour défendre son allié cambodgien ? Des conseillers civils et militaires sont présents au Cambodge depuis 1975 ; des armes ont été livrées, mais l'envoi de troupes paraît exclu. Pékin peut aussi exercer des pressions économiques fort efficaces, en résistant, ou en interrompant, le trafic ferroviaire avec Hanoi.

Cependant, le Vietnam, qui ne s'est jamais laissé intimider par la puissance américaine, ne cérait sans doute pas aux menaces chinoises. Il a les moyens et mettra en place à Phnom-Penh une équipe qui lui soit fidèle. Mais une telle action ne saurait mettre fin au vieil antisémitisme entre les deux peuples.

Le Vietnam dénonce « ceux qui utiliseraient le Cambodge pour l'attaquer »

Sept semaines après qu'il ait été révélé publiquement le conflit opposant les régimes communistes de Phnom-Penh et de Hanoi, la situation sur le terrain ne semble pas avoir évolué sensiblement. Les adversaires continuent à se livrer à des escarmouches frontalières. Sans jamais être à Pékin, mais l'allusion est claire, Radio-Hanoi vient de faire porter à son grand voisin, qualifié de « réactionnaire » et d'« impérialiste », la responsabilité d'un conflit qui s'érige. Le temps n'est plus où Ho Chi Minh considérait la Chine de Mao Tse-tung comme son « grand arrrière » dans la lutte contre les Etats-Unis.

Toutefois, Hanoi a dénoncé, le mardi 21 février, « ceux qui utiliseraient le Cambodge pour attaquer le Vietnam ». C'est la première fois que la Chine, principale alliée du Cambodge, est aussi nettement prise à partie. Hanoi étant soutenu sans réserves par Moscou, le conflit sino-soviétique s'aggrave donc dans le Sud-Est asiatique.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le Vietnam a lancé, mardi 21 février, un avertissement à la Chine, accusée, indirectement, mais très clairement, de manipuler le régime de Phnom-Penh et de le pousser à la guerre. Dans un éditorial, la radio de Hanoi a déclaré : « Ceux qui utiliseraient le Cambodge pour attaquer le Vietnam, ont fait un mauvais calcul et commis une erreur dans le choix de leurs alliés et de leurs objectifs. »

— L'une des conclusions qui peuvent être tirées du rejet obtenu par le Cambodge (de la proposition de cessez-le-feu et de règlement négocié présenté au début du mois de mars) pour mettre fin au conflit, de recourir à une solution purement militaire et, partant, d'apparaître comme les « libérateurs » d'un peuple frère qu'ils disent servir par une poignée de dirigeants fanatiques et intolérants de l'étranger ?

— Dans son numéro en date du 24 février, de la Far Eastern Economic Review, de Hongkong, écrit que, suivant après la visite du général Giap, en janvier, l'envoi au sud du Vietnam de M. Le Duan Tho au bureau politique du P.C.V. « a soulevé des spéculations laissant prévoir une offensive militaire vietnamienne d'emergence au cas où le Cambodge ne répondrait pas à la proposition en trois points du Vietnam ». R.-P. PARINGAUX.

POLOGNE : une année cruciale pour M. Gierek

La Pologne est le seul des pays du camp socialiste où l'opposition agit au grand jour. Dans la série « Une année cruciale pour M. Gierek », le journaliste correspondant en Europe de l'Est, M. Manuil Lachowicz, analyse la tactique de cette opposition et la politique du premier secrétaire.

Les croissants de la croissance

par PIERRE DROUIN

De bons auteurs recherchent jedis el, par la force des choses, les politiques économiques de l'Est et de l'Ouest n'allent pas converger, la société industrielle imposant sa loi aux idéologues. L'histoire a répondu. Les hommes tiennent plus à leurs dogmes (libéralisme, socialisme) qu'à la recherche de ce qu'ils ont de commun. Cela dit, à travers le tumulte qui enfe le à l'approche des échéances électorales françaises, on distingue une ligne de force qui pourra bien apparaître comme le plus petit commun dénominateur entre la majorité et l'opposition où

une poussée quasi irrésistible se fait jour en faveur d'une forte croissance économique.

Depuis longtemps, le P.C. avait sonné la trompette sur ce thème, et l'on se rappelle assez les fureurs de M. Marchais — en 1972, année de la signature du programme commun — contre les tenants d'une limitation de la croissance, qui pulsaient leurs arguments dans le fameux premier rapport du Club de Rome et la lettre à M. Mansholt au président de la Commission de la C.E.E.

Le parti socialiste avait été longtemps plus discuté sur la question, mais, tout en étant beaucoup moins insensible que le parti communiste aux arguments des écologistes, il ne se démarqua jamais de sa position : relance de la production par la consommation populaire et par les investissements. Le P.S. a chiffré maintenant son programme actualisé : la croissance sera portée à 4,8 % en 1978 et à 5,6 % en 1979.

M. Chirac ne fait pas mystère, lui non plus, de la volonté de son parti de militer pour une croissance forte. Dans un discours prononcé à Montbéliard le 6 mai 1977, il déclarait : « La bonne santé du chômage, ce n'est pas l'assistance, c'est la croissance. La France a besoin, dans les années qui viennent, d'une croissance vigoureuse. » A Colombes, le 3 juin de la même année, il précisait carrément : « Il faudrait, pendant plusieurs années, un taux d'expansion de plus de 5 % par an. »

Le C.N.P.F., depuis sa récente assemblée générale, a retrouvé lui aussi les accents d'il y a quelques années, au temps où M. Ambroise Roux voulait pour notre pays une

—

(1) « Le Monde de l'économie » du 24 janvier 1978.

FAUTE AVOUÉE...

« Chères menteuses » de Gabrielle Rolin

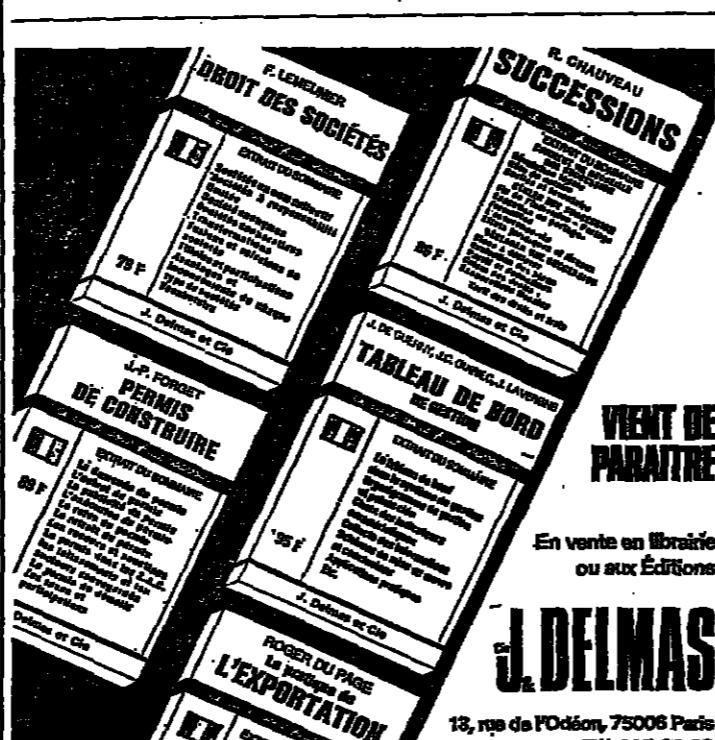
Le romancier est ainsi fait que, même s'il ait à écrire le rapport sur le budget de la nation, il y introduira encore la vivacité du roman. Contrairement à ce que souvent on professe, le romancier peut très bien avoir aussi des idées (et même, comme disait Barthes, ça aide — il le dira en termes plus rebuts). Et ses idées peuvent être aussi sérieuses que celles du philosophe. Mais son mouvement naturel sera de les rendre vivantes, présentes ou, disons, plus simplement, de les animer, de les illustrer.

Cela apparaît d'une manière frappante dans ce Chères menteuses que publie Gabrielle Rolin. S'il faut absolument, à ce livre, un sous-titre, je n'en vois qu'un : c'est un essai. Romancière, Gabrielle Rolin lui a

donné l'appréciation du roman. Déjà dans son écriture, qui est vive, horizontale. Et plus encore, ou d'une manière plus visible, dans cette vie qui ne cesse de faire éruption au milieu de ses réflexions, qui se bouscule aux portillons, qui court comme un dérèglement à long des phrases. On dirait même que l'auteur a hâte de la rejoindre. Dès la page 23, que dis-je, c'est dès la première ligne qu'on lit : « Je mène, je mène, je mène... » Ces pronoms déjà sont des êtres. Très vite, ils se complètent. Dès la page 29 suit une certaine Yolande. A la page 30, c'est l'auteur qui pousse la tête : « Moi, je souhaite être dansesue. »

FÉLICIEN MARCEAU,
de l'Académie française

(Lire la suite page 27.)



En vente dans les librairies ou aux Éditions J. DELMAS

13, rue de l'Odéon, 75006 Paris
Tél. 325-08-32

(1) « Le Monde de l'économie » du 24 janvier 1978.

idées

SEXUALITÉ

Faut-il brûler Emmanuelle ?

par GILBERT COMTE

L'APPARITION d'*Emmanuelle 2* sur les écrans clôt sans tapage, au profit du producteur Francis Giacobetti, la querelle où il s'opposa naguère au secrétaire d'Etat à la culture, M. Michel Guy. Pour calmer les inquiétudes qui suscitaient alors une insolente et sonnante prolifération de spectacles obscènes, le gouvernement avait assimilé celui où Mme Sylvia Kristel basarde son pachimieux talent aux longs métrages « pornographiques », « pervenç » et « violents » astreints à une exploitation réduite dans les salles spécialisées.

La sanction, bien sûr, frappait d'importants intérêts commerciaux. Familiar des embûches sur ce terrain glissant, M. Giacobetti invoqua assurément contre elle l'im-prescriptible et noble « liberté du créateur », puis avérira qu'il distribuerait sa marchandise à l'étranger, assez longtemps qu'une réparation franche, publique, ne lui rendrait pas tous les films normalement accessibles. Le voilà certainement satisfait puisqu'il bénit l'obéissance qu'offre aux français de suivre son héritage dans les détails de ses plus intéressantes provocesses.

Par solidarité féminine, peut-être, une conscience découvre à la dame un « physique de Vierge de la Renaissance ». Elle s'attendrit sur son pur et doux « front de Madone » (1). Une époque plutôt démunie dans le genre a naturellement les Vierges qu'elle imagine et les madones qu'elle mérite. Parmi tant de films médiocres, la prétentieuse nullité de celui-là rachète peu l'insignifiance des autres. Malgré tout son désir de se rendre utile, le rôle de Sylvia Kristel ne surpasse pas l'art des parvenues atteintes aux mêmes fastidieuses besognes, dans les cinquante déstractions cinématographiques du même ordre. A défaut d'une bataille d'*Hernani*, où s'affrontèrent jadis deux grandes conceptions de l'art, le pays de Corneille et de Victor Hugo, Racine et Chateaubriand, Voltaire et Stendhal, devint la quatrième puissance exportatrice du monde, au moins d'*Emmanuelle*.

Du moins, quelques dispositions judiciaires, prises à l'époque où M. Jacques Chirac dirigeait les affaires, permettent à l'Etat de râler au passage les taxes particulières qu'il préfère désormais sur ces polluantes.

Quand la puissance publique, en partie responsable du main-

ten des mesures, profite financièrement de leur dissolution, nul homme raisonnable n'aura l'outrecuidance de s'indigner à sa place. Dans ce cas-là comme dans quelques autres, il ne reste plus qu'à considérer les effets possibles de sa capitalisation avec un mépris tout philosophique. La vue de l'accouplement humain, tel qu'il apparaît sur des écrans de moins en moins rares, touche de près les zones interdites où se nouent les rapports obscurs de la conscience et de la chair pour ne pas produire des effets psychologiques généraux, encore malaisément discernables, mais sans doute importants. Son mystère, tout à la fois, révulse et fascine. Le voyeurisme atroce ou repoussé mais laisse peu indifférent. Celle de la mort exceptée, sa représentation impressionne plus qu'aucun autre spectacle.

Comme le prouvent les recettes florissantes du cinéma pornographique, désormais parfaite-

ment admis, l'intérêt qu'il provoque ne relève donc pas d'une curiosité passagère, mais d'un trouble constant. Jusqu'à nous, toutes les civilisations démeurèrent marquées par les images privilégiées qu'elles donnaient successivement de l'homme. Qu'il soit politique, esthétique, religieux, le retour fréquent du même, tel qu'il apparaît sur des écrans de moins en moins rares, touche de près les zones interdites où se nouent les rapports obscurs de la conscience et de la chair pour ne pas produire des effets psychologiques généraux, encore malaisément discernables, mais sans doute importants. Son mystère, tout à la fois, révulse et fascine. Le voyeurisme atroce ou repoussé mais laisse peu indifférent. Celle de la mort exceptée, sa représentation impressionne plus qu'aucun autre spectacle.

Comme le prouvent les recettes florissantes du cinéma pornographique, désormais parfaite-

La puissance des symboles

Avant le nationalisme, la littérature, la peinture, la sculpture, glorifiaient pareillement l'héroïsme militaire à travers toute l'Europe, depuis le *Mémorial de Sainte-Hélène*, les tableaux de Gérard ou de Meissonnier, jusqu'aux monuments aux morts des plus humbles batailles du Périgord ou de la Bavière. Croire que l'art glorifiait la vierge, et même la force physique en uniforme de fantassin, les braves dévastateurs ou lithographes de 1880 ne souhaitaient nullement ouvrir les lugubres nécropoles de Verdun ou du chemin des Dames. Leurs œuvres les rendit certainement possibles. Sans elles, en tout cas, l'indécible enthousiasme de l'été 1914, où Français et Allemands partirent de l'art, le pays de Corneille et de Victor Hugo, Racine et Chateaubriand, Voltaire et Stendhal, devint la quatrième puissance exportatrice du monde, au moins d'*Emmanuelle*.

Quoi qu'il en soit, le cinéma moderne ne prépare certainement pas ses spectateurs à l'oubli d'un corps si prodigue en satisfactions, par la primauté qu'il donne au plaisir des sens. Hélas ! aucune société ne se donne durablement sur le culte de la jouissance ! En revanche, toutes, un jour ou l'autre, exigent de leurs fils le don soudain, mais alors total et gratuit, de soi. Par leur hédonisme pervenç ou ariégeois, les spectacles hypocritement qua-

lifiés d'érotiques, même lorsqu'ils contiennent tout autre chose, prônent une idolâtrie de la chair incompatible avec ces sacrifices inévitables. Or toute décadence débute précisément quand le bonheur des individus l'emporte sur leurs capacités d'immolation à l'ensemble social. Le décadence, c'est le reflux du sacrifice.

Ces préoccupations ne concernent guère le producteur d'*Emmanuelle 2*. Encore moins l'héroïne principale. Nul n'aura donc l'inconscience, ni le ridicule, de leur en demander raison. L'Etat, lui, assume des devoirs d'une autre taille. Durant sa polémique avec Michel Guy, M. Giacobetti signalait qu'un accord officiel pour son film lui avait valu les concours financiers gouvernementaux automatisques, semble-t-il, après une décision favorable du Centre national de la cinématographie française. Quant à l'artiste, elle doit les choisir le plus haut possible. Ne gêne-t-il donc pas s'extasier de voir l'argent public s'investir dans des œuvres aussi basses ?

Sous la III^e République, des cinéastes d'un bien plus grand talent tournèrent des vies de Pasteur, Savorgnan de Brazza, Charles de Foucauld ou de son père. A ces œuvres, quelques esprits forts souriront peut-être, parisiens de patronage. L'ironie laisse intact le fond du débat. De nos jours où tant de choses ont changé, l'aide aux créateurs subventionnés donc de douteux étais d'héritage, mais n'a pas trouvé, en vingt ans, l'occasion d'honorer une seule grande œuvre, une seule grande réputation nationale ou européenne. Pourquoi la France passionnante, elle encore ses enfants si elle n'intéresse déjà plus ses chefs ?

Pourtant, les grands sujets ne manquent pas. Le cinéma politique, qui devient à la mode, paraît-il. La réconciliation franco-allemande, notre écrasement continental entre les mastodontes russes et américains, l'alléation des élites à la culture anglo-saxonne, le dépoteau enragé de l'argent, les fournisseurs quelques beaux thèmes, parmi beaucoup d'autres. Quant tant de petites voix parlent d'audace, en voilà des sujets audacieux ! Les traités exigent naturellement plus de nerfs qu'introduire un monsieur et deux dames dans une chambre, avant d'aller toucher les dividendes à la caisse.

(1) *France-Soir*, 26 janvier 1978.

LE CHRISTIANISME ET LE CORPS

par ÉMILE GILLABERT (*)

Deux articles de Stan Bouvier et de Gabriel Matzneff dans « Le Monde » du 8 octobre 1977 sur le christianisme et le corps avaient provoqué, dans « Le Monde » du 9 novembre, une longue réponse d'Alfred Kastler, à qui répondra, le 10 novembre, André Mandouze. Emile Gillabert reprend aujourd'hui le débat.

On ne peut pas refuser de constater, tout au long de l'histoire de l'Eglise, que le corps est un élément gênant dans l'aventure du salut. Quelle est l'origine de cette gêne ? La focalise sur saint Augustin, c'est encore n'observer qu'un élément, certes important, d'un ensemble imposant. Cependant, c'est sur les fondations qu'on édifie l'édifice ; c'est sur les prémisses que se construit le discours.

Si le Christ est venu réaliser les prédictions, comme on le sait, fut la religion exclusive du Dieu malé. On connaît les efforts déployés par Moïse pour évacuer la déesse mère, dont le culte réservait une large place à la sexualité et à la fécondité. L'évacuation de la déesse brise l'unité du couple divin Ciel-Terre, unité que l'Orient a toujours préservée, que l'Egypte des pharaons a exaltée, qu'Hésiode a évoquée et qu'Eschyle a glorifiée. Le mariage du Ciel et de la Terre est un des éléments de la mythologie universelle, le Ciel jouant le plus souvent le rôle de la suprême tandis que la Terre

étais représentée comme sa compagne. Or cette compagne est le symbole même de la vie.

Le geste guerrier de Moïse s'inscrivait en faux contre les rythmes naturels auxquels la femme est accordée plus encore que l'homme. C'est ainsi que se creusa le fossé entre la loi et la nature, entre l'esprit de conquête et l'inspiration à la vie sédentaire. Le couple fut soumis à des purifications légales, inhumaines, contraintes, mais fut tout de même la femme qui fit les frais d'une opération typiquement masculine. Elle fut reléguée, sans estime, à la périphérie, à l'éloignement des vies de domination de l'homme.

Comme on peut l'imaginer, les conséquences de la rupture du couple primordial et la dissociation de plus en plus tranchée de la Loi et de la Nature eurent des répercussions profondes sur l'équilibre humain. L'esprit de conquête de l'homme n'était plus pondéré ni contrebalancé par les forces naturelles, la femme étant désormais reléguée, sans estime, voire méprisée. La Bible fournit d'exemples qui illustrent cette proscription, et les prophéties comme Isaïe, Jérémie et Ezéchiel ont écrit à cet égard des pages éloquentes.

Le rôle de Marie

Dans ces conditions, Marie, la mère du Christ, ne pouvait pas, pour enfantir Dieu, partager la condition de la femme juive ni être assimilée à la déesse réprouvée par le dieu de Moïse. Elle devait, au contraire, établir l'ordre initial perturbé par Eve, que la Genèse nous présente comme l'agent du mal dépossédant l'homme d'un bonheur sans fin. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'Eglise. Ainsi, on ne trouve pas trace dans les écrits de saint Paul de la Mère du Crucifix. Elle ne l'intéresse pas, pas plus de reste que la vie humaine de Jésus. Il ne faut pas croire cependant que le culte marital se confond avec les origines de l'E

étranger

Une interdiction abs

DÉMOCRATIE ET RÉPRESSION EN AMÉRIQUE LATINE

BOLIVIE : le difficile réapprentissage de la liberté

De notre envoyé spécial

La Paz — Le « printemps de La Paz » C'est une succession de semaines qu'il y a deux mois, parmi lesquelles l'interdiction des usines, les ouvriers se réunissent afin d'élire, pour la première fois depuis trois ans, leurs dirigeants. Des syndicalistes qui étaient jusqu'à l'aujourd'hui dans la clandestinité, réapparaissent brusquement, convocation des conférences de presse, demandant des entrevues dans les ministères. Des leaders politiques bien placés mettent la dernière main à des projets de front commun. A l'aéroport, les journalistes guettent le retour des exilés. Des militaires à la retraite parlent fort. Les personnes interviewées qui n'avaient demandé d'asile n'aspirent aujourd'hui à des connexions et citées.

Cette croissance est encore incertaine. L'opposition ne dispose toujours pas de journaux, et l'accès à la radio et à la télévision reste limité. La quasi-totalité des secrétaires généraux de partis, encore en exil, hésitent à rentrer au pays.

D'ici aux élections, prévues pour le 9 juillet, les vents peuvent une fois de plus changer.

A la fin de l'automne dernier,

lors de la mort de l'ancien

président, le destin de la Bolivie

échappe à l'avenir. Tandis que le

président Banzer se succédaient à lui-même, légalisant l'événement par des déclarations contrôlées.

les erreurs du président

Qui aurait pu croire que quelques épouses d'exilés politiques, déclenchant une grève de la faim, allaient manifester à La Paz ? Le 28 décembre, quatre d'entre elles, avec leurs enfants, lancent le mouvement au siège de l'archevêché de La Paz. Leurs revendications ? Une amnistie complète, qui inclut les dirigeants politiques et syndicaux en exil ; la réintégration de tous les travailleurs licenciés pour fait de grève ; l'évacuation des troupes, qui depuis l'été 1976, occupent le siège.

Le gouvernement ne prit pas l'affaire au sérieux. Or, le mouvement s'est répandu comme une traînée de poudre non seulement à La Paz, mais aussi dans les principales villes de l'intérieur. Le président commet alors sa première erreur. Il tente d'utiliser l'église, en demandant la médiation de l'archevêque. Il succède, le cardinal José Chávez, à Mauers, sans que l'autre partie intéressée, en l'occurrence les grévistes, aient leur mot à dire. Un texte, apparemment conciliateur, est présenté au cardinal. En fait, il contient une série d'artifices : l'amnistie est bien accordée, mais elle exclut ceux qui ont entretenu la législation d'exception en vigueur. Non sans quelques décalages, le cardinal signe le document.

Rentré dans son diocèse, il constate qu'il a été joué. Il écrit une lettre secrète, énergique, au président Banzer et prend position publiquement, dans un sens favorable aux grévistes : l'Eglise catholique, « facteur de pouvoir » de toute première importance en Bolivie, s'alligne sur la position de ceux de ses membres qui sont partisans d'appuyer un mouvement dont les revendications sont bien proches des siennes.

La lassitude de l'armée

Le général Banzer décide alors d'employer la force pour tenter d'arrêter le mouvement. Dans la nuit du 15 au 16 janvier, la police entre dans les églises, au siège des Nations unies, au journal *Presencia*, pour évacuer les grévistes en ambulance via leur extrême faiblesse. C'est un tollé.

Il ne reste plus au général Banzer que deux solutions : céder ou se lancer dans une répression de grande ampleur.

La seconde attitude suppose un soutien immédiat des forces armées. Ces mêmes officiers qui ont fait pression sur le général Banzer pour qu'il ne se présente pas aux élections sont-ils prêts à donner un blanc-seing à une contre-offensive bien hardieuse ?

Le président l'informe, mais réussit à éviter une répression forcée du type de celle sévissant dans les pays du « cène sud » du continent. Sont-ils prêts à prendre des risques ? L'ampleur et la profondeur du mouvement ont, semble-t-il, ébranlé les militaires. Le haut commandement demande une audience immédiate pour ce conflit, qui pourraient déterminer. Dans la nuit du 18 janvier, après un conseil des ministres dramatique, le général Banzer annonce l'amnistie générale. Une semaine plus tard, la liberté syndicale était rétablie.

Les promoteurs du mouvement n'en espéraient sans doute pas tant. Ils ont bénéficié. Il est vrai d'une conjoncture favorable. D'une part, le mouvement syndical bolivien, remis des coups qui lui avaient été portés depuis moins d'un mois, a pu épauler efficacement les grévistes. De l'autre, la perspective d'une présence américaine n'a pu que limiter les possibilités d'action des partisans d'une sévère répression.

Le général Juan Pereda, ministre de l'intérieur, assurent l'intérieur. L'annexion limitée qui avait été décrétée exclut les principales figures politiques du pays. Le mouvement syndical restera sous contrôle : depuis novembre 1974, c'est le gouvernement qui nomme les « coordinateurs du travail » et qui a remplacé les dirigeants syndicaux élus.

Une première surprise, en décembre

Le 2, le général Banzer annonçait son intention de ne pas se présenter. Le candidat « officiel » serait le général Pereda. Les forces armées, visiblement, avaient conseillé le général Banzer à faire marche arrière.

Beaucoup, cependant, le virent là la quête manœuvre. Le général Pereda ne préparait-il pas au général Banzer le chemin du pouvoir par les journaux, et l'accès à la radio et à la télévision reste limité. La quasi-totalité des secrétaires généraux de partis, encore en exil, hésitent à rentrer au pays.

D'ici aux élections, prévues pour le 9 juillet, les vents peuvent une fois de plus changer.

A la fin de l'automne dernier, pendant la mort de l'ancien

président, le destin de la Bolivie

échappe à l'avenir. Tandis que le

président Banzer se succédaient à lui-même, légalisant l'événement par des déclarations contrôlées.

l'unité syndicale

Pris de court par les événements, le monde politique s'agite.

La constitution de fronts est à l'ordre du jour. L'un pourrait regrouper diverses tendances de centre gauche, dont l'ancien parti communiste bolivien, le M.R.S. (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et la démocratie chrétienne. Il pourrait être dirigé par M. Hernán Siles Suazo, ancien président (1958-1960). Le M.R.S. « orthodoxe » de son côté pencherait plutôt pour un rapprochement avec la Phalange socialiste, le Parti socialiste des travailleurs de 1971, lorsque les deux partis formaient un front d'appui au gouvernement du général Banzer. Peu souciés d'héritier, par assimilation des problèmes du régime actuel, ils prennent soin aujourd'hui de souligner leur indépendance à l'égard du pouvoir. Tout dépendra du résultat de M. Victor Paz Estenssoro, chef du M.N.R., exclu de l'Assemblée.

Un troisième front, avec une assise essentiellement syndicale, devrait regrouper les partis d'extrême gauche. Il appuierait de l'extérieur le candidat du front de centre gauche.

Pour certains secteurs, cependant, la priorité est la création d'un front unique contre le général Pereda. C'est ce que prévoit M. Siles Salinas et des officiers du groupe Topater.

L'activité réunit le monde

politique, n'est d'ailleurs sans

doute pas l'essentiel. Car, en Bolivie, c'est le mouvement syndical qui est la véritable force d'opposition, comme on l'a bien vu

durant la crise de janvier.

Or, le monde syndical à l'impre

ssion d'être réduit à la portion congrue. Ses dirigeants rappellent que les partis, qui furent à l'origine pour réclamer les libertés politiques, ont été moins bons pour protéger les travailleurs que les propriétaires. D'ailleurs, à finir avec le régime militaire, plusieurs formations modernes craignent, évidemment, de se voir, ensuite, dépassées sur leur gauche. Entre un secteur privé qui appuie résolument le régime militaire, et un mouvement ouvrier de plus en plus contrôlé par les milieux radicaux, la base syndicale connaît une plongée étouffante : la Bolivie n'est certes pas le pays de « justes milieux ».

La libéralisation en matière

syndicale risque d'être la plus

délicate. Après des années de

« coordinateurs du travail » et

de blocage des salaires, on peut, en effet, craindre une explosion.

Si celle-ci pourrait se révéler

à un moment très précoce, on arrivera à l'heure des élections.

Les milieux syndicaux

sont conscients du danger. « Nous

sommes décidés à éviter toute

provocation », nous affirmait un

des principaux dirigeants de la

puissante fédération des mineurs, qui passe pourtant pour l'une des

plus radicales. Un exemple :

toute demande massive d'augmentation de salaire et terminera immédiatement dans ce pays

par un affrontement. Nous ne

connaissons la terreur que subit

le peuple argentin peuvent apprécier le courage de ces femmes

organisées.

« Tant qu'elles ne seront pas

libérées, et tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites, nous appellerons les femmes françaises à se joindre à leur lutte

et à exprimer leur solidarité

et de la justice. »

« Parmi elles, un certain nom

bre, lequel exprime à merveille

tout leur peuple, on défit le

porteur répété en réunissant

évidemment sur la place de Mai, dans le palais du gouvernement à Buenos-Aires.

Les militaires les appellent

les folles de la place de Mai.

Ce sont les mères et les épouses

des disparus. Pendant des mois,

on les a dispersées, on les a

arrêtées, on les a séparées des autres

et puis relâchées. Finalement, en

décembre 1977, vingt d'elles, dont deux religieuses françaises, ont été enlevées. On ignore leur sort.

« Seuls ceux et celles qui

se succèdent ont à d'ailleurs emporté d'autres : la confiance des travailleurs et des meilleurs financiers internationaux.

Un changement de régime trop

brut ne risquerait-il pas de

porter à mal cette stabilité ?

L'opposition accuse la presse favorables au régime de chercher à diffuser des fausses informations, de créer une confusion au sein du monde politique. Le Cour

électoral nommée par le gouvernement soulignait, à juste titre, l'existence de vingt-trois partis politiques dans le pays. On ne compte plus les divisions.

Le P.T.B. (Parti travailliste brésilien) et les autres formations d'extrême

gauche, qui ont été créées au début de cette semaine, ont à leur tour été accusées de révoltes révolutionnaires.

M. Leonel Brizola, ancien gouverneur du Rio Grande do Sul, leader

de l'ancien parti travailliste brésilien (P.T.B., aujourd'hui interdit), exilé depuis le coup d'Etat militaire de 1964.

Il a entrepris une tournée européenne.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

du mouvement socialiste et social-démocrate.

Il a rencontré plusieurs responsables

ASIE

Chine

A LA VEILLE DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Les autorités demeurent favorables au maintien de la peine de mort

De notre correspondant

Pékin. — Le fonctionnement du système pénal chinois est mal connu, et le manque d'information dans ce domaine donne toute leur valeur à deux dépêches publiées mardi 21 février par l'agence Chine nouvelle, l'une sur la prison de Pékin, la seconde sur un entretien avec le directeur adjoint de l'Institut de droit à l'Académie des sciences sociales, le professeur Han Yu-tung.

So conformant aux conventions de l'heure, ce dernier démontre avec vigueur « le subterfuge du système légal chinois » et dont la « moitié des quatre » se serait rendue coupable jusqu'à sa chute. Son témoignage coïncide largement pourtant avec les rares éléments dont on pouvait disposer par d'autres sources, notamment grâce au livre de Jean Pasqualini et à quelques articles de la revue britannique *China Quarterly* (numéros 61 et 66), tous bien antérieurs à la crise d'octobre 1976.

Tant le professeur Han Yu-tung que les gardiens de la prison de Pékin mettent l'accent sur le rôle « réformateur » et « éducatif » que l'État chinois a donné à l'application de la loi. L'intervention du groupe social ainsi qu'apporté le délinquant est également déclarée minante. « Les maximes élémentaires », dit le professeur Han, sont « renforcées sous la supervision des unités dont ils font partie ». En prison même, « une des principales formes de l'étude est la discussion de groupe », à doute ou quatorze, avec comme moniteur un détenu dont le comportement a été jugé satisfaisant.

Interrogé sur la peine de mort, le professeur Han répond qu'il n'est pas encore possible d'abroger la peine capitale en Chine.

« Diktature et démocratie »

Le châtiment capital selon lui est toutefois réservé aux criminels « chargés de devoirs » ou qui ont « commis des crimes extrêmement graves ». A la question de Pékin, on indique : « meurtre, incendie volontaire, viol, cambriolage ou banditisme organisé ». Encore la possibilité existe-t-elle que l'exécution de la sentence soit suspendue pour deux années, terme renouvelable, et éventuellement communiqué au vu du comportement du condamné.

La peine de mort est-elle applicable à des cambriolages politiques ? Le professeur Han affirme catégoriquement que les pires partisans de la « bande des quatre », qui refusent de se repenter, doivent être arrêtés mais non « physi-

quement ». L'étudiante française Odile Pierquin et son mari chinois, Tian Li, qui étaient mariés à Pékin en novembre dernier après avoir demandé l'autorisation nécessaire à M. Teng Hsiao-ping, sont arrivés à Paris le mardi 21 février.

La jeune Française, qui prendra le nom de Tian Pierquin, a déclaré qu'elle travaillera à l'Ecole des hautes études, tandis que son mari apprendra le français et poursuivra ses études scientifiques. Tous deux ont l'intention de regagner la Chine dans quelques années.

Corée du Nord

Le fils de M. Kim Il-sung aurait été victime d'un grave accident

De notre correspondant

Tokyo. — Qui est devenu le fils du président Kim Il-sung, M. Kim Jong-il, dont la presse japonaise affirme, l'an dernier, qu'il était le successeur désigné de son père à la tête de la République démocratique populaire de Corée ? Il n'est plus apparu en public depuis presque un an. Le 10 février, il était à l'ouverture d'un congrès national, contrairement à l'habitude, l'agence de presse nord-coréenne n'a fait aucune mention de cet événement. Par le passé, du 16 février au 15 avril, jour de l'anniversaire du président Kim Il-sung, avaient lieu de grandes manifestations sur le thème de l'unité du pays. Apparemment, cette année elles n'ont pas encore commencé.

La rumeur circule avec insis-

tance à Tokyo que M. Kim Jong-il aurait été victime, il y a plusieurs mois, d'un grave accident d'auto. Il serait depuis dans le coma. Récemment des médecins japonais spécialistes des traumatismes crâniens, ont d'ailleurs été consultés par les Nord-Coréens. Mais, contrairement à l'habitude, l'agence de presse nord-coréenne n'a fait aucune mention de cet événement. Selon les observateurs japonais de la Corée du Nord, l'accident serait en fait un attentat camouflé dont l'instigateur pourrait être le général Li Yong-nu, chef du département politique de l'armée, qui aurait joué un rôle important lors de l'incident survenu à Pusanmun en octobre 1976, au cours duquel deux soldats américains ont été tués.

Son ascension dans la hiérarchie du parti aurait provoqué des oppositions au sein du comité central et à chaque niveau. Les rumeurs de mort de son nom dans la presse de Pyongyang depuis six mois et le fait qu'il ne figure pas sur la liste des personnalités ayant participé à la première session de la sixième Assemblée du peuple sont cependant, pour l'instant, les seules certitudes que l'on puisse avoir dans cette affaire.

PHILIPPE PONS.

[Les parents de M. Kim Jong-il ont été retirés en avril 1977, soit avant cet accident, présumé. Interrogé par André Fontaine lors de sa visite à Pyongyang en juin 1977, des officiels nord-coréens avaient déclaré que le fils du président occupait des affaires au parti. — N.D.R.]

PROCHE-ORIENT

L'OPÉRATION DE LARNACA

Le chef du commando égyptien reconnaît avoir agi malgré l'opposition des autorités chypriotes

Les opérations nationales des quinze membres du commando égyptien tués lors de l'opération de Larnaca, à Chypre, dévalent avoir lieu ce mardi 22 février, en présence du président Sadate, qui a interrompu pour la circonstance une réunion de l'ordre du conseil des ministres dans la zone du canal de Suez.

Mardi, le général de brigade Nabil Chouchik, chef du commando égyptien, faisant le récit de l'opération de Larnaca, a reconnu qu'il avait donné l'ordre de l'attaque malgré l'opposition des autorités chypriotes. « Nous avons attendu, dit-il, pendant une heure et demie avant de lancer l'assaut contre l'appareil des ravisseurs. Ce délai était complètement nécessaire pour empêcher les quatre » se seraient rendus coupables jusqu'à sa chute. Son témoignage coïncide largement pourtant avec les rares éléments dont on pouvait disposer par d'autres sources, notamment grâce au livre de Jean Pasqualini et à quelques articles de la revue britannique *China Quarterly* (numéros 61 et 66), tous bien antérieurs à la crise d'octobre 1976.

Chine nouvelle donne, au passage, quelques informations sur le général de brigade Nabil Chouchik, qui n'est sans doute pas la seule pour une municipalité de huit millions d'habitants. Deux mille prisonniers, hommes et femmes, y sont détenus et y travaillent huit heures par jour, six jours par semaine, notamment à la fabrication de chaussures et de sandales en matière plastique. Deux heures par jour sont, en outre, consacrées à l'étude. Des visites régulières sont prévues. L'État chinois. L'intervention du groupe social ainsi qu'apporté le délinquant est également déclarée minante. « Les maximes élémentaires », dit le professeur Han, sont renforcées sous la supervision des unités dont ils font partie ». En prison même, « une des principales formes de l'étude est la discussion de groupe », à doute ou quatorze, avec comme moniteur un détenu dont le comportement a été jugé satisfaisant.

Interrogé sur la peine de mort, le professeur Han répond qu'il n'est pas encore possible d'abroger la peine capitale en Chine.

Le Saint-Siège est « préoccupé » par la loi israélienne contre le prosélytisme

Après ses entretiens avec MM. Dayan et Begin

M. Atherton déclare n'avoir entendu aucune proposition nouvelle

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, M. Alfred Atherton, arrivé lundi 20 février à Jérusalem, a déployé mardi une intense activité pour les meetings du commando égyptien aux côtés de la garde nationale chypriote. Il a également échangé des points de vue d'Izraël et d'Egypte. Dans la matinée, il a eu deux heures d'entretien avec M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères. Dans l'après-midi, il a eu une entrevue avec le premier ministre, M. Menahem Begin. Ce mercredi, M. Atherton se rend au Caire et reviendra à Jérusalem avant de repartir pour Amman.

On a appris, d'autre part, mardi à Jérusalem que MM. Moshe Dayan et Ezer Weizman assisteront aux entretiens de M. Menahem Begin avec le président Carter, lors de sa visite officielle aux Etats-Unis, en mars prochain. D'après des communiqués israéliens de la radio de Jérusalem, cette conférence sera de confiance entre MM. Carter et Begin. Le premier ministre a déclaré qu'il n'avait pas entendu de « bouche de ses interlocuteurs de nouvelles propositions ». Selon le général israélien, aucune suggestion nouvelle

Le secrétaire d'Etat adjoint, M. Alfred Atherton, arrivé lundi 20 février à Jérusalem, a déployé mardi une intense activité pour les meetings du commando égyptien aux côtés de la garde nationale chypriote. Il a également échangé des points de vue d'Izraël et d'Egypte. Dans la matinée, il a eu deux heures d'entretien avec M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères. Dans l'après-midi, il a eu une entrevue avec le premier ministre, M. Menahem Begin. Ce mercredi, M. Atherton se rend au Caire et reviendra à Jérusalem avant de repartir pour Amman.

En quittant M. Begin, M. Atherton a déclaré qu'il n'avait pas entendu de « bouche de ses interlocuteurs de nouvelles propositions ». Selon le général israélien, aucune suggestion nouvelle

De notre correspondant

Clé de Vatican. — La récente loi contre le prosélytisme adoptée par le Parlement israélien (le *Monde* daté 15-16 janvier) « préoccupe le Saint-Siège », affirme-t-on à Rome de source autorisée.

Les responsables de l'Eglise envisagent de le faire savoir aux autorités de Jérusalem, par le canal diplomatique, et à la communauté israélite mondiale, lors de la prochaine réunion de la commission catholique juive à Madrid.

Selon la loi, qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1978, qui que offre de l'argent « ou autre avantage » à un tiers pour que ce tiers pousse de religion de faire aux personnes de la prison ou d'une amende de 50 000 livres israéliennes. Ces dispositions sont immédiatement suivies d'énergiques protestations de la part des Eglises. « On ne peut pas dire que les chrétiens jouissent de la liberté religieuse en Israël quand des groupes utilisent le Parlement pour propager la haine », a déclaré le conseil chrétien juif en Israël.

Une délégation de cet organisme composé d'un anglican, d'un luthérien et d'un catholique a fait une visite au Vatican la semaine dernière avant de se rendre au Conseil œcuménique des Eglises à Genève. Elle a dé-

veloppé quatre arguments dont le Saint-Siège a reconnu le bien fondé :

- 1) Trop vague dans sa terminologie, la loi pourrait donner lieu à différentes interprétations, même les plus hostiles ;
- 2) Elle a été débattue et approuvée par le Knesset dans un esprit antichrétiens ;
- 3) Elle risque d'inciter des intégristes à s'en prendre aux missions chrétiennes, d'encourager des provocateurs à tendre des pièges aux chrétiens pour les accuser ensuite de corruption ;
- 4) Elle serait le prétexte à d'autres concessions que le gouvernement israélien n'a pas l'intention de faire aux chrétiens de la majorité.

Un Vatican, on craint que cette législation ne pèse lourdement sur les communautés chrétiennes, qu'elle entraîne leur cohabitation en Palestine et même le règlement de certaines questions en suspens comme le statut de Jérusalem et des Lieux saints. On souligne d'autre part qu'il est impossible de poser comme *a priori* le refus d'évangéliser : « Aucun chrétien, ni chrétien aucun homme, ne peut s'empêcher de faire partager ses convictions à un interlocuteur. »

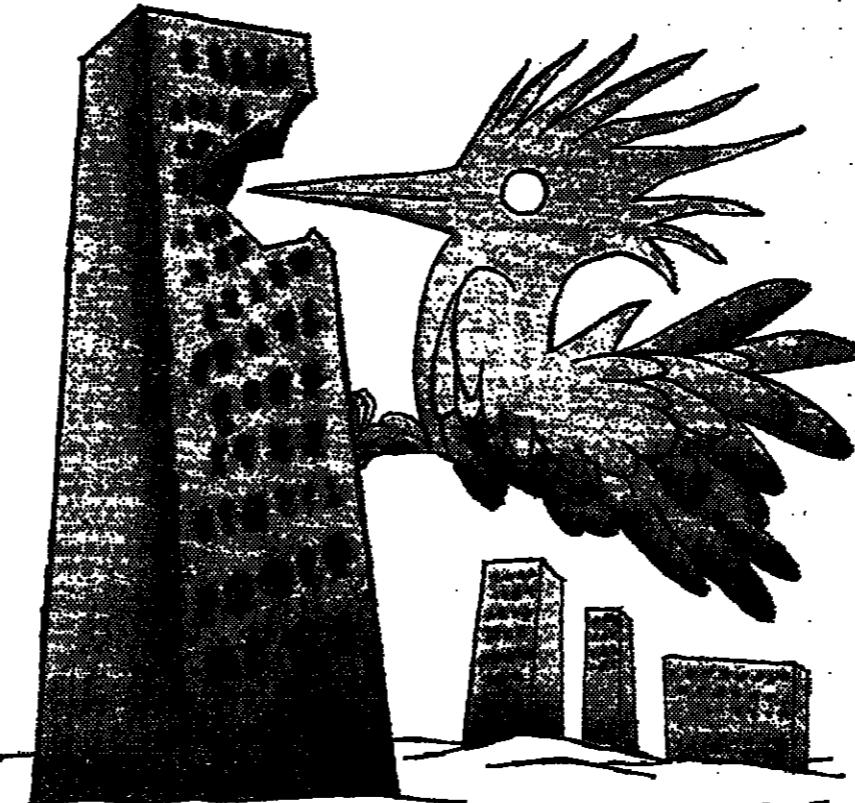
ROBERT SOLE.

— (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

VIENT DE PARAITRE

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

84 PAGES — EN VENTE PARTOUT 10F

Deux délégués
et pu s'entretenir

Deux

Liberté déclare n'avoir eu
aucune proposition nouvelle

proscrits
du prosélytisme

DE PARIS

Le Monde

ÉCOLOGIE
enjeu politique



Tunisie

Deux délégués de la C.I.S.L. ont pu s'entretenir avec M. Achour

De notre correspondant

Tunis. — La mission en Tunisie de la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) a pris fin le 22 février avec un succès relatif. Le conseil de syndicalistes arrêté après les émeutes du 26 janvier demeurent en état d'arrestation, mais les représentants de la C.I.S.L. ont obtenu l'autorisation de rencontrer l'ancien secrétaire général de l'U.G.T.T. M. Habib Achour.

La rencontre était devenue une condition préalable à la poursuite du dialogue entre la C.I.S.L. qui demandait ce « geste de bonne volonté » et les autorités tunisiennes (Le Monde du 22 février). Elle a toutefois été enlevée par l'absence des membres de la délégation et le premier ministre, M. Hedi Nouira, et à une démarcation effectuée sur les conseils de celui-ci auprès de l'autorité judiciaire. MM. Kersten et Oscar Vetter, délégués respectivement de la Confédération internationale des syndicats et du syndicat communiste allemand D.G.B., ont pu ensuite rendre visite durant trente minutes à M. Achour, dans le bureau du directeur de la sûreté nationale, et en la présence de ce dernier.

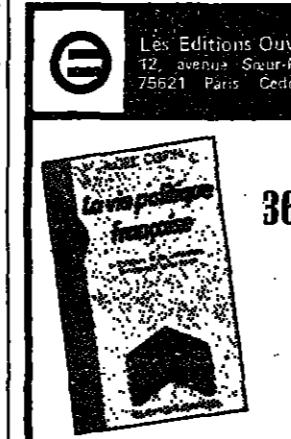
Ils ont déclaré qu'ils avaient trouvé l'ancien chef du syndicat en bonne santé et qu'ils avaient pu s'entretenir avec lui de diverses questions à l'exception de celle des dirigeants de la C.I.S.L. qui, après M. Achour, qui a reçu sur sa demande, la visite de deux médecins, se porte bien. Il ne se plaint pas des conditions. Il ne se détient. Il veut un procès afin de prouver son innocence mais il compte aussi beaucoup sur l'appui de la C.I.S.L.

Le contact avec M. Achour a semble-t-il apaisé quelques peu les inquiétudes manifestées par les représentants de la C.I.S.L. depuis leur arrivée. Ils ont cependant tenu à réaffirmer que, à leur yeux, l'essentiel demeure la libération de tous les syndicalistes et la préservation de l'indépendance du parti tunisien. Pour eux, M. Achour — « un homme de bon sens, qui a souvent adopté des positions modérées »,

VIENT DE PARAITRE

Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

En vente partout — 10 F



36 F

(PUBLICITE)

Contre le froid et le bruit faites isoler vos fenêtres

pour être efficaces, double vitrage, glace épaisse ou survitrage doivent être posés parfaitement. Nous installons depuis 15 ans... toujours rapidement. Paris et 100 km alentour. devis gratuit.

SAIRES, 49 ter, rue de Flandre, 75019 PARIS 206-30-13.

Deleuze - Parnet Dialogues



LE MONDE
meilleur jour à la disposition
de ses lecteurs des rubriques
d'annonces immobilières.
Vous trouverez peut-être
LA MAISON
que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

que vous recherchez.

... LA MAISON

POLOGNE

Une année cruciale pour M. Gierek

Varsovie. — Un soir d'hiver à Varsovie. Dans les ruelles de la vieille ville sans circulation automobile, le silence n'est troublé que par le grondissement lourd d'un moteur d'autobus. La neige des derniers jours, qui recouvre par endroits irrégulières les jardins et les toits des maisons, amortit les échos de l'activité humaine. Dans le ciel noir, la lueur jaune des réverbères accorde un caractère théâtral à ce décor fifté.

Ce calme étrange est trouperur. Varsovie est une scène aux mille personnes nées cesse en mouvement. Ce n'est pas un hasard si le théâtre est ici une véritable passion nationale.

La « pièce » qui se joue dans le petit appartement coquettamment arrangé où nous nous trouvons n'est inscrite à aucun programme officiel. Le public est pourtant nombreux, comme le pays brevet : une soixantaine de jeunes gens, des étudiants pour la plupart, se pressent dans deux pièces exiguës. Certains, assis à même le sol, tiennent sur les genoux un carnet sur lequel ils s'apprêtent à prendre des notes. Ils ne sont pas venus ici pour se divertir, mais pour apprendre.

Le conférencier, l'un des derniers organisateurs des cours organisés par l'Université populaire, le conférencier, ce soir, est Adam Gierek, l'un des principaux animateurs du Comité d'autodéfense sociale (KOR-KSS) et du Mouvement démocratique, créé l'automne dernier pour prendre le relais du Comité

de défense des ouvriers (KOR), porte-parole de l'opposition après la crise de juin 1976. Thème traité : « L'histoire politique de la République populaire de Pologne ». D'autres sujets sont abordés sur des questions économiques, philosophiques, littéraires. Parmi les professeurs de cette Université parallèle, on trouve, côté à côté, des intellectuels catéchiques, comme M. Bohdan Cwirko, rédacteur en chef de la revue « Znak », et marxistes comme l'économiste Tadeusz Kowalewski, ou le sociologue Jan Strzelecki, toujours membre à notre connaissance, du parti ouvrier unifié au pouvoir.

Avec cette initiative, patronnée depuis peu par une association des cours scientifiques supérieurs regroupant plus de cinquante personnalités, l'opposition renoue avec une tradition de l'intellectualisme populaire du siècle dernier : une soixantaine de jeunes gens, des étudiants pour la plupart, se pressent dans deux pièces exiguës. Certains, assis à même le sol, tiennent sur les genoux un carnet sur lequel ils s'apprêtent à prendre des notes. Ils ne sont pas venus ici pour se divertir, mais pour apprendre.

Le conférencier, l'un des derniers organisateurs des cours organisés par l'Université populaire, le conférencier, ce soir, est Adam Gierek, l'un des principaux animateurs du Comité d'autodéfense sociale (KOR-KSS) et du Mouvement démocratique, créé l'automne dernier pour prendre le relais du Comité

Une fermentation intellectuelle

Le cours fini, la discussion s'ouvre. Pourquoi, demande l'un, les dirigeants arrêtés après la guerre se sont-ils accusés eux-mêmes ? Comment, interroge un autre, se caractérisait la politique youngovienne ? Le débat s'anime, des brochures circulent, dans une atmosphère remarquablement studieuse, égayée seulement par le choc incongru d'un coucou qui ponctue le déroulement des heures.

Cette activité éducative est significative de la fermentation intellectuelle qui se produit en ce moment en Pologne. Après les batailles de la Constitution en 1975, puis pour l'amnistie des personnes condamnées après les grèves ouvrières de juin 1976, l'opposition proche de l'ancien KOR a abandonné depuis l'automne dernier sa nécessité de se tenir dans des publications spartiates : siégeaient de travail à plus long terme, elle s'est lancée dans une série d'actions visant à élargir son audience.

S'ils regroupent les meilleurs les plus actifs et les plus connus de l'opposition, le KOR-KSS et le Mouvement démocratique ne représentent pas pour autant la totalité de celles-ci. Par ailleurs, un autre groupe le précède : le Mouvement pour la défense des droits humains et civiques (ROPOCO), qui édite le journal « Optima ». Crée en mars 1977, cette organisation tend à se poser en rivale du KOR-KSS. Officiellement, il n'y a pas de différences entre les deux tendances, mais leurs relations sont tendues.

Le troisième groupe, qui existe depuis peu, est le Mouvement pour la défense des droits humains et civiques (ROPOCO), qui édite le journal « Optima ». Crée en mars 1977, cette organisation tend à se poser en rivale du KOR-KSS. Officiellement, il n'y a pas de différences entre les deux tendances, mais leurs relations sont tendues.

Dans le monde étudiant, des

comités de solidarité (S.K.S.), à l'exemple de celui créé en mai 1977, après l'affaire Pyjas, un jeune homme dont la mort n'a pas paru à tout le monde accidentelle, sont nés. Le plus connu d'entre eux est le S.K.S. de l'université de Gdańsk. Au total, il existe actuellement dans le pays une vingtaine, voire plus, de feuillets, journaux et publications plus ou moins clandestines.

Cette effervescence annonce-t-elle un nouveau grand dégel ?

Se prépare-t-il un second « Octobre polonais », comme en 1956, ou une autre, semblable à celle de 1968 ? Les intellectuels historiques ont ceci de trompeur que, en fixant l'attention sur les événements du passé, elles risquent de faire perdre de vue la spécificité des phénomènes actuels et les conditions dans lesquelles ils se développent.

En dehors des luttes de classes

Première question : quels sont les objectifs des groupes oppositionnels ? Contrairement à leurs dévanciers, les contestataires sont-ils de ceux qui prétendent à un pouvoir qu'ils ignorent ou seulement déguisen ? Ils se situent délibérément en dehors des luttes de classes. C'est ce qui fait à la fois leur force : moins redoutés par le pouvoir, ils disposent d'une assez grande marge de manœuvre ; et leur faiblesse : ils risquent d'isoler les groupes de marquage. M. Gierek ayant, lui aussi, l'habileté de ne pas pousser à un affrontement autre que politique. La crainte des dirigeants de provoquer une crise favorise cependant, dans l'immédiat, leur action.

Seconde question : l'affaiblissement du pouvoir depuis la crise de juin 1976 est-il irrémédiable, et, sinon, de quelles cartes dispose encore M. Gierek, le premier secrétaire du parti ouvrier unifié, pour redresser la situation ?

Il est sûr que l'ascendant du chef du parti sur l'appareil et les masses a beaucoup souffert depuis un an et demi ; son autorité n'en reste pas moins grande comme l'a montré la conférence nationale du parti en janvier. Prudent infatigablement l'unité du parti et de la nation, il a su, dans les derniers mois, déjouer, grâce à cette occasion, à insuffler une nouvelle confiance à ses troupes déconcertées par la relative tolérance à l'égard des

dans Pyjas l'an dernier jusqu'au passage à tabac de M. Adam Michnik (Le Monde du 14 février) ces jours-ci.

L'une des causes du malaise actuel est le manque de concertation entre la direction politique et le gouvernement. Fidèle au principe qu'il avait toujours professé, M. Gierek a voulu faire confiance à l'équipe entièrement au pouvoir, en particulier à M. Jaruzelski. Il aurait dit à M. Brejnev, le conseiller de M. Carter, lors de leur entrevue de décembre à Varsovie, qu'il le considérait comme un « homme honnête ».

En gagnant sinon les bonnes grâces du moins la neutralité de l'Eglise, le premier secrétaire marquerait assurément un point important. Outre la signification politique générale de l'événement, il pourra, en effet, que ce modeste décret soit en tension, discret mais efficace, qu'elle avait accordé l'an dernier à nombre de manifestations oppositionnelles. Si le vent pas devenir un général abandonné par ses troupes, M. Gierek peut toutefois se fier avec confiance sur cette voie. Il s'agit donc d'une tâche de longue haleine, alors que le chef du parti, pour remonter le moral de la nation, aura besoin de présenter rapidement des résultats spectaculaires. Les obtiendra-t-il dans le domaine économique ?

Sur ce point, en tout cas, cette année sera décisive.

Prochain article :

LES ÉCUENS À FRANCHIR

GEST FACILE
DES JEUDI
VOUS
POUVEZ
JOUER AU
LOTTO

Notices à votre disposition
chez les dépositaires

Le jour où
toutes les banques donneraient
les mêmes réponses...

...vous auriez intérêt à
ne pas poser trop
de problèmes personnels.

Ce jour-là, s'il arrivait... c'en serait fait des rapports personnels entre le client et sa banque.

Le jour où il n'y aurait plus de banques en concurrence, vous devriez renoncer à trouver en face de vous cette qualité d'attention, cette rapidité de décision, cette émulation dans les propositions qui sont nécessaires à la libre entreprise. Et oublier aussi que votre problème personnel nécessite une réponse personnelle.

Tout ce que l'existence de banques privées comme la nôtre vous garantit aujourd'hui.

CCF. Banque privée,
notre rôle auprès de vous est irremplaçable, vous le savez.

CCF CREDIT
COMMERCIAL
DE FRANCE

CCF 103, avenue des Champs Elysées 75008 Paris Tél: 730 92 00

PublicService

LES CONTROVERSES AU SEIN DE LA MAJORITÉ

M. Raymond Barre : la création de l'U.D.F. était nécessaire utile et souhaitable

Invité de l'émission télévisée « Spécial Événement », diffusée mardi soir 21 février, par TF1, M. Raymond Barre a affirmé publiquement, pour la première fois, qu'il n'a pas l'intention de prendre la tête de l'Union pour la démocratie française, dont la création a été inspirée par l'Élysée, afin de contrebalancer l'influence du courant gaulliste. Ainsi qu'il l'avait dit lundi 20 février, en privé, à M. Jean-Pierre Solisso, secrétaire général du parti républicain, le premier ministre estime qu'il n'a pas à se poser en chef d'une fraction de la majorité, alors que d'autres formations composent celle-ci.

Interrogé sur les nouvelles fluctuations monétaires, le premier ministre estime que le franc « est bien à pas rapport au dollar ». « Ce n'est pas le rapport entre le franc et la monnaie française qui est déstabilisé, mais il y a un rapport entre le franc et le dollar, entre le dollar et le franc suisse ». Ces deux monnaies sont à l'heure actuelle une ascension stratosphérique parce qu'il y a une méfiance à l'égard du dollar. Le franc ne suit pas le dollar, c'est cela qui est important pour nous. »

L'un de ses interlocuteurs faisait état d'une information de source officielle helvétique selon laquelle le total des capitaux étrangers déposés dans les banques suisses s'éleverait à 119 milliards de francs suisses, dont 80 % de capitaux français. M. Barre répond qu'il ne sait pas quel est le volume des capitaux français en Suisse. Comme un autre journaliste rappelle que, selon M. Marchais, il y aurait en Suisse quatre cent

millions de francs suisses ouverts par des citoyens français, le chef du gouvernement rétorque : « M. Marchais ressemble à plus en plus à Ali Baba. Quand je le vois, je me dis : « Mais où trouve-t-il tout ce argent ? » Il a partout : à droite, à gauche, au milieu ! C'est extraordinaire ! C'est Ali Baba. »

Évoquant la situation économique, M. Barre se déclare persuadé que si la majorité est reconduite en mars, « beaucoup d'entreprises françaises vont investir, et ce sera le facteur décisif de l'expansion de l'économie française ». Il ajoute : « Quand on a une telle croissance à l'heure actuelle, tout ce qui est proposé fait tendance à penser qu'on prend les Français pour des imbéciles. »

Le premier ministre exprime ensuite son opinion sur la proposition faite par M. Servan-Schreiber selon lequel il conviendrait de porter le SMIC à 2 400 F en 1978 : « Je ne ferais pas de date, dit-il. Ce que je puis dire,

c'est que 2 400 F qui ne soient pas 2 400 F en monnaie de stage, cela pourrait être atteint pour les citoyens du SMIC au cours de l'année prochaine. »

Il rappelle que pour lutter contre les inégalités, le programme de Blois prévoit qu'une commission étudiera l'institution d'un impôt sur les grandes fortunes. « Un rapport sera soumis au Parlement, dit-il. J'ai trop vu les conséquences de la mise en place de certains impôts — féroce, par exemple, la taxe professionnelle, l'impôt sur les plus-values, — d'une fiscalité qui n'est pas soigneusement étudiée pour

l'heure actuelle tout ce qui est proposé, fait tendance à penser qu'on prend les Français pour des imbéciles. »

Le premier ministre exprime ensuite son opinion sur la proposition faite par M. Servan-Schreiber selon lequel il conviendrait de porter le SMIC à 2 400 F en 1978 : « Je ne ferais pas de date, dit-il. Ce que je puis dire,

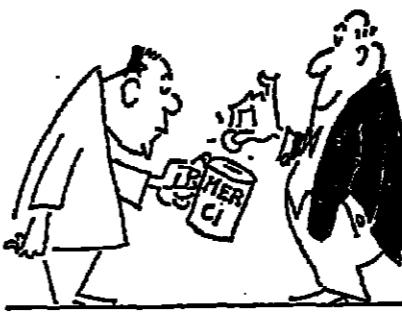
que l'ensemble des approximations »

M. Barre renouvelle aussi ses critiques du chiffrage du programme commun actualisé par le parti socialiste : « Quand j'entends dire que le programme commun a été conçu de cette sorte, je ferai payer les richesses au profit des pauvres, je me dis que enfin les pauvres qui paient. Pour deux raisons. La première est qu'ils devront payer des impôts et la deuxième est que l'inflation disparaîtra le pouvoir d'achat des personnes qui seront distribuées. Nous retrouvons là l'argument de la monnaie de stage développé par les socialistes eux-mêmes lorsqu'ils étaient raisonnables. »

Le premier ministre devait se rendre, mercredi soir 22 février, à La Baule, pour y témoigner son appui personnel à l'un des « barons » du mouvement gaulliste, M. Olivier Guichard (R.P.R.), ancien ministre d'Etat, qui se représente dans la septième circonscription de la Loire-Atlantique. — A. R.

à ce sujet, sans équivoque. M. Barre se défend, néanmoins, de mener une campagne personnelle ainsi qu'ils avaient pu le donner à penser ses affiches (« Barre confiance »), qui ne font aucune référence au président de la République.

Le premier ministre devait se rendre, mercredi soir 22 février, à La Baule, pour y témoigner son appui personnel à l'un des « barons » du mouvement gaulliste, M. Olivier Guichard (R.P.R.), ancien ministre d'Etat, qui se représente dans la septième circonscription de la Loire-Atlantique. — A. R.



PROGRAMME DE BLOIS



PROGRAMME COMMUN

(Dessin de KORNE)

Les ultimes candidatures du R.P.R.

Parmi les dernières candidatures proposées par le R.P.R. figurent celles concernant les circonscriptions suivantes en plus de celles déjà annoncées dans *Le Monde* du 21 février.

HAUTES-ALPES (1^{re} circ.). M. Jacques Plasseraud. Le candidat de la majorité était M. Jean-Bernard-Rémond (C.D.S.), secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, élu en 1973.

MAINE-ET-LOIRE (4^{me} circ.). M. Jean-Philippe Hubert, conseiller de Paris. Le député sortant est M. Jean-Bernard-Rémond (C.D.S.).

CHARENTE-MARITIME (4^{me} circ.). M. Jacques Payolle. Le député sortant est M. Louis Joanne, P.R.

GIRONDE (5^{me} circ.). M. René Parès, employé de la poste, trente-neuf ans. Le député sortant est M. Ayamar Achille-Fondi (rét.), ancien ministre.

LOIRE (7^{me} circ.). M. Etienne Ruitz. Le député sortant est M. Hervé Bayard, P.R., ancien suppléant de M. Michel Jacquet, député démissionnaire.

HAUTE-LOIRE. — (1^{re} circ.). M. Philippe Millerand, ancêtre-petit-neveu du ancien président de la République, Alexandre Millerand. Le député unique de la majorité était M. Jacques Barrot (C.D.S.).

M. Chirac dans les rues de Paris

Oh ! qu'il est beau !

M. Jacques Chirac était, mardi 21 février, dans les rues de Paris, non pas, comme il en a pris l'habitude depuis qu'il dirige la municipalité de la capitale, pour se rendre compte sur place de l'état d'un chantier ou des réactions suscitées par tel ou tel projet, mais pour soutenir les candidats du R.P.R.

« Comme je suis premier ministre et que la majorité qui m'a soutenu ne comportait les deux tendances, je ne vais pas pourrir au moment des élections, il me reviendrait de prendre la tête d'une tendance. (...) Par ailleurs, je crois qu'un bon nom de François ne souhaitera pas que je m'engage dans ce qui est souvent soutenu par certains comme une manœuvre pour prendre la tête dans la compétition. Car que souhaite-t-on ? On ne souhaite pas l'émulation entre les tendances, ce que personnellement je souhaite, et c'est ce qui me fait regretter certains comportements comme ces candidatures qui sont intervenues ces derniers jours, quelques heures avant la clôture des listes électorales. Non, ce qui est certainement, c'est qu'il y a une tendance à certaines organisations à côté de l'autre tendance. »

M. Barre ajoute qu'en cours de sa tournée électorale en province il ne mène pas une campagne personnelle. « C'est la campagne du premier ministre, dit-il. Je ne suis pas à un parti. Je vais sans appartenir à un parti. Je vais présenter l'entente de la majorité, l'ouverture, et je vais présenter M. François, non seulement qu'il soit évidemment évidemment le programme commun, mais qu'il s'orientera vers une France qui répondra à leurs aspirations et à leurs espoirs. (...) »

« J'ai le sentiment qu'à l'heure actuelle beaucoup d'électeurs radicaux de gauche et socialistes, appartenant à la vieille tradition socialiste, s'interrogent sur les dangers que présenterait un gouvernement de gauche composé de socialistes et communistes. »

Après avoir réaffirmé qu'il fuge « méprisables » certaines critiques formulées à son endroit par M. Mitterrand, le premier ministre affirme qu'il s'est fixé deux règles de conduite : « Dire la vérité aux Français et ne rien faire qui allez à l'encontre de ses convictions. »

M. YVON LE BARS
DIRECTEUR DE CABINET DE M. SÉGARD

M. Yvon Le Bars, inspecteur en chef des mines, est nommé directeur du cabinet de M. Norbert Ségar, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, en remplacement de M. Philippe Puntet, nommé conseiller référendaire à la Cour des comptes, aux termes d'un arrêté publié au journal officiel du 21 février.

préparat

RESCENE : J'ai au

pas les procédures

de la

MAJORITÉ

La préparation des élections législatives

M. BOURGNE : J'ai été indiqué par les procédés de M. Hersant.

Dans une lettre au *Conseil échiquier*, M. Raymond Bourgine, directeur de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, écrit au sujet de la campagne électorale de M. Robert Hersant à Neuilly : « Je vous donne notre numéro du 15 février à *Robert Hersant*, à *vieux compte* à régler avec *Hersant*, qui n'avait, jadis, de *devance* dans la conquête du *Figaro*. » Vos journalistes sont généralement trop bien informés pour se rappeler que cela est faux. Je n'ai jamais été dans *Longwy* en 1973, que cela est faux.

Je crois qu'un directeur de journal doit faire une distinction rigoureuse entre son activité politique et son rôle de journaliste. Si en une, ou la rédaction d'un journal, unequelle ne doit être qu'un service du public. Utiliser des journaux comme instruments de pression pour se faire attribuer une circonscription sûre et commode est inadmissible. Comme il est traduit dans la lettre de M. Hersant, il dira aux rédacteurs de *France-Soir* qu'il n'est pas le responsable politique de cette publication afin d'émpêcher le jeu de la clause de conscience tandis qu'il écrit aux électeurs de Neuilly qu'il assume la direction politique de *France-Soir* afin d'obtenir leurs votes.

• M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, R.P.R., affirme, dans une interview publiée mercredi 22 février, par le quotidien *Sud-Ouest* : « La campagne sur *l'Assemblée nationale* n'a pas été une victoire pour nous, mais pour l'opposition. Cela passe au sein du parti socialiste entre les marxistes et les non-marxistes (...). Que les cadres et les militants du P.S. ne s'en aperçoivent pas, ou décident de faire comme si de rien n'était, c'est leur affaire. Mais que les citoyens et les citoyennes se laissent duper, cela ne semble un spectacle stupéfiant. »

• M. Jean Lecanuet, président du C.D.R., a déclaré mardi 21 février à Bayonne : « Le chef de l'Etat a de bons sondages (56 %), alors que la majorité (51 %) a de 42 %. Pourquoi ? Parce que la majorité ne remplit pas l'habitude d'influence présidentielle. Nous espérons combler partiellement cette différence qui nous sépare du président en manifestant que nous sommes les candidats pour sa politique. »

• M. Gérard Furon, président de l'Union des Francs de bon sens, a demandé mardi 21 février aux présidents des tribunaux de grande instance de Montpellier et de Paris la saisie des numéros de Sud et du *Nouvel Observateur* parus cette semaine. Il affirme que ces deux hebdomadaires publient des informations mensongères à son égard.

Le Sud et le *Nouvel Observateur* indiquent que M. Furon serait illégal — ce qu'il nie — à Georges Albertini, ancien adjoint de Marcel Déat. Ce dernier, ancien dirigeant de la S.F.I.O. avant la guerre 1939-1945, fut ministre du gouvernement de Vichy et fondateur du Rassemblement national populaire.]

SILHOUETTE

Un maître de forges en campagne

De notre envoyé spécial

de maire de Gory (un mandat que son père — décédé en 1973 — exerce quarante-cinq ans).

Longwy. — Sur les grandes affiches du candidat Bernard Labbé, les « bulles » fleurissent. — Campagne financée par le milliard du patronat. — Dans les tracts, les réunions publiques, on daube sur « l'homme qui gagne 1 million (ancien) par jour », sur ce maître de forges « responsable » de la crise de la sidérurgie et du chômage. Dans cette région — oubliée — du nord-est de la France, si près du Luxembourg et si loin de tout, où l'usine, la gauche — en l'occurrence le parti communiste — n'a pas su faire preuve de beaucoup d'imagination.

Cette fois, l'ennemi n'est pas un professeur, un médecin, un avocat, ni l'un de ces hauts fonctionnaires qui forment les gros bataillons de l'Assemblée nationale, mais un patron en chair et en os. Et pas n'importe lequel. Inutile d'accuser d'être « vendu au patronat », M. Bernard Labbé « est » le patronat.

Depuis plus d'un siècle, les Labbé sont maîtres de forges. Paul, au siècle dernier, Roland, pendant quarante ans, Bernard, aujourd'hui. Certes, la société familiale, née à Gory, s'est transformée au fil des ans et des restructurations. Même si la famille ne contrôle plus l'entreprise, elle reste un actionnaire non négligeable de Saulnes et Gory, un des grands holdings sidérurgiques que possède plusieurs usines dans la région et détient des participations dans Usinor, Denain-Nord-Est, la Génoise de Fonderie.

Bernard Labbé est P.D.G. de Saulnes et Gory, ainsi que de Châtillon-Gory (30 % de la production française de treillage). De nombreux postes d'administrateurs, plusieurs présidences (Union de la métallurgie, Syndicat français du treillage, Société de développement régional), un siège au Comité économique et social de Lorraine... Le tableau serait incomplet si on n'y ajoutait l'écharpe

Le 5 janvier, Bernard Labbé prend sa décision. Seul. Il se présente. Sans étiquette, si ce n'est la bâle « majorité présidentielle ». « Je ne suis pas plus R.P.R. que P.R., C.D.S. ou rad-

ical tendance J.J. S.S. ». Depuis, l'U.D.F. lui a accordé son soutien, mais il se garde bien d'afficher son sigle sur ses affiches et ses tracts. « Une fois élu, il sera toujours temps de choisir un groupe. »

À cinquante-deux ans, cet homme de petite taille, à l'œil et aux gestes vifs, à l'abord sympathique, a largement de quoi s'occuper. Pourquoi donc se lance-t-il dans une campagne électorale où il n'a que des coups à recevoir ? « Je suis profondément attaché à cette région », explique-t-il. « Or mon action, sur le plan économique et social, est limitée par l'absence d'un relais politique. A chaque instant, je bute sur ce problème. » Pour obtenir l'implantation d'une usine, la construction d'une autoroute, il faut un « député de poids ». Ce qui, selon M. Labbé, n'est malheureusement pas le cas pour Longwy depuis 1973 (1). Il faille trouver une « bonne candidature ».

Si dans certaines circonscriptions c'est le trop-plein, à Longwy ce fut le vide. « Personne n'a voulu venir dans ce guêpier », car, la crise aident, « la circonscription bascule peu à peu vers le parti communiste ». Celui-ci a enlevé plusieurs municipales (dont Longwy) en mars 1977. Certes, il y a bien un médecin, candidat R.P.R., mais, pour M. Labbé, il manque une « campagne trop loyale », trop molle, face à ses adversaires. Or le communisme, « nérit de l'homme et de toute spiritualité », « héritage » ce catholique fervent. « Il fallait que quelqu'un ait le courage de se battre, de dénoncer la malhumeur du P.C. sur les communes, sa politique troublante que je vis quotidiennement. »

— Si je suis élu, je ferai un bilan dans mes activités. Je garderai tout ce qui gravite autour de Gory. » Berceau de la famille Labbé, le nom de Gory symbolise sa réussite et un certain pouvoir économique qui serait alors transposé au plan politique.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) Le député sortant, M. Robert Drapier, tait non inscrit. Il se représente. Il est l'un des derniers du parti socialiste démocrate dont le secrétaire général est M. Hintermann.

CONTRE LE DÉPUTÉ R.P.R. SORTANT

Un gendarme est candidat dans le Calvados

M. Pierre Bignon, maréchal des logis de la gendarmerie en poste à Orbec (Calvados) et candidat aux législatives dans la circonscription de Lisieux-Valetot, dont le député sortant, M. Robert Besson (R.P.R.), se représentera pour mettre à profit la campagne électorale pour « dénoncer les injustices » dont sont victimes, selon lui, les gendarmes.

Dans *l'Esprit de la gendarmerie*, organe de l'Union nationale du personnel retraité de la gendarmerie, M. Bignon souligne « les agressions dans leur personnel » dont sont victimes les gendarmes dans l'exercice de leurs missions. « Nous avons parfois à subir en plus, écrit-il, le despotisme inutile d'éléments de notre commandement, qui n'ont pas compris qu'ils avaient sous leurs ordres les plus fidèles et les meilleurs serviteurs de l'Etat ».

« Aussi n'est-il pas étonnant, poursuit M. Bignon, que dans l'armée française quatre suicides sur cinq soient des gendarmes. » Il indique que « dans son brigade, il est impossible de faire des missions de plusieurs heures par matin », sans palement d'heures supplémentaires ni récompenses.

Pour remédier à cette situation, M. Bignon propose « la création d'une commission siégeant à l'échelon national et constituée de membres élus à l'échelon régional », bénéficiant d'un statut particulier, « car il ne faudrait

plus qu'ils soient subordonnés à la hiérarchie militaire ».

Gendarme depuis neuf ans, M. Pierre Bignon, trente ans, a servi à Romagne (Orne), puis à Orbec (Calvados), avant d'être affecté à la brigade d'Orbec. Fils et neveu de gendarmes, M. Bignon a bénéficié d'une permission exceptionnelle, pour préparer sa campagne électorale. A quelques exceptions près qui concernent les officiers et les officiers adjoints d'un commandement territorial, un militaire de carrière peut présenter à un mandat électif. Eh, il est placé en service détaché.

On prête l'intention à M. Bignon d'orienter une large partie de sa campagne à dénoncer le problème de la défense des intérêts des gendarmes et, en particulier, sur leur disponibilité opérationnelle, qui entraîne souvent, pour ces personnes qui dépendent du ministère de la défense, des conditions de vie éloignées de celles de leurs concitoyens.

Pour mieux réduire les services, les fonctionnaires, une augmentation sensible des effectifs a été maintenue fois mise en avant pour les années à venir. La direction de la gendarmerie estime, par exemple, qu'une augmentation des effectifs de l'ordre de 150 000 agents permanents d'ici à 1985, soit 100 000 gendarmes supplémentaires, sera nécessaire pour assurer l'ordre dans un état où, actuellement, il y a 60 000 agents permanents.

Pour remédier à cette situation,

M. Bignon propose « la création d'une commission siégeant à l'échelon national et constituée de membres élus à l'échelon régional », bénéficiant d'un statut particulier, « car il ne faudrait

plus qu'ils soient subordonnés à la hiérarchie militaire ».

Gendarme depuis neuf ans, M. Pierre Bignon, trente ans, a servi à Romagne (Orne), puis à Orbec (Calvados), avant d'être affecté à la brigade d'Orbec. Fils et neveu de gendarmes, M. Bignon a bénéficié d'une permission exceptionnelle, pour préparer sa campagne électorale. A quelques exceptions près qui concernent les officiers et les officiers adjoints d'un commandement territorial, un militaire de carrière peut présenter à un mandat électif. Eh, il est placé en service détaché.

On prête l'intention à M. Bignon d'orienter une large partie de sa campagne à dénoncer le problème de la défense des intérêts des gendarmes et, en particulier, sur leur disponibilité opérationnelle, qui entraîne souvent, pour ces personnes qui dépendent du ministère de la défense, des conditions de vie éloignées de celles de leurs concitoyens.

Pour mieux réduire les services,

les fonctionnaires, une augmentation sensible des effectifs a été maintenue fois mise en avant pour les années à venir. La direction de la gendarmerie estime,

par exemple, qu'une augmentation des effectifs de l'ordre de 150 000 agents permanents

d'ici à 1985, soit 100 000 gendarmes supplémentaires, sera nécessaire pour assurer l'ordre dans un état où, actuellement, il y a 60 000 agents permanents.

Pour remédier à cette situation,

M. Bignon propose « la création d'une commission siégeant à l'échelon national et constituée de membres élus à l'échelon régional », bénéficiant d'un statut particulier, « car il ne faudrait

plus qu'ils soient subordonnés à la hiérarchie militaire ».

Gendarme depuis neuf ans, M. Pierre Bignon, trente ans, a servi à Romagne (Orne), puis à Orbec (Calvados), avant d'être affecté à la brigade d'Orbec. Fils et neveu de gendarmes, M. Bignon a bénéficié d'une permission exceptionnelle, pour préparer sa campagne électorale. A quelques exceptions près qui concernent les officiers et les officiers adjoints d'un commandement territorial, un militaire de carrière peut présenter à un mandat électif. Eh, il est placé en service détaché.

On prête l'intention à M. Bignon d'orienter une large partie de sa campagne à dénoncer le problème de la défense des intérêts des gendarmes et, en particulier, sur leur disponibilité opérationnelle, qui entraîne souvent, pour ces personnes qui dépendent du ministère de la défense, des conditions de vie éloignées de celles de leurs concitoyens.

Pour mieux réduire les services,

les fonctionnaires, une augmentation sensible des effectifs a été maintenue fois mise en avant pour les années à venir. La direction de la gendarmerie estime,

par exemple, qu'une augmentation des effectifs de l'ordre de 150 000 agents permanents

d'ici à 1985, soit 100 000 gendarmes supplémentaires, sera nécessaire pour assurer l'ordre dans un état où, actuellement, il y a 60 000 agents permanents.

Pour remédier à cette situation,

M. Bignon propose « la création d'une commission siégeant à l'échelon national et constituée de membres élus à l'échelon régional », bénéficiant d'un statut particulier, « car il ne faudrait

plus qu'ils soient subordonnés à la hiérarchie militaire ».

Gendarme depuis neuf ans, M. Pierre Bignon, trente ans, a servi à Romagne (Orne), puis à Orbec (Calvados), avant d'être affecté à la brigade d'Orbec. Fils et neveu de gendarmes, M. Bignon a bénéficié d'une permission exceptionnelle, pour préparer sa campagne électorale. A quelques exceptions près qui concernent les officiers et les officiers adjoints d'un commandement territorial, un militaire de carrière peut présenter à un mandat électif. Eh, il est placé en service détaché.

On prête l'intention à M. Bignon d'orienter une large partie de sa campagne à dénoncer le problème de la défense des intérêts des gendarmes et, en particulier, sur leur disponibilité opérationnelle, qui entraîne souvent, pour ces personnes qui dépendent du ministère de la défense, des conditions de vie éloignées de celles de leurs concitoyens.

Pour mieux réduire les services,

les fonctionnaires, une augmentation sensible des effectifs a été maintenue fois mise en avant pour les années à venir. La direction de la gendarmerie estime,

par exemple, qu'une augmentation des effectifs de l'ordre de 150 000 agents permanents

d'ici à 1985, soit 100 000 gendarmes supplémentaires, sera nécessaire pour assurer l'ordre dans un état où, actuellement, il y a 60 000 agents permanents.

Pour remédier à cette situation,

M. Bignon propose « la création d'une commission siégeant à l'échelon national et constituée de membres élus à l'échelon régional », bénéficiant d'un statut particulier, « car il ne faudrait

plus qu'ils soient subordonnés à la hiérarchie militaire ».

Gendarme depuis neuf ans, M. Pierre Bignon, trente ans, a servi à Romagne (Orne), puis à Orbec (Calvados), avant d'être affecté à la brigade d'Orbec. Fils et neveu de gendarmes, M. Bignon a bénéficié d'une permission exceptionnelle, pour préparer sa campagne électorale. A quelques exceptions près qui concernent les officiers et les officiers adjoints d'un commandement territorial, un militaire de carrière peut présenter à un mandat électif. Eh, il est placé en service détaché.

On prête l'intention à M. Bignon d'orienter une large partie de sa campagne à dénoncer le problème de la défense des intérêts des gendarmes et, en particulier, sur leur disponibilité opérationnelle, qui entraîne souvent, pour ces personnes qui dépendent du ministère de la défense, des conditions de vie éloignées de celles de leurs concitoyens.

Pour mieux réduire les services,

les fonctionnaires, une augmentation sensible des effectifs a été maintenue fois mise en avant pour les années à venir. La direction de la gendarmerie estime,

par exemple, qu'une augmentation des effectifs de l'ordre de 150 000 agents permanents

d'ici à 1985, soit 100 000 gendarmes supplémentaires, sera nécessaire pour assurer l'ordre dans un état où, actuellement, il y a 60 000 agents permanents.

Pour remédier à cette situation,

M. Bignon propose « la création d'une commission siégeant à l'échelon national et constituée de membres élus à l'échelon régional », bénéficiant d'un statut particulier, « car il ne faudrait

plus qu'ils soient subordonnés à la hiérarchie militaire ».

Gendarme depuis neuf ans, M. Pierre Bignon, trente ans, a servi à Romagne (Orne), puis à Orbec (Calvados), avant d'être affecté à la brigade d'Orbec. Fils et neveu de gendarmes, M. Bignon a bénéficié d'une permission exceptionnelle, pour préparer sa campagne électorale. A quelques exceptions près qui concernent les officiers et les officiers adjoints d'un commandement territorial, un militaire de carrière peut présenter à un mandat électif. Eh, il est placé en service détaché.

On prête l'intention à M. Bignon d'orienter une large partie de sa campagne à dénoncer le problème de la défense des intérêts des gendarmes et, en particulier, sur leur disponibilité opérationnelle, qui entraîne souvent, pour ces personnes qui dépendent du ministère de la défense, des conditions de vie éloignées de celles de leurs concitoyens.

Pour mieux réduire les services,

les fonctionnaires, une augmentation sensible des effectifs a été maintenue fois mise en avant pour les années à venir. La direction de la gendarmerie estime,

par exemple, qu'une augmentation des effectifs de l'ordre de 150 000 agents permanents

d'ici à 1985, soit 100 000 gendarmes supplémentaires, sera nécessaire pour assurer l'ordre dans un état où, actuellement, il y a 60 000 agents permanents.

POLITIQUE

La préparation

Un entretien avec M. François Mitterrand

(Suite de la première page.)

— Je n'avais pas été informé préalablement de cette déclaration mais j'avais trouvé la proportion raisonnable.

— Je constate aujourd'hui, bien qu'il hausse le ton et porte contre le parti socialiste des attaques injustes et systématiques que le secrétaire général du parti communiste ne réclame pas pour sa défense. Il prétend aujourd'hui que ces départs ministériels peuvent parfaitement être confiés à des communistes.

— L'unité du pays passe avant tout autre considération. Il n'y a pas de citoyens, il n'y a pas de formation politique de deuxième zone. Mais l'importance d'un ministère varie selon les circonstances, selon l'opportunité. Les ministères du travail, de l'aménagement du territoire, en plan de l'industrie, de la santé, de l'agriculture, par exemple, se placent évidemment à mes yeux au premier rang. Les socialistes souhaitent certainement assumer des responsabilités dans ces domaines comme dans les autres. Mais cette discussion est prémature. Je ne l'engagerai donc pas.

— La minorité du parti socialiste a reproché à votre comité deux erreurs dans la négociation avec le P.C.F. Premièrement, vous auriez pensé que M. Georges Marchais n'avait d'autre possibilité que de s'inscrire dans l'ensemble de vos arrières, au contraire, en cas de rupture, de vous en sortir électorale.

— Je ne crois pas ces critiques justes. Notre comité directeur s'est prononcé à leur égard. Pour la partie, nous avons bien sûr insisté, dans l'union de la gauche résultant de la volonté du parti communiste d'affirmer ses propres positions, fut-ce au prix de l'échec de la gauche. Les socialistes, eux, sont restés fidèles au programme commun. Ce qu'ils ont refusé, ce sont les surcharges excessives proposées par nos partenaires au texte de 1972. Quant au bond en avant que le P.S. serait supposé pouvoir effectuer dans ce sens, il n'a jamais soumis ma réflexion à ce type de raisonnement. La force du parti socialiste est indissociable de l'union de la gauche.

L'appel du P.C. au P.S.

M. MARCHAIS : notre délégation est prête

M. Georges Marchais a pris la parole, mardi soir 21 février, à Reims, devant plusieurs milliers de personnes venues de toute la région. Il a notamment déclaré :

— Nous communistes, nos intentions sont claires. Nous, nous voulons l'union ; nous voulons l'accord sur un programme commun bien actualisé ; nous voulons battre la droite ; nous voulons une nouvelle majorité de gauche, permettant la constitution d'un gouvernement d'union de la gauche avec des ministres communistes qui sont en œuvre le vrai changement. (..)

— Vous l'avez naturellement remarqué, le parti socialiste ne parle jamais de ces questions-là. Il n'a jamais mot à la bouche : déstabilisé, déstabilisé. Eh bien, il faut être clair sur cette question du déstabilisé. Si nous ne tenons qu'à nous, cette question pourrait être immédiatement réglée. Et même, tout le monde le sait bien, elle serait déjà réglée, et depuis plusieurs mois. (..)

— Des lors, si on ne sait pas encore ce qui va passer au deuxième tour, les communistes n'en détiennent aucune responsabilité. Ce n'est pas nous qui avons quitté la table des négociations le 22 septembre. Ce n'est pas nous qui nous sommes écartés du programme commun. Ce n'est pas nous qui répondons avec obstination : non, non et non à la

LES PROPOSITIONS DU P.C. SUR LE STATUT DE PARIS

À la suite de la conférence de presse de M. Henri Fissoux, député communiste et conseiller de Paris, sur l'organisation de la Ville de Paris, le 16 février, le P.C. de Paris nous précise ses projets dans la perspective d'une mise en œuvre du programme commun et du contrat municipal de la gauche :

— La proposition de loi déposée par les députés communistes et portant statut démocratique de la Ville de Paris prévoit notamment l'instauration de commissions administratives par un conseil d'arrondissement du suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle, tout en conservant l'unité de Paris.

— Ces conseils d'arrondissement auront des attributions analogues aux conseils municipaux pour les affaires qui nécessitent un contact étroit avec les citoyens et le populaire, à savoir Paris, assister les élus de l'assemblée et les missions d'extension et de gestion des transports et services communs dont l'inférieur dépose le seul arrondissement. Ce projet conserve toute sa valeur et devra être mis en œuvre à l'occasion du renouvellement du Conseil de Paris.

— Mais, sans attendre, la nouvelle majorité de gauche démocratique immédiatement les actuelles commissions d'arrondissement. On sait que les députés communistes ont déposé à cet effet une proposition de loi. »

— En cas de victoire de la gauche, et dans le cadre des négociations qui devront alors s'engager avec nos partenaires, est-ce que les dernières propositions de la C.F.D.I., notamment en matière de nationalisation, vous paraissent pouvoir offrir une base de compromis ?

— Elles constituent à l'évidence un élément intéressant à verser au dossier.

— Compte tenu de la division qui affecte la gauche, nombreux sont les citoyens, même parmi ceux qui sont disposés à voter pour l'opposition, qui se demandent comment socialistes et communistes pourront éventuellement gouverner ensemble...

— Nous ne sommes pas responsables de la politique développée contre nous par les dirigeants communistes et du climat qu'elle a créé. Nous souhaitons seulement que ce qui se passe dans le pays soit à l'unité de la gauche et qu'ils en tirent des conclusions conformes à l'attente des travailleurs et de la majorité des Français. Le nouveau parti socialiste s'est construit et développé sur la stratégie d'union de la gauche. Le programme commun s'appelle exactement « programme commun de gouvernement de la gauche » ce qui suffit à démontrer que l'unité de la gauche a pour objet de déboucher sur un gouvernement commun.

Telle est notre ligne. Il ne suffit pas de nous que les choses se passent autrement.

— Si par hypothèse le parti communiste s'engageait dans une tentative de débordement du pouvoir légal, quelle serait votre réaction ? de quels moyens useriez-vous ?

— Je vous laisse la responsabilité de l'hypothèse. Mais si une organisation, quelle qu'elle fut s'engageait dans cette voie, les socialistes feraient immédiatement ce qu'il s'impose : s'appuyer sur la légalité et sur la conscience populaire pour garantir les libertés.

— Nous bénéficierons, pour assurer la soudure, de la confiance populaire

un large crédit dans la population.

— Toutes les organisations professionnelles s'attendent à un dialogue avec le nouveau gouvernement, aussi bien après les élections. Comme la conférence des retraités : sous la forme des renouvellements de Matignon en 1958 et de Grenelle en 1963, c'est-à-dire à trois, le gouvernement dirigeant les débats avec les syndicats et le patronat, on bien préférera une méthode qui distinguerait mieux les genres : le gouvernement faisant une déclaration-cadre d'orientation et laissant ensuite les partenaires sociaux discuter des conséquences pratiques à en tirer, dans le cadre des conventions collectives ?

— La concertation aura lieu de toute manière. Selon moi, elle devrait se développer en deux temps. Dans un premier temps, le premier ministre de la gauche devrait une à une toutes les

réformes les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

« La France ne sera pas isolée face aux spéculateurs »

— Vous faites confiance à l'appui populaire pour assurer la « soudure » entre l'immédiat et le moyen terme ?

— Mais les élections internationales, leur résultat ne seront pas sensibles à cet argument.

— S'ils manquent de confiance dans le gouvernement de la gauche, la spéculation contre le franc s'amplifiera.

— Ce danger n'existe pas seulement pour après le 19 mars comme vous le dites. Il est présent dès maintenant. C'est pourquoi je pense que le gouvernement n'a pas fait son devoir lors de la dernière crise monétaire. Il n'a pas pris les mesures appropriées pour défendre le franc, un franc déjà fort menacé par les échecs de la politique économique de M. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre. Il y a, pour empêcher la chute des capitaux et il a profité du manque de l'occasion pour tenir d'en rendre la gauche responsable. Aujourd'hui et jusqu'à la nomination d'un nouveau gouvernement, il appartient au président de la République et au premier ministre, avec le gouverneur de la Banque de France, d'assurer la défense du franc. Cela vaït à moins que les capitalistes, alors que le Barre qui, par passion du pouvoir, oublie ses obligations à l'égard du pays.

— Dans la période des dix-huit derniers mois d'un gouvernement de gauche et ayant que les effets structurels de la politique industrielle se fassent sentir, le franc

organisations syndicales représentatives afin d'entendre leurs points de vue sur la forme et le contenu de cette négociation. Dans un second temps il faudra dans l'ordre du jour d'une conférence globale ou sectorielle négocier les différentes revendications quantitatives et qualitatives. Cette conférence déboucherait sur un accord général renvoyant à des conventions collectives et à des négociations décentralisées par branche. L'important serait que cette conférence fût aussi rapide que possible et qu'il fut traité l'essentiel des problèmes financiers et d'organisation du pouvoir dans l'entreprise afin d'amorcer réellement la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement.

Le lieu idéal pour une telle rencontre serait à mes yeux la réunion régionale où siègent les instances de la planification décentralisée.

— Vous parlez là des mesures sociales. Quelles autres dispositions pourriez-vous nous réquerir dès la première session parlementaire de la nouvelle majorité ?

— Celles que nous avons annoncées et pour lesquelles les projets de loi sont pris : la nationalisation des groupes industriels, des banques et des grandes assurances, la réforme fiscale, l'extension des droits des travailleurs et une meilleure protection des libertés. Et bien entendu, les mesures de décentralisation qui changeront la nature de l'Etat.

— Nous inaugurerons l'ère et nous savons à l'œuvre. L'innovation verra certes des mesures sociales importantes et immédiates que nous mettrons en vigueur.

— Mais notre réflexe se fera sur un autre terrain : notre capacité à réformer profondément les structures de l'Etat, dans la perspective de l'autogestion.

— Commençons-nous dans ce train la réforme de la fiscalité locale ?

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car sans cette réforme les collectivités locales et régionales n'auront qu'à une apparence de pouvoir. Il est essentiel que dès la première session parlementaire ces collectivités disposeront de ressources nouvelles.

— Assurément, car

LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

M. Barre affirme que ni l'administration des affaires étrangères ni le gouvernement ne peuvent être accusés de fraude

Le Journal officiel du mercredi 22 février publie le texte de la réponse du premier ministre à la question écrite posée le 18 février (Le Monde du 18 février) par M. François Mitterrand, sur le vote des Français de l'étranger.

Parallèlement, le ministère des affaires étrangères a publié, le 21 février, une communiqué rappelant l'essentiel de ce texte.

M. Raymond Barre écrit :

Il est exact que treize ambassadeurs ont été conviés, le 21 septembre, au Quai d'Orsay, à un déjeuner sous la présidence du ministre des affaires étrangères, déjeuner auquel assistaient ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Dès l'après-midi du même jour, une séance de travail, prévue par le ministre des affaires étrangères, a été exclusivement consacrée à l'examen de questions de politique étrangère. Le lendemain, 22 septembre, sous la présidence du secrétaire d'Etat, une deuxième séance de travail, à laquelle ont également participé le ministre de l'intérieur, a été consacrée à l'ensemble des problèmes pratiques (moyens en personnel, difficultés de correspondance, étude des délais, examen de la lettre des ambassadeurs et de la formule de demande d'inscription), y compris les problèmes budgétaires qu'allait poser la participation des Français à la prochaine consultation électorale, compte tenu notamment des nouvelles facilités que leur offrait la loi du 19 juillet 1977.

Les choix que pourraient faire les électeurs n'ont, à aucun moment, été évoqués. M. Paul d'Orman, sénateur, n'a assisté ni au déjeuner ni aux séances de travail.

Les télexgrammes de l'ambassade de France au Gabon, publiés dans la presse, sont authentiques.

Il ressort de l'enquête menée au sujet des conditions d'appelée de la loi du 19 juillet 1977 au Gabon que la seule circonscription dans ce pays a porté sur les modalités d'établissement et d'acheminement d'un certain nombre de procurations. Cette erreur, essentiellement de caractère formel, n'a, à aucun moment, ni d'autre manière, été détournée, la volonté ou les intentions de vote des électeurs. Toutes les dispositions ont d'ailleurs été prises pour que les électeurs concernés, régulièrement, leur procuration soit en effet confirmée, soit en la modifiant, par une déclaration établie en forme rotative.

En ce qui concerne les demandes d'inscription, il est rappelé que la possibilité d'inscrire, dans la limite de 2 % des inscriptions, dans toute commune le plus de 30 000 habitants, est réservée par la loi et que le rôle de l'administration s'est borné à l'assurer. Les difficultés rencontrées résultent de la volonté de l'administration de faire respecter la régularité de l'inscription des Français du demandeur et, dans certains cas, — en raison de problème de délai ou de sécurité du courrier — à l'expédition par la valise des demandes d'inscription vers les lieux de destination.

Il n'est donc pas possible d'admirer d'irrégularité administrative ayant eu pour objet de peser

La Droite qui réfléchit lit chaque mois

la Revue universelle des faits et des idées

Directeur : Etienne MALNOUX

Dans le numéro de février 1978, n° 40 :

LA FRANCE A PILE OU FACE Le Retour des Barbaresques

par René SÉDILLOT

Le Défi intégriste

Spécimen gratuit sur demande

7, rue Léon-Bonnat - 75016 PARIS - Tél. : 647-74-07

POLITIQUE

Seize appelés du contingent ont été déclarés éligibles

par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand

Confirmant le jugement qu'il avait rendu le 16 février, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a判定 à l'aller, le 21 février, que les candidatures déposées dans le Puy-de-Dôme et à l'aller par seize appelés du contingent (huit candidats et leurs huit suppléants) pouvaient être enregistrées.

Le conseil d'État, en rejettant les référés des prêfets du Puy-de-Dôme et de l'Auvergne, a considéré que l'ordonnance organique de 1958 sur les éligibilités au Parlement a entendu subordonner l'accès à ces fonctions électorales à l'application de la loi sur le service militaire. Les dépendances afférentes au tirage et à la distribution de la lettre du président de la République et de celle des ambassadeurs ont été imputées sur le chiffre 24-12 du ministère des affaires étrangères.

Les dépendances afférentes au tirage et à la distribution de la lettre du président de la République et de celle des ambassadeurs ont été imputées sur le chiffre 24-12 du ministère des affaires étrangères.

Les conclusions de l'enquête menée au sujet des conditions d'application de la loi du 19 juillet 1977 au Gabon ont fait l'objet d'un communiqué du ministère des affaires étrangères en date du 21 février 1978.

Il jugeait que les deux observations suivantes :

— Jusqu'à ce jour, le ministère des affaires étrangères n'a pas reçu d'un Français de l'étranger une seule protestation concernant son inscription dans une commune, plutôt que dans une autre, et ce malgré des demandes d'inscription acheminées par la valise ou une dizaine de demandes d'inscription de sa main à la requête de personnes âgées ou handicapées.

— Aucune demande d'inscription n'a été communiquée sous forme de photocopie au ministère de l'intérieur. En revanche, des télexgrammes en recommandé de demandes d'inscription acheminées par la valise ont été transmises à ce département ministériel afin que celui-ci puisse, par sondages, s'assurer que ces demandes étaient effectivement prises en compte par toutes les autorités concernées aux fins d'examen par les commissions administratives. Ces télexgrammes sont en effet révélés nécessairement au moment du comportement de certaines maires — comme celle de Marseille — qui, par des manœuvres délibérées (notamment par des demandes d'envoi de pièces non exigées par les textes) s'efforçaient de retarder, voire d'empêcher, la prise en considération de demandes d'inscription.

Le scandale est dans l'exploitation de la loi

choix, telle qu'elle couverte par la loi, reste contestable.

Il y a une tare dans le système

qu'il faudra corriger ultérieurement et dont il faudrait tenir compte dans l'appréciation des résultats des élections dans les circonscriptions où, à ce jour, il n'a pas été inscrit.

Il est clair que si l'administration n'a pas été accusée de fraude, le gouvernement ne peuvent être accusés d'avoir participé à une fraude.

Si l'on compare le chiffre approximatif des 35 000 électeurs étrangers en France et le chiffre approximatif de 160 000 électeurs étrangers en France, on voit que ce chiffre nécessite compte tenu du comportement de certaines maires — comme celle de Marseille — qui, par des manœuvres délibérées (notamment par des demandes d'envoi de pièces non exigées par les textes) s'efforçaient de retarder, voire d'empêcher, la prise en considération de demandes d'inscription.

C'est le P.S. le premier qui a demandé la confirmation d'une liste d'électeurs de la gauche, a déclaré la Fédération socialiste qui a affirmé que la section socialiste de cette liste avait mené une campagne électorale dynamique et unitaire, et que « rien n'accrédite le fait que ce soit précisément l'électorat socialiste qui a été défaillant ». « Le P.C.F. aurait mal fait de dénoncer les retombées de sa ligne politique actuelle, qui tourne le dos à l'union de la gauche, plutôt que de rechercher ailleurs des explications de circonstance à ses propres erreurs », a conclu le P.S. des Buis-de-Seine.

Après les élections cantonales dans le Val-de-Marne

M. FAVAS (majorité) PORTE PLAINE

POUR FRAUDE ÉLECTORALE

Barbu de sept voix, au deuxième tour de l'élection cantonale partielle de Vincennes-Fontenay nord par Mme Nicole Garand, P.C. M. Marc Fava, candidat de la majorité a déposé, à la quatrième section du parquet de Paris, une plainte contre X pour fraude électorale, notamment pour recouvrement de procès-verbaux ainsi que ses procès-verbaux dans lesquels les signatures de M. Fava a, d'autre part, introduit un recours devant le tribunal administratif pour « rectification » de l'élection (et non annulation comme le Monde du 22 février l'avait indiqué).

APRÈS LE SUCCÈS DE L'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE
FRANÇOIS CHATELET
professeur à l'Université de Paris VIII présente

L'HISTOIRE DES IDÉOLOGIES



Les mondes divins jusqu'au VIII^e siècle de notre ère
ensoleille la relation des dieux et des hommes, depuis l'Egypte ancienne jusqu'au haut Moyen Age et à l'Islam.

De l'Église à l'Etat du IX^e au XVII^e siècle
montre comment, dans l'Occident médiéval, l'Etat laïc naît lentement d'un antagonisme complice avec l'Église.

Savoir et Pouvoir du XVIII^e siècle
explique, à travers l'apparition de la Science et du Progrès, la naissance de nouveaux mythes, et introduit aux grands débats de notre temps.

Hachette
littérature

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

AU PAVILLON DE FLORE

Dans l'embrouillamini des cartons à dessins de Rubens

UN esprit enclin à la malice pourrait penser qu'on a joué une sorte de tour au public en l'introduisant pour célébrer Rubens dans l'un des secteurs les plus arides et les plus inextricables de l'histoire de l'art : le problème des copies, même des copies de copies, et de leur usage dans les ateliers. Inversement, on peut généralement constater qu'au point où l'on est de la culture historique et artistique dans nos pays, il faut saisir toute occasion de présenter même les aspects paradoxaux et curieux de la pratique académique. Ce que nous admettrons volontiers et avec reconnaissance, en regrettant seulement qu'on ne soit pas plus loin dans cette exploration qui doit inévitablement devenir didactique et technique pour être utile.

Le cabinet des dessins du Louvre s'est donc livré à une opération « fond du tiroir », dans le prolongement des commémorations de l'année qui fut décrétée en raison des dates 1577-1577 : année Rubens. Les ressources du musée national sont très révélatrices, très importantes, mais non dans le sens où on l'entend d'ordinaire. L'exposition des collections de Louis XIV, qu'en a vu cet automne à l'Orangerie, mettait l'accent sur l'acquisition en 1671 des tableaux et dessins du banquier Jabach. C'est là qu'apparaît un ensemble de dessins de Rubens qui constitue un peu moins de la moitié du fonds rubénien du Louvre. L'introduction de Maurice Sérullaz au catalogue est établi avec soin par Mme Arlette Sérullaz le rappelle, sans mentionner toutefois le fait qu'originaire de Cologne, comme Rubens, le financier était lié avec le peintre, et que ce paquet de feuillets était venu chez lui directement de l'atelier, au moment de la vente après décès en 1640, régée par le testament même du peintre.

Or le lot Jabach ne comprend qu'un tout petit nombre de ces dessins dits « d'ordonnance », qui comptaient d'abord : on a, vu à l'Orangerie et en revoyé ici le carton en vue du *Stuprême du Christ de Mantoue*, par exemple ; et il y avait aussi dans le même montage soigné une autre grande feuille, les *Grands*, d'après Jules Romain (n° 78), que Rubens a seulement un peu « retravaillé ». C'est dire que dans le fonds rubénien de 1671, l'essentiel était le matériel de travail trouvé dans l'atelier. Cet ensemble digne d'attention, certes, était de nature totalement différente des œuvres graphiques familières.

Les additions les plus marquantes survinrent à la fin du dix-huitième siècle (saisies révolutionnaires, etc.) : étude d'arbres célèbre (n° 14), robes satinées de deux des Dames du Jardin d'Amour du Prado (n° 25, 26), l'autre portrait oblique à la pierre noire de l'artiste âgé (n° 31). Quelques autres entrées : un encadrement destiné à être gravé pour un mets, brillant exemple d'ornement bien lié (n° 12), des études de dos musclés en plein effort (n° 13, 18), le portrait rehaussé de Marie de Médicis (n° 20) dont Rubens fut, comme on sait, amené à célébrer l'étonnante carrière. Mais c'est court : songer que des petites maquettes à l'huile malgré justement renommées, il n'y a à Paris qu'un seul exemple : *Minerve et Mars* (vers 1630), très convaincant, il est vrai (n° 28).

Pour les autres feuillets, une bonne centaine, on les a réparties en trois groupes : dessins d'après les maîtres, dessins « retouchés », dessins des membres de l'atelier de Rubens, en l'absence des grandes œuvres. On commence par des « notes » prises devant les peintures flamandes, Golthius, Jan Swart, les antiques : médailles, sculptures, les Italiens : Michel-Ange, Andrea del Sarto, Rubens, Primitifs. Il y a malheureusement dans tout cela beaucoup de précautions à prendre, sous peine de fatras et de confusion. Rubens est entré adolescent chez les peintres méthodes d'Anvers, Verhaecht et Noort, dont

on peut voir la manière par un ou deux échantillons capables d'expliquer pourquoi le jeune homme préférera copier tout ce qui lui tombait sous la main. Surtout des estampes, même aussi faibles que l'*Histoire de Tobie* de J. Swart, si nous suivons du moins le professeur Jaffé (n° 64 et 65). En dépit de l'autorité de F. Lütt, on aura du mal à croire que, même à quatorze ou quinze ans, Rubens ait si mal tiré parti des scènes turbulentes du « malice de l'étranger » ; nous rejoignons pour notre part les réserves de J. Held à ce sujet.

Pour les Italiens, il est bien clair qu'à travers les gravures Rubens a en très tôt connaissance : le gros *Silène* de Mantegna (n° 80), l'*Amour* de Michel-Ange (n° 82), sont venus en quelque sorte d'eux-mêmes sur sa table. On n'arrive pas à comprendre où et comment il a connu l'halucinante *Brutale* de Léonard, dont il nous a transmis,

fusse de misérables copies ou des dessins originaux de Corrège ou de Jules Romain. Cette pratique, qui peut scandaliser un collectionneur, ou paraître diabolique à l'historien, prouve bien que Rubens se conduisait ici en chef d'atelier qui met au point son répertoire. Et souvent le résultat est convaincant : avec Polidore, Jules Romain, « réhaussés », on a des Rubens tout prêts. Il faut donc renoncer au point de vue habituel de l'attribution, et en adopter un autre, qui est celui du « musée imaginaire » d'un grand créateur, si l'on veut un titre distingué, et celui de la circulation des motifs et des thèmes dans la grosse production baroque, si l'on est plus terre à terre.

La « rubénisation » générale était la règle dans l'empire du maître d'Anvers. Même et surtout, chez ses collaborateurs. Le Louvre a présenté quelques beaux exemples du graphisme souple de Van Dyck et des mises en page carrees de

est facile et agréable, mais superficiel. On peut le faire avec de très belles pièces, où l'artiste, pris au jeu, a pu se complaire. Mais justement pas avec le fonds du cabinet du Louvre, où tous les dessins, y compris la reine mère avec ses nobles baïonnes (n° 20) et l'autoprotrait superbe de 1640 (n° 31) sont utilitaires, comme les modestes éléments d'un tout.

Le cabinet des Dessins a fait ce qu'il pouvait, en couvrant ses cartons et en accrochant leur contenu selon un ordre vraisemblable. Célébrer Rubens en ordre dispersé, en multipliant les manifestations locales, c'est aussi s'intégrer les regroupements, les revues analytiques, dont le fonds, présenté au Pavillon de Flore, aurait pu avantageusement bénéficier.

Les musées de France, de leur côté, ont fait ce qu'ils pouvaient faire de mieux en présentant au Grand Palais quarante tableaux de Rubens, dont des inédits. Pour la *Fuite d'Énée*, retrouvée à Fontainebleau, œuvre des débuts du séjour en Italie, vers 1602-1603, il y a une étude « au carreau », on la comprend mieux en la rapprochant du tourbillon sombre d'*Énée et Léandre* (Cresce), dont la copie par Vorsterman est au Pavillon de Flore. Le rapprochement de toutes ces pièces allait de soi : il aurait offert le spectacle des débuts hésitants puis soudain décidés du peintre de vingt-cinq ans. Cela n'a pas été possible. Pourquoi ? Souhaiter un peu de cohérence dans la même maison est sans doute trop dommage.

L'Europe a manqué d'imagination. La France aussi. Rubens, dirait-on, ne lui appartient guère. Mais nous avons des responsabilités : par exemple le cycle de la galerie Médicis, de 1625, passé du palais du Luxembourg au Louvre ; elle fut longtemps considérée comme *Le chef-d'œuvre et sa confection* (si l'on ose dire) est un roman, un supplément aux *Trois Mousquetaires*. Quel film on pouvait en tirer ! Le portrait, déjà cité, de la reine mère (n° 20) semble nous regarder avec reproche, en méditant sur l'*« année Rubens »*. Du moins pouvait-on publier un édition accessible du remarquable travail de J. Thullier et de J. Foucart sur cette galerie (1967).

J. Held l'a noté : « Le cycle Médicis est notamment plein de citations de la statuaire classique. Pourquoi n'en avoir pas tiré parti ? Notre pays, où l'on ne dispose d'aucun ouvrage convenable sur Rubens, a bien manqué le coche.

Rubens y survit. C'est un immense personnage, un romancier, un scénariste, un orateur, un roi de l'art en ciel. Baroque, mais pas romantique. Son incessante activité, son extraordinaire urbanité, son charme, sa culture, son art même de la réécriture — un peu à la Gothe, — ses voyages de diplomate, cette autorité accordée des grands, l'intrusion exercée sur la clientèle, à cette époque mouvementée entre toutes, tout cela évoque mouvementé avec fruit. Mais on ne pense à rien. Pourquoi, par exemple, ne pas avoir réédité cette correspondance avec Petrezz, étudié ainsi, ami, confident, conseiller, expert, avec qui Rubens fut en relation, en particulier vers 1622, un moment où il s'agissait de réaliser, au milieu des intrigues que l'on devine, le cycle politique du Luxembourg. Terminons sur cette amitié française. Rubens a eu assez de confiance en son savant provencal pour lui décrire gentiment son existence dans une lettre franche et claire de 1634 : il s'est remarié — lui dit-il, — parce qu'il ne tient pas du tout à la continence, mais avec une personne qui n'a pas la morgue des dames de haut rang *« et ne rougisse pas de lui voir tenir des pincenez »*.

ANDRÉ CHASTEL

(*) Rubens, ses maîtres, ses élèves, Pavillon de Flore, jusqu'en 15 mai.



par bonheur, la meilleure version. Qu'a-t-il peint de mieux ? La *Sainte Famille* de Raphael, peut-être, mais certainement pas la pauvre suite des huit figures du plafond de la Sixtine que l'aîne de pierre noire et de sangue n'autorise pas à lui attribuer ; comme d'habitude, elles ont été copiées par un aîne sur des copies. Quand Rubens y mettait la main, c'était autre chose, et le catalogue rappelle judicieusement le superbe *Ignudo* du British Museum. Tout peut être ici l'occasion d'une vive discussion. Disons, avec la permission des érudits, qu'on n'est pas prêt d'y voir clair d'ici longtemps. Pour deux raisons : dans un atelier formidablement actif comme celui de Rubens, on ramassait tout ce qu'on pouvait comme documentation figurée, et il est incroyablement imprudent de voir la main de Rubens dans des relevés mnémotechniques faits par des aides.

En second lieu, Rubens, quand il voulait s'en servir, arrangeait ces « documents », que ce

Jordans, pour ne pas laisser sur la casse-tête des « copies ». Les dessins soignés d'après les œuvres du maître étaient établis tantôt par l'un, tantôt par l'autre ; ainsi, l'*Adoration des bergers* traité la main de Van Dyck. Âgé de vingt ans (n° 112) ; mais Rubens reprenait tel ou tel détail. C'était pour avoir une sorte de catalogue ou « livre de raison » bien tenu, ou, plus vraisemblablement, pour préparer la publication gravée qui en tiendrait lieu. Et, de toute façon, pour avoir bien en main le répertoire de la maison. On était

consciencieux.

G. Glück a à peine exagéré il y a cinquante ans en déclarant que tous les dessins de Rubens étaient des auxiliaires, qu'ils avaient une finalité précise. Rubens n'est pas Rembrandt ; il n'est pas Delacroix ; il ne dessine pas sans but. Avec piailler et force, certes, mais dans une perspective bien définie, qu'il importe de retrouver et de faire connaître au public. Présenter ce genre de dessins comme des objets isolables, de beaux morceaux,

les réactions d'une jeunesse indifférente, ou agressive. Sans thème proclamé, par le seul évidence du discours immédiatement audible, des détails observés, Henry Brandt témoigne à la fois des nouvelles possibilités offertes aux personnes âgées et en même temps de la totale incongruité de leur présence dans une société où vieillir, ne plus produire, est un scandale.

D'autres cinéastes importants comme Fredi Murer, Claude Chambon, dans des styles très personnels, relèvent les traces d'une vie campagnarde en opposition avec une société confinée dans l'abondance, où la classe ouvrière semble en voie de disparition, où les distinctions entre catégories sociales s'atténuent, mais où le pouvoir appartient à une élite bien située. Ce cinéma documentaire détouche parfois d'une manière très particulière l'enseignement d'un Richard Leacock aux Etats-Unis, d'un Pierre Perrault au Québec, n'utilise souvent les techniques du direct que pour mieux prouver une thèse sans aller jusqu'au bout des possibilités dialectiques ainsi offertes. Ce cinéma anticipe d'une certaine façon sur les fictions d'un Alain Tanner, d'un Francis Reissner, d'une Patrice Moroz (dont on montre respectivement, à Poitiers, le *Mille du monde*, le *Grand Soir*, *Les Indiens* sont encore loin). D'où l'étonnante pérennité, au-delà des Alpes, entre une fiction à base de documentaire, et des documentaires où la narration, le rythme du récit donnent le ton. Seul peut-être Daniel Schmid (la *Paloma*, l'*Ombre des anges*) osa sans remords jouer de l'ambiguïté fondamentale de tout regard, mettant carte sur table pour mieux tricher. Son dernier film attendu, *Violante*, était malheureusement absent de Poitiers.

LOUIS MARCORELLES.

LES JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES DE POITIERS

QUAND il a inauguré les seizièmes Journées cinématographiques de Poitiers consacrées à la Suisse, Marc Laville, président-fondateur de la manifestation, a rendu hommage à la précision horlogère de l'organisation helvétique : contrairement à l'expérience durement acquise des années précédentes, tous les films annoncés étaient déjà là, tous sauf un — et encore par la faute du metteur en scène — étaient sous-titrés quand ils étaient parés dans une langue autre que le français. Pas un seul changement au programme n'était prévu. Même le Festival de Cannes n'a jamais réalisé une parfaite performance !

Et c'est à Cannes que Marc Laville faisait directement référence dans la même allocution, non sans provoquer un certain scepticisme, dans l'auditoire local, en rappelant que Poitiers venait historiquement en second, immédiatement derrière, pour l'importance et la signification.

La révolution de ces Journées aura certainement été pour beaucoup de spectateurs, même si certains d'entre eux s'y réjouissaient mal, juger le genre antécinématographique, l'importance croissante du documentaire en Suisse, documentaire souvent très connu politiquement, mettant même en cause les institutions dans certaines cas extrêmes, rattrapant toujours ultérieurement les mémoires. La sélection conçue par les cinéastes suisses eux-mêmes, ne se limite pas aux œuvres récentes, permettant de suivre une évolution qui n'a guère d'équivalent dans aucun pays, sauf peut-être aux Etats-Unis et au Canada.

Nous pûmes enfin voir en France Ursula oder des université Labee (1964), de René Mertens (écrivain, ami de Brecht) et Walter Mari, commenté par la femme de Brecht,

Un regard subreptice et suisse

Helene Welzel — sa seule diction est un poème. Film réalisé sur une période de huit années qui traite des enfants handicapés et nous révèle une admirable monitrice à cheveux blancs, Mme Mimi Schellauer. Avec un optimisme, une foi dans l'homme qui, sans confronter, nous émeut, les auteurs affirment la possibilité de réduire de quelques façon les enfants même le plus gravement atteints, exaltent le triomphe de la conscience sur la matière, se veulent, ils le disent, antifascistes : retournant l'enseignement de Brecht, ils posent l'idéal en absolu.

De la même époque, 1964, Siamo italiano, d'Alexander Seller, fut le premier film à montrer l'irruption d'une immigration italienne dans la ville helvétique, au nom des nécessités économiques. Treize ans plus tard, Alexander Seller présente *Die letzten Heimsohlmester* (les Derniers Passagers, 1974), produit pour le Musée des arts et traditions populaires de Bâle. Yves Yerain a filmé chez eux les environs d'une industrie à domicile qui nous renvoie aux premières tempes du capitalisme. Le travail fait corps avec la vie quotidienne ; les métiers, installés parfois dans la salle à manger ou la chambre à coucher, créent un bruit perpétuel dans le village. La tendresse du regard, liée à la dureté du constat, le refus de tout angoissement, hésitation et aiguisement. Cet ouvrage, absolument non commercial — il faut donner raison à des animateurs culturels français — ne peut pas montrer le cinéma à leurs ouailles, — se lit comme un poème, s'écoute comme un morceau de musique : mais ici la peine de l'homme est en jeu.

Plus modeste, moins austère, mais tout aussi bouleversant, le *Dernier Printemps* (1977), du cinéaste romand Henry Brandt, décrit le monde du troisième âge, normal, les écoute parler, contrastent leur « fin de partie » avec

ont rejoint les Brigades Internationales lors de la guerre d'Espagne. Qui furent-ils, que sont-ils devenus ? Pourquoi partirent-ils ? Qu'espéraient-ils ? Dindo Isasse la parle à toutes les tendances, du communisme le plus orthodoxe à l'anarchisme militante, mais à travers une apparente objectivité lève le voile d'une Suisse faussement assoupi. Die Erziehung est un brûlot à la gloire du pamphlet appeler à payer de sa vie un peine malédiction, alors qu'en haut lieu des hommes politiques, des hommes d'affaires, des militaires, ont pu impunément souhaiter la victoire du nazisme, sinon l'extermination.

Le chef-d'œuvre de cinéma documentaire de langue allemande, langue dialectale comme chez Seller et Dindo, est l'œuvre d'un cinéaste veudois bilingue, Yves Yerain : *Die letzten Heimsohlmester* (les Derniers Passagers, 1974), produit pour le Musée des arts et traditions populaires de Bâle. Yves Yerain a filmé chez eux les environs d'une industrie à domicile qui nous renvoie aux premières tempes du capitalisme. Le travail fait corps avec la vie quotidienne ; les métiers, installés parfois dans la salle à manger ou la chambre à coucher, créent un bruit perpétuel dans le village. La tendresse du regard, liée à la dureté du constat, le refus de tout angoissement, hésitation et aiguisement. Cet ouvrage, absolument non commercial — il faut donner raison à des animateurs culturels français — ne peut pas montrer le cinéma à leurs ouailles, — se lit comme un poème, s'écoute comme un morceau de musique : mais ici la peine de l'homme est en jeu.

Plus modeste, moins austère, mais tout aussi bouleversant, le *Dernier Printemps* (1977), du cinéaste romand Henry Brandt, décrit le monde du troisième âge, normal, les écoute parler, contrastent leur « fin de partie » avec

UN SIGNE AVANT-COUUREUR

Regard rétrospectif des musées

LES musées organisent-ils trop d'expositions et épument-ils trop rapidement leurs réserves ? Cette question, beaucoup de grands musées du monde se la posent. Ceux de New-York et de Washington, où se confirme un nouveau regard rétrospectif, tourné vers les valeurs les plus sûres de l'art moderne, semblent y répondre à l'avance. Durant les années soixante, ils montaient surtout du neuf, le pop-art et ses suites. Aux années soixante-dix, achèvées aux trois quarts, on ne parle plus que de crise de l'art, de banalisation de l'avant-garde à travers le monde, de l'impuissance de la création contemporaine à sortir du pilé de l'anti-art, dans lequel le peintre a perdu les valeurs anciennes de son métier, mais n'en a pas encore inventé de nouvelles. Les tentatives d'un art vidéo, vidéo-spectacle ou vidéo-environnement, nouvel instrument esthétique de la société post-industrielle, laissent froids.

Alors, lorsque la création plétiue, vient l'heure des bilans. Les

Les années soixante

Mais les bonnes intentions des rétrospectives sont pleines d'âmes, et il arrive que l'œuvre de tel ou tel peintre, qui pouvait susciter des réactions favorables, lorsqu'elle était vue par morceaux, ne résiste plus au face-à-face de l'œuvre entière. Surtout dans les expressions d'avant-garde où ce qui paraît vigoureux au moment de sa formulation, face aux académismes, se révèle moins convaincant qu'une fois passée la surprise de l'inédit.

Combiné de cette production avan-gardiste qui alimentait à satiété musées et marchés réservés à l'art au temps ? Telles ou telles sculptures de Beuys, le *Li défi*, par exemple, qui on a récemment revu à Paris, a-t-elle dépassé le stade de témoignage anecdotique anti-art ? Et les *tableaux-clés* de Jasper Johns, dont on verra prochainement la rétrospective à Beaubourg, gardent-ils aujourd'hui la vitalité qu'ils avaient hier ?

Ce ne sont certes pas les œuvres qui changent, mais la

méthode de les voir. La création artistique fondée sur l'innovation tend à s'étendre avec le tassement des idées. Le nouvel intérêt que les musées manifestent pour les pionniers de l'art du vingtième siècle remet à l'honneur les peintres qui, pendant, qui tendent à l'approfondissement de leur art. Il répond à cette demande de valeurs plus durables qu'on peut observer dans le monde artistique, lequel a le sentiment d'avoir ces dernières années trop vécu sur l'éphémère.

Le public new-yorkais a pu voir durant la dernière saison, au Metropolitan Museum, un important ensemble de peintures, dessins et sculptures de Degas, clinquante dessins de Saurat, appartenant aux collections privées, les peintures récentes de Balthus, qui furent une découverte — et un succès — galerie Pierre-Matisse et, sur les mêmes cimaises, les Chagall russes et parisiens d'avant 1939, qui furent, eux, des retrouvailles puisqu'ils y avaient été exposés en 1941.

Cézanne et Matisse

Mais les manifestations les plus significatives de cette quête d'une tradition picturale perdue concernent deux figures majeures de l'art du vingtième siècle : Cézanne et Matisse. Le Musée d'art moderne de New-York, le MoMA pour le premier ; la National Gallery de Washington pour le second, ont montré leurs œuvres dernières dans lesquelles ils ont connu un renouvellement décisif, déterminant pour la peinture à venir.

Dans ses *papiers découverts* — que Beaubourg devrait bien essayer d'exposer après leur périple à travers les musées américains — Matisse, vieillard perclus de rhumatismes qui avait dû troquer ses pincesaux contre une paire de ciseaux, avait formulé une nouvelle esthétique picturale, faite de grands espaces colorés, froide, décorative, qui a marqué le travail de toute une génération de jeunes peintres américains.

Mais c'est l'exposition Cézanne qu'il faut placer en tête de ces manifestations. Le MoMA avait réuni ces vingt-deux peintures et aquarelles de tout premier ordre qui ont attiré cinq cent mille visiteurs. (Une partie seulement en sera présentée prochainement à l'Orangerie, à Paris). L'important c'est si ce fut un événement pour l'art mondial à cette occasion, catalogue qui fait l'honneur d'un musée, réunit des textes de spécialistes du maître d'Art comme Théodore Reff et John Rewald, ainsi qu'une longue étude de William Rubin qui analyse le passage du cézannisme au cubisme.

Pourquoi cet intérêt pour l'œuvre dernière de Cézanne tout particulièrement ? C'est le moment où le peintre, presque inconnu, presque traditionnel, assure la continuité entre le XIX^e et le XX^e siècle. Durant ses dix dernières années, de 1896 à 1906, Cézanne est le premier à faire face au défi lancé par l'apparition de la photographie. C'est à lui qu'on doit

musées, qui ont déjà presque tout montré, renouvellement leur approvisionnement en expositions en recommandant, en quelques sortes, les mêmes cycles, mais en y portant un regard différent qui réévalue l'apport d'un artiste et parfois refait l'archéologie de son œuvre. On peut observer tout un mouvement de relecture de l'histoire de l'art, écrits peut-être un peu trop hâtivement sous la poussée d'un développement des musées qui, à chaque saison, doivent donner à un public toujours plus nombreux son content d'expositions.

D'un côté, on trouve les jeunes générations d'artistes américains ; de l'autre, les grands pionniers de l'art contemporain. Parmi les premiers, deux jeunes — maîtres —, Rauschenberg et Jasper Johns, ont fait l'objet de rétrospectives dans les grands musées de New-York et de Washington. C'était l'occasion de reconsiderer, la tête froide, les enthousiasmes pour cette peinture spécifiquement américaine apparue durant les années soixante.

Les pionniers — Sam Rivers, Rashied Ali — ont vu s'établir autour d'eux une multitude de ces petits clubs. Cependant le MoSo désigne plus une génération d'artistes et une manière de travailler qu'une entité culturelle. En témoigne l'hebdomadaire *Soho News*, qui, comme son nom ne l'indique pas, informe sur toutes les manifestations d'avant-garde, où qu'elles se passent à New-York.

De fait, à l'écoute de ce nouveau jazz, il apparaît qu'il n'existe que peu de points communs entre ces musiciens. Deux de ces endroits recourent tout particulièrement les faveurs du public. Ce sont la galerie de peinture *Axis* in Soho, qui, plus qu'en lieu pour connaissances, devient une nouvelle curiosité new-yorkaise, et le Studio Rivbea. Mais les curieux d'un soir se transforment vite en amateurs, si bien qu'on refuse souvent du monde à *Axis*. Ce fut le cas avec la prestation d'une des formations les plus extraordinaires

amenagées par son propriétaire,

Rashied Ali, dans un ancien entrepôt, un « loft » donc pour satisfaire les fétichistes, comme le prouvent les tuyaux apparents et le revêtement mural, et possède maintenant l'apparence d'un bar dans la tradition américaine.

Chez Rashied Ali, compagnon des dernières années de Coltrane, et batteur hors pair dans le style sauvage et épargné d'Elvin Jones, se côtoient, pour la plupart, des musiciens issus du free-jazz (au sens strict) new-yorkais et d'autres plus jeunes dans la même lignée, tels le ténor Lee Ruchie et le pianiste Anthony Davis, lequel a fait l'unanimité, avec son quintette (Chico Freeman, Jay Hoggard, Fred Hopkins, Ed Blackwell), à l'université de New-York.

C'est au Studio Rivbea, chez Sam Rivers, cependant, que l'affiche est la plus impressionnante. Le Rivbea, tout comme le Jazz Maria Society ou le Syne-

thics, est le siège d'une association à but non lucratif qui se vole à la Great Black Music, selon le label donné par l'association For Advancement for Creative Music de Chicago (F.A.C.M.). Chico Freeman continue à maintenir un ténor unique chez un musicien de cet âge. Il apparaît avec un nouveau quartet où figurent le batteur Don Moore de l'Art Ensemble, le violoncelliste Abdou Wadial et le plus exaltant vibraphoniste du moment, Jay Hoggard.

« Je joue une musique qui n'est pas parfaitement structurée et qui suppose la connaissance des formes d'expressions mainstream.

Sam Rivers, administrateur et fondateur du lieu, se produit régulièrement en deux parties avec son quartette. Il a réussi à rendre l'endroit exceptionnel

Invité la nuit du 31 décembre à rejoindre aux festivités du loft de Joe Wilson, le Ladies Port, il prit un chorus illustrant sa connaissance parfaite des syncopes du bop de l'après-guerre. Mais également Hakim Jamil, bassiste, Rashid Raheem le pianiste (sansoublié Kalaprusha) tous trois au sein du Roland Alexander's Free Bop Orchestra énumérant à New-York, et aux difficultés financières qui connaît la musique, et jouant souvent à Brooklyn en « East », au Logan's Run où Hakim Jamil dit se sentir vraiment chez lui. Roland Alexander raconte sa musique prise en sandwich entre le free-jazz new-yorkais et l'avant-garde de Chicago : « Cet orchestre est un quatuor régulier composé de musiciens qui possèdent chacun leur propre orchestre ; Raif et Malachi dans le Brass-Proud,

DU SOHO JAZZ, S'IL EN EST

Après le « free »

Les effets de compression d'extension, sont parfaitement calculés, même dans les morceaux où Henry Threadgill, devenant percussionniste, montre son habileté et sa connaissance d'un instrument fait d'enjoliveurs de voûtes alignés sur lesquels il frappe avec des maillets.

Ted Daniels offre sans discrimination sa musique au public d'All's Alley et aux riverains de Greene Street. L'endroit a été

l'acoustique incomparable à permis le triomphe mérité de Kalaprusha et de son quartette. Kalaprusha joue d'abord une petite partie en bas à son bassillard dont il est incroyable qu'il tire un swing aussi effréné et lorsqu'il change pour le ténor puis pour l'instrument où il est passé maître, la clarinette basse, tous comprennent que Kalaprusha a tout pour déranger l'homme du moment. D'autant plus que jouant avec des « New-Yorkais » endimanchés à lui piler des nouvelles expériences de Chicago, il symbolise cette interaction perpétuelle et grandissante entre des musiciens de tous bords dont Chico Freeman assure qu'elle est essentielle à la créativité.

Parmi ces musiciens, Malachi Thompson est un batteur à l'aise dans tous les contextes. Il s'est produit avec le même honneur aux côtés de Kalaprusha comme de Sam Rivers. Avec le quartette de Monty Waters, Hakim et son String Ensemble, etc., mais la pratique et la maturité que nous avons tous permettent d'atteindre un dénominateur commun qui est celui-ci : la recherche de nouvelles structures sans barrière aucune, alliée à la présence constante et au son du bop.

Afin de détourner ceux qui voudraient chercher le nouveau messie dans cette cavalerie d'Alla Bala dont nous ne connaissons encore que peu, laissions Beegie Workman, directeur musical du New Muse de Brooklyn qui centralise toute la promotion et l'administration de la culture de racine africaine à New-York, conclure : « Il n'y a pas de direction musicale plus légitime qu'une autre. Seules la sincérité de chacun et la reconnaissance de sa vraie culture sont importantes et ce dans une diversité inclassable qui va de Stevie Wonder à Sam Rivers. »

PAUL-ETIENNE RAZOU.

LES SCÈNES

Anachronique

POUR l'Européen livide, le climat de la Californie du Nord est plus qu'une révélation : une agression d'euphorie. L'anglais a un mot pour désigner cela : exhilarating. Inépuisable : « exhilarant » est trop faible, d'abord, et manque l'essentiel : l'acte de respirer, de faire une valeur et une force jusqu'alors insoupçonnées. Puis marcher, manger, boire, quelques autres, subissent une égale métamorphose. Vivre, simplement, cesse d'être une vague habitude et devient une joie intense. Pour compléter de temps ? Quelques semaines, en tout cas, n'en émoussent pas l'effet.

La fleur-émblème du pays, California poppy, est un pavot d'un rouge orangé solitaire, haut sur sa hampe comme un coquelicot, et parfaitement agité au moindre vent. Mais au toucher les pétales sont épais, lisses et charnus comme ceux d'une tulipe. Cette petite surprise tactile en résume quelques autres.

Le tremblement de terre, chacun l'attend pour quelque jour proche ou lointain, et en tient compte, pragmatiquement, dans ses projets.

Malgré tout, la nature, sur toute la côte du Pacifique, qui patiente à quelques encabures, franchit Golden-Gate, enveit la baie jusqu'aux

crêtes qui dominent Oakland et Berkeley, et submerge la ville — dont certains quartiers, au bord de l'océan, ne voient pas le soleil pendant plusieurs semaines.

Sur le coteau qui domine le vieux port de pêche, deux anciennes usines, la chocolaterie Ghirardelli et la conserverie Del Monte, sont depuis quelques années converties en lieux de promenade et de distraction : boutiques, restaurants, terrasses, loggias, escaliers en tous sens, distribués au gré des viles structures respectueusement rénovées. Aucun « agora », aucun « forum » spécialement édifié n'attirendrait au-delà du charme de ces deux réaménagements. Nul mystère à cela, d'ailleurs : toute la saveur est dans l'utilisation à contretemps de ces structures détournées de leur fonction, comme à l'université d'Aarhus, au Danemark, elle aussi logée dans une ancienne usine. Le principe de ces réussites est en somme celui du bon vieux bricolage : tout peut toujours servir à autre chose. Deux fonctionnalités manifestes se superposent et se contrarient sans s'annuler, et tournent chacune de leurs rondeurs en névralgues surprises, en séduisant coq-à-l'âne. L'architecte, ici,

la chasse photographique

une exposition de l'Association Sportive de la Chasse Photographique Française et du Département des Relations Publiques de KODAK-PATHE

au Centre Kodak d'Information 38 avenue George V 75008 Paris



du 26 janvier au 28 mars 1978
du lundi au vendredi de 9h45 à 18h45.

NANCY STEIN 25, avenue de Tourville (7^e) 30^e ANNIVERSAIRE DE L'ETAT D'ISRAEL BEN DOV - LEVIN - SHANON 21 février - 18 mars de 15 h à 20 h 30 du mardi au samedi

GALERIE MARCEL BERNHEIM 35, rue La Boétie, Paris (8^e)

THIBON

22 février au 7 mars

LE BATEAU LAVOIR, 16-18, rue de Seine 6^e

James ENSOR

Tél. : 033-96-83

325-13-87

SPECTACLES
LES NOUVEAUX

SCÈNE

POPE

KAT

GALERIE CY

SK
EMDADE

ANTIQUE

LE MONDE
S'IL EN EST
free

DES SPECTACLES

LES NOUVEAUX MAITRES D'HOLLYWOOD

Les puissances occultes

A la veille de la seconde guerre mondiale, Hollywood et ses dépendances se classent parmi les dix premières industries mondiales dans leur chiffre d'affaires. Aujourd'hui, si les grands studios gardent une situation dominante et réalisent 85 % des recettes brutes de l'industrie cinématographique, Hollywood n'est plus une entité réellement autonome : à l'ère des multinationales, il dépend pour une large part de conglomérats, ou multi-entreprises.

Que la fabrication des films ne puisse être traitée comme celle du corned-beef, que les beuveries du système capitaliste y prennent un relief tout particulier, laisse une marge suffisante pour encourager l'initiative privée et permettre l'expansion de phénomènes comme les cinéastes Francis Coppola, George Lucas, Steven Spielberg : jamais depuis David-Wark Griffith et la naissance du cinéma en tant qu'art, il y a plus de soixante ans, des réa-

lisation du siècle, à propos de l'invention du procédé de cinéma, trois sociétés ne sont nécessaires pour acquérir le monopole : utilisation des caméras et des projecteurs de cinéma en fondant « The motion Picture Patent Company » (Société des brevets cinématographiques). Les tarifs de location de ses équipements et de ses films étaient tels qu'un marché noir se développa, qui dégénéra en une guerre ouverte entre les producteurs indépendants et les détenteurs engagés par la société pour faire respecter son monopole. Les producteurs indépendants trouvèrent finalement une solution dans la fuite : ils parvinrent 3 000 miles et s'installèrent en Californie du Sud. Lorsqu'en 1913 le trust new-yorkais fut dissous par le gouvernement fédéral, l'industrie cinématographique américaine avait définitivement pris

furent contraints de se séparer de leurs chaînes de cinéma et de céder le « block booking » (pratique consistant à obliger les exploitants indépendants à louer les films en blocs, séries A et séries B (conjointement). A la même époque, la fièvre du macérolisme s'empara d'Hollywood, et une partie de ses meilleurs talents — qu'ils soient militants de gauche, sympathisants ou simplement d'opinion libérale — furent lachement licenciés ou mis sur les listes noires. Enfin, la télévision, apparue vers la fin des années 30, était devenue alors une concurrente de poids pour l'industrie du cinéma, plus généralement menacée par l'explosion des loisirs de masse.

Cette série d'événements simultanés explique que la production annuelle des grands studios soit tombée, d'environ quatre

studios en difficulté durant les années 50 aux contrats qui les liaient, depuis des décennies, aux cinéastes, aux cinéastes, aux scénaristes, aux producteurs, aux acteurs, aux agents et aux producteurs. C'est de cette époque que date l'essor des producteurs indépendants, des avocats et des agents (ou impréssarios).

Ainsi la caste des maîtres de la production hollywoodienne englobe-t-elle aujourd'hui — outre les chefs de studios et les producteurs indépendants — certains hommes d'affaires cossus du très chic quartier de Beverly Hills, les agents et les avocats spécialisés dans le « movie business ». Les agents, manipulateurs d'hommes et de dollars, sont souvent accusés d'avoir le pouvoir à Hollywood, grâce à l'étendue de leurs relations. S'ils tirent les ficelles de l'industrie, c'est parce qu'ils sont au courant

qui courait à son propos : « Dans la solitude de Jeff, il y a trois sortes de sécurité, mais elles sont toutes les trois pour lui. » Brillant, précis et sec, il a la réputation d'être un bon professionnel. « Dans le système actuel, explique-t-il, les agents sont à même de mettre en contact producteurs, stars, directeurs et metteurs en scène et de les diriger vers le bon studio. Généralement, ils ne se contentent pas de mettre en rapport deux personnes, mais ils s'efforcent de réaliser ce que l'on appelle un « package deal », c'est-à-dire un accord global. Dans la meilleure hypothèse, cet accord porte sur l'ensemble des éléments de base nécessaires à la réalisation d'un film, à savoir la propriété littéraire du scénario, les principales vedettes, le producteur et le metteur en scène. Bien entendu, l'agent ne parvient pas toujours à réunir tous ces éléments et le « package deal » est plus ou moins complet, mais il est dans l'intérêt de l'agent de proposer aux studios un projet aussi avancé que possible, puisque l'agence prend 10 % sur chaque client. Prenons, par exemple, les Dents de la mer, réalisé en 1975 par Steven Spielberg. Ayant acquis les droits du livre du même nom, nous les avons vendus à Universal. Puis nos clients, Richard Zanuck et David Brown, ayant décidé de produire le film, ont demandé à

l'auteur du best-seller, Peter Benchley, sous contrat chez nous, d'écrire le scénario fondé sur son roman. Enfin, Steven Spielberg, également des nôtres, a assuré la mise en scène.

« Comme dans ce cas nous sommes très soumis en mesure d'aller voir les studios pour leur demander simplement de financer et de distribuer les films. Les studios passent leur temps à pousser des hauts cris, en disant que nous leur imposons des produits tout faits. Mais il se trouve effectivement que la plupart des films tournés à Hollywood ne sont pas développés par les studios mais par des artistes ou le plus souvent par des producteurs indépendants, par des avocats ou par des agents. »

De vrais professionnels

Comme nous l'a confirmé Ben Benjamin, les agents n'ont pas toujours été ces commis à tout faire du cinéma hollywoodien. Ce gentleman affable, dans le mœur depuis trente et un ans, s'occupe à L.C.M. de ce qu'il appelle le « coin des vieux », ses clients étant pour la plupart des vétérans comme Laurence Olivier, Burt Lancaster ou George Cukor.

« Le rôle des agents dans les années 40, lorsque j'ai débuté dans l'industrie, était beaucoup plus simple, dit-il. Nous n'avions qu'à négocier des contrats à long terme entre les stars et les studios. Ensuite, les 5 000 dollars ou 10 000 dollars que recevaient Greer Garson ou Clark Gable tombaient régulièrement semaine après semaine. Par contre, nous devions être à leur disposition jour et nuit. Je me souviens que je devais porter le manteau de journaux de Merle Oberon ou de Greer Garson : j'étais noyé dans ces vêtements sales qui coûtaient des millions de dollars, alors que ma femme n'avait qu'un joli petit manteau de laine. En plus, nous étions accusés d'être des marchands de chair humaine et des succursales de sang, de voler l'argent des studios, de voler l'argent de nos clients. Nous sommes, à la grande époque du studio-système, M.G.M. décida de tourner un film avec Clark Gable, demandant à Victor Fleming de le diriger et à Pandro S. Berman de le produire, tous étant

sous contrat avec le studio. Depuis le début des années 50, les agents se sont établis à leur compte et sont de vrais professionnels. »

L'agent n'est pas toujours aussi apprécié que Ben Benjamin semble le croire. A l'intérieur de l'industrie, on le rend souvent responsable, en partie du moins, de l'incessante augmentation du coût des films. Nous avons interrogé à ce sujet Sue Mengers, le plus célèbre agent d'Hollywood et certainement l'un des plus riches, une sorte de star dans son domaine : Barbara Streisand, Candice Bergen, Brian de Palma et Sidney Lumet, figurent parmi ses clients les plus prestigieux. Cette opulente jeune femme très consciente de sa puissance et de sa célébrité soigneusement entretenue nous a répondu, dans son style vêtement : « C'est grotesque d'accuser les agents ! C'est la stupidité des studios qui fait monter les prix. Je peux me permettre d'être franches avec vous, parce que vous m'interviewez pour la presse française. Les agents ne peuvent pas obliger les studios à payer une star 1 million de dollars. Ce sont les chefs de production des studios qui décident, en dernier ressort, de tourner tel ou tel film, d'employer un acteur plutôt qu'un autre et de lui verser tel cachet, puisque ce sont eux les financiers. »

Une idée et un avocat

« Évidemment, nous essayons de faire faire de bonnes affaires à nos clients. Mais, croquez-moi, nous sommes choqués de cette escalade des prix. Je considère que Marlon Brando, par exemple, se moque de l'industrie du cinéma. Il vient de tourner, dans un film intitulé Superman, un rôle secondaire, celui du père de Superman. Au lieu d'offrir 25 000 dollars à un acteur moyen ou inconnu, le studio a offert 3 millions de dollars à Brando pour trois semaines de tournage. Alors je suis maintenant obligé d'obtenir des salaires analogues pour mes clients. »

Different est le style des avocats hollywoodiens, qui disent aux agents, aux chefs de studio et aux producteurs indépendants la suprématie de la capitale du septième art. Moins abrupts qu'eux, ils sont tout charme et tout sourire. Mais ils cachent mal leur ambition, ou bien prennent le parti de s'en glorifier « à l'américaine », comme Tom Pollock, qui est, à trente-quatre ans, l'un des plus brillants de sa génération et généralement considéré comme un futur chef de studio. « Les plus part des gens n'aiment pas leur métier ; ce n'est pas mon cas, déclare-t-il d'emblée avec un sourire gourmand. Je m'amuse beaucoup. Je m'occupe de l'aspect légal de la production cinématographique touchant les contrats, le financement et la distribution. Du scénariste débrouillant au metteur en scène chevronné, quiconque veut signer un contrat dans

cette profession — « to make a deal », selon l'expression consacrée — a besoin d'un avocat. Depuis une dizaine d'années, l'avocat est devenu aussi important que l'agent et réalise souvent comme lui des « package deals ». Ma firme, par exemple, représente des acteurs, d'actrices ou de metteurs en scène, auxquels nous rendons parfois des services très étendus. Tenu, Sylvester Stallone, héros de Rocky et nouvelle star hollywoodienne ; nous sommes en train de planifier sa carrière. En fait, nous remplaçons à son égard le rôle d'un agent. Il y a un vieux dicton qui court dans cette ville, nous savons : « Tout ce qu'il faut pour être producteur, c'est une idée et un avocat. »

Autre grand avocat, établi depuis plus longtemps dans la profession, Eric Weisman, homme raffiné, tient lui aussi des propos réalistes. « Dans cette ville, dit-il, il est indispensable d'obtenir les gens importants au téléphone, et il n'y a pas plus d'une dizaine d'avocats qui en sont capables. J'en fais partie parce que j'ai été l'un des dirigeants de Warner Brothers pendant plusieurs années. Il y a, disons, sept grands studios ayant à leur tête sept hommes d'affaires. Je les appelle les sept barbaudas. S'ils me traitent différemment, c'est parce que j'ai été l'un des leurs. »

DAVID ALPER
et LISE BLOCH-MORANGE

SCÈNE DE L'AMÉRIQUE

meilleurs ont pu acquérir tant de pouvoir et d'indépendance.

Situation fragile, plus proche du jeu de poker que de la véritable création artistique. Hollywood existe d'abord par et pour le business, pour le profit. Parfois des escrocs font la fortune d'un studio, comme dans le cas de David Begelman & la Columbia (« le Monde » du 16 février). Parfois d'honnêtes et très compétents businessmen, comme les successeurs de Griffith, Chaplin, Farnsworth, à la tête de United Artists, se résolvent et doivent quitter un studio qu'ils ont porté au pinacle. L'illusion byzantine est terminée, Hollywood se présente comme une jungle dont de nombreux patrons tirant les ficelles à l'abri des regards indiscrètes. Deux jeunes journalistes établis à Hollywood, David Alper, Américain, homme de loi, et Lise Bloch-Morance, Française, écrivain, dans une série de quatre articles, découvrent le voile qui recouvre le Hollywood de l'imperialisme. L.H.

racines à Hollywood, et l'âge d'or s'ouvrant pour ses fondateurs.

Entre 1912, date de la création d'Universal, et 1925, date de celle de Twentieth Century Fox, les grands studios prirent une position dominante, qu'ils conservèrent jusqu'au milieu des années 40. Paramount fut fondé en 1914, United Artists en 1919, Warner Brothers en 1923, Metro-Goldwyn Mayer et Columbia en 1924. Tous devinrent fabuleusement riches, et l'euphorie atteignit son point culminant en 1948, année record du box-office américain, avec 1 652 millions de dollars de recettes et 80 millions de spectateurs par semaine.

Un an plus tard, pourtant, commençant les temps difficiles. En effet, c'est en 1947 que la Cour suprême des Etats-Unis entreprit une enquête sur le système de distribution monopolaire établi par les studios, avec l'initiative créatrice et commerciale. Le tournant a eu lieu au début des années 50, lorsque les

meilleurs films par an au début des années 50 à cent cinquante dans les années 60 à un peu moins d'une centaine de nos jours, la production de téléfilms devenant parallèlement une part importante de l'activité de plusieurs d'entre eux. D'autre part, cinq studios sur sept, à la recherche de capitaine, ont été rachetés par des conglomérats, Fox et Columbia ayant jusqu'à maintenant conservé leur indépendance.

Il est évident que les grands studios ne retrouveront jamais une position analogue à celle d'avant 1947, où il détenait la puissance à 1 fois financière, commerciale et artistique. Mais il semble qu'après vingt-cinq ans de tâtonnements, Hollywood soit parvenu à un nouvel équilibre, et si les studios demeurent la principale force financière, ils doivent maintenant partager l'initiative créatrice et commerciale. Le tournant a eu lieu au début des années 50, lorsque les

meilleurs films se vendent bien combien se vendent les scénarios cette année. Eux qui savent qu'à Universal la cote des films d'aventures est en hausse alors qu'à Warner Brothers on s'intéresse surtout aux « love stories ». Eux qui savent si le dernier film de Peter Bogdanovich a été un flop ou un succès à New-York et à Paris. Eux qui savent quel langage il faut tenir à Marlon Brando ou à Fay Dunaway. Eux qui savent, enfin, combien de millions de dollars on a offert à Paul Newman pour son dernier rôle.

Jeff Berg, Ben Benjamin et Sue Mengers savent tout cela. Ce sont trois agents d'« International Creative Management » (I.C.M.), l'une des deux plus importantes agences de Los Angeles, l'autre étant William Morris. Jeff Berg, vingt-neuf ans, a tous les attributs du jeune loup. Ses camarades d'Université se souviennent de cette anecdote

lors dans un ticket aux dimensions d'une carte à jouer, sur lequel les horaires, magnétiques d'entrée et de sortie calculent et soustraiennent le prix de chaque voyage. A la dernière sortie, si votre compte est juste, la machine garde votre carte ; si s'il est en déficit, elle vous barre le passage et vous envoie chercher le complément de tarif. Un y passe des heures, pour le plaisir.

Berkeley a depuis longtemps retrouvé son calme, grand paro rythmé par les caprices d'un immeuble, peuplé d'escrocs gris familiers, pelouses jonchées de grandes filles studieuses, mais qu'on imagine uniformément sous la longue chevelure et la jupe délavée. Si le célèbre terre-plein, la hançarde écologiste éternie avec le jazz ou le folk-song.

Plus au sud, à Santa-Barbara, à deux pas du sur où s'exercent de longs corps caoutchoutés de noir, un autre campus étoile ses pelouses d'entrée, une lagune, réserve pour animaux aquatiques, qui s'ouvre sur cette touchante pancarte : « Please do not disturb plants, animals, or other people : - Prière de ne pas déranger les plantes, les animaux, et autres personnes ». GÉRARD GENETTE.

GÉRARD GENETTE.

Comme presque partout aux Etats-Unis, les quartiers résidentiels de la petite bourgeoisie ont voudu au lugubre tarbiscotage de la décadence victorienne : escaliers hyperboliques, portes à colonnettes, pavillons décolorés, bases à encorbellement, moulures plâtrées. Mais la malaise californienne sauvre la mise par un cours systématique aux couleurs les plus

variées et les plus cocasses, rose bonbon, vert pistache, jaune canari, rouge grenade et autres, dont on ne sait jamais s'il faut les mettre au compte d'un surcroît, toujours possible, de mauvais goût, ou d'un surcroît, jamais excusé, d'ironie rétrospective. D'ordinaire, ces peintures sont purement ornementales et non figuratives. Mais l'une au moins, surajoutée à une façade jugée sans doute trop discrète, représente tout un paysage emphatiquement alpestre, avec ses roches, ses pentes neigeuses, ses torrènes, ses vases pétroglyphes. Une ou deux portes ou fenêtres, ses vertes pétroglyphes. Une ou deux portes ou fenêtres, indéfendables, le ponctuant.

Pour l'amateur de transports publics frustré par une grève des cable-cars, tramways-jouleuses brinquebalant au gré des formidables dénivellations urbaines, le BART (Bay Area Rapid Transit, autrement dit le R.E.R. local) est une belle consolation. Contrairement au métro de New-York, sombre labyrinthe de cauchemar (mais si excitant à sa manière), celui-ci a l'élegance épure d'un vrai produit de l'ordinateur. Les deux lignes actuellement en service forment comme un grand X et se croisent au centre d'Oakland. Le clou est le système de contrôle automatique : vous pouvez investir jusqu'à 20 dol-

lars dans un ticket aux dimensions d'une carte à jouer, sur lequel les horaires, magnétiques d'entrée et de sortie calculent et soustraiennent le prix de chaque voyage. A la dernière sortie, si votre compte est juste, la machine garde votre carte ; si s'il est en déficit, elle vous barre le passage et vous envoie chercher le complément de tarif. Un y passe des heures, pour le plaisir.

GÉRARD GENETTE.

Comme presque partout aux Etats-Unis, les quartiers résidentiels de la petite bourgeoisie ont voudu au lugubre tarbiscotage de la décadence victorienne : escaliers hyperboliques, portes à colonnettes, pavillons décolorés, bases à encorbellement, moulures plâtrées. Mais la malaise californienne sauvre la mise par un cours systématique aux couleurs les plus

variées et les plus cocasses, rose bonbon, vert pistache, jaune canari, rouge grenade et autres, dont on ne sait jamais s'il faut les mettre au compte d'un surcroît, toujours possible, de mauvais goût, ou d'un surcroît, jamais excusé, d'ironie rétrospective. D'ordinaire, ces peintures sont purement ornementales et non figuratives. Mais l'une au moins, surajoutée à une façade jugée sans doute trop discrète, représente tout un paysage emphatiquement alpestre, avec ses roches, ses pentes neigeuses, ses torrènes, ses vases pétroglyphes. Une ou deux portes ou fenêtres, indéfendables, le ponctuant.

Pour l'amateur de transports publics frustré par une grève des cable-cars, tramways-jouleuses brinquebalant au gré des formidables dénivellations urbaines, le BART (Bay Area Rapid Transit, autrement dit le R.E.R. local) est une belle consolation. Contrairement au métro de New-York, sombre labyrinthe de cauchemar (mais si excitant à sa manière), celui-ci a l'élegance épure d'un vrai produit de l'ordinateur. Les deux lignes actuellement en service forment comme un grand X et se croisent au centre d'Oakland. Le clou est le système de contrôle automatique : vous pouvez investir jusqu'à 20 dol-

lars dans un ticket aux dimensions d'une carte à jouer, sur lequel les horaires, magnétiques d'entrée et de sortie calculent et soustraiennent le prix de chaque voyage. A la dernière sortie, si votre compte est juste, la machine garde votre carte ; si s'il est en déficit, elle vous barre le passage et vous envoie chercher le complément de tarif. Un y passe des heures, pour le plaisir.

GÉRARD GENETTE.

Comme presque partout aux Etats-Unis, les quartiers résidentiels de la petite bourgeoisie ont voudu au lugubre tarbiscotage de la décadence victorienne : escaliers hyperboliques, portes à colonnettes, pavillons décolorés, bases à encorbellement, moulures plâtrées. Mais la malaise californienne sauvre la mise par un cours systématique aux couleurs les plus

variées et les plus cocasses, rose bonbon, vert pistache, jaune canari, rouge grenade et autres, dont on ne sait jamais s'il faut les mettre au compte d'un surcroît, toujours possible, de mauvais goût, ou d'un surcroît, jamais excusé, d'ironie rétrospective. D'ordinaire, ces peintures sont purement ornementales et non figuratives. Mais l'une au moins, surajoutée à une façade jugée sans doute trop discrète, représente tout un paysage emphatiquement alpestre, avec ses roches, ses pentes neigeuses, ses torrènes, ses vases pétroglyphes. Une ou deux portes ou fenêtres, indéfendables, le ponctuant.

Pour l'amateur de transports publics frustré par une grève des cable-cars, tramways-jouleuses brinquebalant au gré des formidables dénivellations urbaines, le BART (Bay Area Rapid Transit, autrement dit le R.E.R. local) est une belle consolation. Contrairement au métro de New-York, sombre labyrinthe de cauchemar (mais si excitant à sa manière), celui-ci a l'élegance épure d'un vrai produit de l'ordinateur. Les deux lignes actuellement en service forment comme un grand X et se croisent au centre d'Oakland. Le clou est le système de contrôle automatique : vous pouvez investir jusqu'à 20 dol-

lars dans un ticket aux dimensions d'une carte à jouer, sur lequel les horaires, magnétiques d'entrée et de sortie calculent et soustraiennent le prix de chaque voyage. A la dernière sortie, si votre compte est juste, la machine garde votre carte ; si s'il est en déficit, elle vous barre le passage et vous envoie chercher le complément de tarif. Un y passe des heures, pour le plaisir.

GÉRARD GENETTE.

Comme presque partout aux Etats-Unis, les quartiers résidentiels de la petite bourgeoisie ont voudu au lugubre tarbiscotage de la décadence victorienne : escaliers hyperboliques, portes à colonnettes, pavillons décolorés, bases à encorbellement, moulures plâtrées. Mais la malaise californienne sauvre la mise par un cours systématique aux couleurs les plus

cinéma

RENCONTRES
DU TROISIÈME TYPE

de Steven Spielberg

Le requin des Dents de la mer faisait très peur. Ici, les soucoupes volantes intriguent. Steven Spielberg a tellement envie d'y croire qu'il concerne le spectateur de leur existence. On ne croit que ce qu'on voit, et l'OVNI enfin découvert, après un suspense qui met, volontairement, les nerfs en pelote, est d'une merveilleuse beauté. Tout le monde roudra, comme Richard Dreyfuss et Melinda Dillon, franchir la montagne mystérieuse pour savoir ce qu'il y a derrière. Spielberg rend réel — et comment ! — l'imaginaire.

VOYAGE A TOKYO

de Yasujiro Ozu

La dissolution d'une cellule familiale. La quintessence même d'une réalité toujours fumée, dans le dépouillement absolu, à la hauteur des personnages. Pour connaître enfin Ozu, mort en 1963 sans avoir été révélé, chez nous, comme Mizoguchi et Kurosawa, il était, lui, en quelque sorte, le Bresson du cinéma japonais.

ELLES DEUX

de Mirella Messaros

Les nuances psychologiques et sentimentales du monde des femmes, par la cinéaste homogroise d'Adoption et de Neuf mois. Mariza Vlady, grande, équilibrée, et la petite Lili Moroni, sauvage et un peu cruelle, apprennent, l'une et l'autre, à reconstruire leur vie.

ET AUSSI : *Hero*, de Gilles Béhat (la vie violente d'un village français après la guerre de 1914 ; un certain lyrisme). *Drole de séducteur*, de Gene Wilder (le surprenant romantisme d'un acteur comique formé chez Mel Brooks dans une parodie du mythe Valentine). *Pitié pour le prof*, de Silvio Narizzano (les mésaventures d'un jeune instituteur dans l'Ouest canadien des années 30 ; humour,

une sélection



« Rencontres du troisième type », de Steven Spielberg.

Expositions

CENTRE BEAUBOURG

Entrée principale rue Saint-Martin (287-12-32). — Informations téléphoniques : 207-12-12. — Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi et dimanche, de 10 h à 22 h. (Entrée libre le dimanche)

CALDER — Jusqu'au 27 mars.

DONATION SEUGOR — Jusqu'au 27 mars.

LE GAC — Jusqu'au 27 février.

ATELIERS D'AUJOURD'HUI 6 : Jean-Paul Bonvier et Antoni Clavé. — Jusqu'au 23 mars.

CENTRE DE CRÉATION INDUSTRIELLE

MONTAGNE ET SPORTS D'HIVER — Jusqu'au 27 février.

PUBLICITE : les grands crus 1977 du Club des directeurs artistiques. — Jusqu'au 13 mars.

Bibliothèque

SIX PHOTOGRAPHES EN QUETE DE SAINTEUR Decamps, Edmond-Freire, Lettre, Le Querrec, Edmond-Dityon. — Jusqu'au 27 février.

Partis

MUSÉE AMBULANT DE LA MUSIQUE MÉCANIQUE — De 14 h à 18 h. Entrée : 12 F ; entrée 8 F. Jusqu'au 13 mars.

MUSÉE DE RUBENS

Le Siècle de Rubens, dans les collections publiques françaises. — Grand Palais, entrée Eisenbecker (287-61-20). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 22 h. Entrée : 9 F ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 13 mars. Pendant toute la durée de l'exposition, projection de films sur Rubens, entrée 40 F.

LE MUSÉE DANS LES MUSÉES DE PROVINCE Grand Palais, entrée Clemmensen (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 13 mars. Jusqu'au 24 avril.

PEINTURE BRUSSELS DE LA DÉCOUVERTE DE DIX-NEUF SIECLES Grand Palais. — Entrée : 5 F. Jusqu'au 22 h. Entrée : 9 F ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 20 mars. Entrée gratuite le 20 mars.

BOROBUDUR Chez d'œuvre du bouddhisme et de l'hindouisme en Indonésie. — Petit Palais (287-61-20). Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 juillet.

LE DIX-SEPTIÈME SIECLE FLAMMAND AU LOUVRE Histoire des collections. — Musée du Louvre, entrée pour Jardin (287-39-20). Entrée : 5 F. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 27 mars.

DEFENSE DU PATRIMOINE NATIONAL Œuvres acceptées par l'Etat en paiement de droits de succession 1957-1977. Musée du Louvre, entrée : 5 F. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 24 avril.

LA DESCENTE DE CROIX Groupe sculpté italien du treizième siècle. — Musée du Louvre, entrée pour Jardin (voir ci-dessus). Jusqu'au 4 septembre.

GENEVIEVE ASSE L'œuvre complète gravée — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 mars.

LES SIECLES D'AFFICHES FRANCAISES — Musée de la Ville de Paris (287-50-04). — Sauf mardi de 12 h à 18 h. Entrée : 5 F. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 26 mars.

COLLECTION THYSSEN-BORNEMISZA — Musée national. — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

MARINO MARINI L'œuvre gravé. — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

LES SINGULIERS DE L'ART — Au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 mars.

LES 5 SIECLES D'AFFICHES

— Musée de la Ville de Paris (287-50-04). — Sauf mardi de 12 h à 18 h. Entrée : 5 F. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 26 mars.

ARTISTE A B O T Trente-sept concessions abandonnées. — Galerie Jean-Claude Biedel, 11 rue Guénange (286-20-50). — Jusqu'au 24 mars.

BENEDICT Aquarelles et objets. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 4 mars.

CARDENAS, FERRER, MICHAUX, PONS, SINA — Le Point Carré, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Sauf dim. et lundi de 12 h à 18 h. Entrée : 5 F. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 26 mars.

CLAUDE BLOCH Métafictions. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 5 mars.

JEAN BRETHIER Galerie C. Collin, 33, quai de Bourbon (286-19-03). — Jusqu'au 4 mars.

ARTISTE A B O T Trente-sept concessions abandonnées. — Galerie Jean-Claude Biedel, 11 rue Guénange (286-20-50). — Jusqu'au 24 mars.

FRÉDÉRIC BOOTZ Gravure récente. — Galerie Ariol, 160, bd Haussmann (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

VICTOR CUFUSA — Galerie Le Triplet, 22, rue de Fleurus (544-72-83). — De 14 h à 20 h. Entrée : 5 F. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 26 mars.

BERNARD BUFFET La Peinture française. — Galerie Maurice-Garnier, 6, avenue Matignon (286-01-85). — Jusqu'au 20 avril.

ATELIER A B O T Trente-sept

concessions abandonnées. — Galerie Jean-Claude Biedel, 11 rue Guénange (286-20-50). — Jusqu'au 24 mars.

CHARLES BOUJOT Gravure. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 5 mars.

SHIVA-LINGAM Art tantique. — L'Enseigne du cercueil, 94, rue Rambuteau (286-32-29). — Jusqu'au 10 mars.

GALERIES

L'Observateur illustré. — Brotcher, Copi, Deschamps, A. Fransois, Folon, Wizé — Galerie Nouvel Observateur-Delpire, 13, rue de l'Abbaye (286-51-10). — Sauf dim. et lundi de 12 h à 18 h. Entrée : 5 F. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 15 mai.

LA DESCENTE DE CROIX Groupe sculpté italien du treizième siècle. — Musée du Louvre, entrée pour Jardin (voir ci-dessus). Jusqu'au 4 septembre.

GENEVIEVE ASSE L'œuvre complète gravée — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 mars.

LES SINGULIERS DE L'ART — Au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 mars.

LES 5 SIECLES D'AFFICHES

— Musée de la Ville de Paris (287-50-04). — Sauf mardi de 12 h à 18 h. Entrée : 5 F. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 26 mars.

COLLECTION THYSSEN-BORNEMISZA — Musée national. — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

MARINO MARINI L'œuvre gravé. — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

LES SINGULIERS DE L'ART — Au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 mars.

SUCRE D'ART Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Entrée : 6 F. Jusqu'au 17 avril.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). — Sauf mardi de 12 h à 18 h. Entrée : 5 F. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST PAUL LOUIS WEILLER Sculptures. — Galerie Jean-Pierre Biedel, 18 rue de la Paix (286-19-03). — Jusqu'au 12 mars.

TOULOUSE MIRTOZ DES BOIS — Hôtel de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Entrée : 5 F. Jusqu'au 26 mars.

PIERRE D'ORTOST

DES SPECTACLES

Cinema

(*) Films interdits aux moins de dix ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAUDET (704-24-24) MERCREDI 22 FEVRIER
15 h. : Capitaine des forces aériennes, de W. Berlin, 18^e (1938-40).
Caravane, de D. Daves : 20 h. 30 et 21 h. 30. Regards sur le jeune cinéma français, de J. J. Jarry et P. Miller, de P. Pilard : 22 h. 30 : le Grand Sabor-dage de Périgueux.

JEUDI 23
15 h. : Mabuse le joueur : 18 h. 30 : Aventurier du Texas, de B. Bechtler : 20 h. 30 et 22 h. 30. Regards sur le jeune cinéma français, de J. J. Jarry et P. Miller : 22 h. 30 : Débuts, débuts d'artistes : 22 h. 30 : A. Constant, d'A. Lachaud.

VENDREDI 24
15 h. : Faissé de R. Rossellini : 15 h. 30 : L'amour d'une femme, de M. Antonioni : 20 h. 30 et 22 h. 30. Regards sur le jeune cinéma français : 20 h. 30. Regards sur le cinéma français : 20 h. 30 : Véronique, l'été de C. Guilmant : 22 h. 30. La Véronique est morte : 22 h. 30 : Dien-Bien-Phu, de Kenjiro, de La Couture, Devillers.

SAMEDI 25
15 h. : La Vie privée de Van Gogh : 18 h. 30 : L'aventure de M. Antonioni : 20 h. 30 et 22 h. 30. Regards sur le jeune cinéma français : 20 h. 30. Regards sur le cinéma français : 20 h. 30 : La meilleure façon de marcher de C. Miller.

DIMANCHE 26
15 h. : Mordillat et N. H. Pechalat : 18 h. 30 : R. Stolz, 1^e (1938-40). Logon : 20 h. 30 et 22 h. 30. Regards sur le jeune cinéma français : 20 h. 30. L'ameuse, de D. Dugowson : 22 h. 30 : L'Amour d'Y. Moreau.

LUNDI 27
15 h. : Le cinéma et le théâtre, 15 h. : les Nouveaux Meilleurs, de J. Feyder : 15 h. 30 : L'Algérien, de V. Tourjansky : 20 h. 30 : Jean de la Lune, de M. Agnès : 20 h. 30 : Les Amants de Vérone, d'Y. Ceyzat.

Les exclusivités

YAMANT DE POCHE (Fr.) (**) : Mordillat, 1^e (1938-40-2) : U.G.C. Danton, 6^e (223-25-27) ; Georges-V, 6^e (223-41-49) ; Blarritz, 8^e (723-89-23) ; Gaumont - Convention, 15^e (828-89-23) ; Gaumont - Convention, 15^e (828-75-23) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (797-72-74).

YAMI AMÉRICAIN (All. v.o.) (**) : R. Stolz, 1^e (1938-40-2) : R. Stolz, 1^e (1938-40-2) ; P.L.M.-St-Jacques, 1^e (734-42-96).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Chef, 5^e (327-90-90).

ANGELA DÉS L'ENCHAINEMENT (Fr.)

L'ACTUALITÉ DU THERMALISME

Les cures sont aussi de la vraie médecine...

LES cures thermales ont longtemps fait l'objet, parmi les médecins, d'un engouement passionné ou d'un aimable scepticisme. Cette période est-elle révolue ? Dans une certaine mesure, oui, car les connaissances médicales relatives aux bienfaits des cures, d'empiriques qu'elles étaient, se sont depuis quelques années plus scientifiques et plus techniques.

D'autre part, le goût que manifestent les patients à l'égard des cures ne s'est jamais démenti, bien au contraire : la « population » des curistes croît régulièrement. Elle est ainsi passée pour la France, de quatre cent soixante-dix mille à cinq cent trente mille entre 1974 et 1976. Même si cet effectif reste inférieur à celui de certains pays étrangers (Allemagne, Italie, Tchécoslovaquie, URSS, notamment), il tend à confirmer que les progrès de la médecine technicienne ne nuisent pas à ceux d'une pratique plus empirique et peut-être plus humaine, bien au contraire.

Les pouvoirs publics rejoignent d'ailleurs l'intérêt que manifestent les patients : Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la sécurité sociale, a ainsi annoncé, devant l'Assemblée thermale et climatique française que l'Etat aiderait davantage, à l'avenir, le thermalisme. Cette aide s'est élevée, entre 1974 et 1976, à 35 millions de francs, la Sécurité sociale ayant pour sa part consacré 330 millions de francs au thermalisme pour la seule année 1976.

L'intérêt thérapeutique des cures qu'évoque le ministre de la santé, comment les médecins, pour leur part, l'envisagent-ils ? Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée des délégués de la Fédération internationale du thermalisme et du climatisme, à l'automne dernier, le professeur

Claude Laroche (hôpital Cochin) évoque trois types d'indications :

— *Cures à visée préventive.* Il est souvent difficile de distinguer, en médecine, l'aspect préventif du but thérapeutique, surtout lorsqu'il s'agit d'affections longues et évolutives, dont on peut espérer éviter des rechutes. Mais, indique le professeur Laroche, « le progrès et l'extension des techniques automatisées de dépistage clinique, d'exploration biologique et fonctionnelle devraient logiquement faire augmenter le nombre des cures thermales de ce type ».

Précieux adjoint

En effet, la détection précoce d'un risque évolutif peut orienter le médecin vers le choix d'une thérapeutique « douce », telle qu'une cure thermale, dont le but ne sera autre que d'éviter une évolution fâcheuse. Citons en ce sens les cures prescrites pour enrayer certaines affections du colon. Traitées à temps, ces affections pourront éviter la voie de la chronicisation, des lésions irréversibles. Il en va de même pour certaines insuffisances respiratoires, rénales, circulatoires, qui, prises à un stade précoce, peuvent éviter d'évoluer vers un stade invalidant.

Chez les patients âgés, la visite tout à la fois préventive et curative des cures thermales présente un intérêt particulier. « Chez des sujets âgés porteurs, notamment, écrit le professeur Laroche, d'arthrose des hanches et des genoux, la cure thermale ne devrait pas être considérée comme le « traitement de la dernière chance » après échec des autres thérapeutiques, mais mérite au contraire d'être appliquée dès le dépistage de ces lésions ; cela au sein d'un plan d'ensemble tendant à calmer les

UN SILENCE INJUSTIFIÉ

Bien peu de notions relatives au thermalisme sont enseignées dans les facultés de médecine françaises. Comment justifier ce silence que les médecins praticiens s'expliquent d'autant plus mal que la demande « des patients à l'égard des cures thermales ne se démentit pas, bien au contraire ? Nul ne le sait...

Toujours est-il que la composition des eaux thermales a été étudiée et qu'elles est aujourd'hui généralement bien connue. D'ailleurs la dénomination « eaux thermales » ne s'applique qu'à des eaux reconnues comme thérapeutiques par

l'Académie de médecine. Elles se rangent sous de nombreuses catégories : certaines sont faiblement minéralisées, mais riches en oligo-éléments, par exemple, ou légèrement radio-actives.

D'autres, au contraire, sont fortement chargées en sels minéraux (sodium, calcium, magnésium, sulfate), certaines d'ailleurs sont bicarbonatées, sulfatées ou encore mixtes, chargées de nombreux éléments.

D'autres enfin, qui ne sont pas les moins utilisées, ont des vertus supposées analgésiques, par leurs propriétés diurétiques notamment. Une diurétique sans danger, la chose est à signaler !

douleurs, à prévenir les retractions tendineuses, à restaurer la force musculaire et plus généralement à mobiliser et à stimuler les ressources fonctionnelles des vieillards. »

— *Cures prescrites pour lutter contre une maladie chronique.*

Elles sont, dans cette hypothèse, destinées à lutter contre l'évolution de la maladie, et à espacer les crises. Mais elles sont indiquées que lorsque les autres médicaments (chirurgie, traitement médicamenteux) ont atteint leur plein effet. Le meilleur exemple de ce type d'indication est fourni par les maladies rhumatismales. Ce sont d'ailleurs les affections arthrosiques qui motivent chaque année, le plus grand nombre de cures thermales. La cure permet notamment, en effet, de diminuer les contractures musculaires par des bains en piscine thermale, de réchauffer les muscles. Au total, l'eau thermale agit ici contre la douleur, contre les spasmes, bien plus que sur l'origine du rhumatisme inflammatoire, au demeurant fort peu connue.

De même, dans l'asthme et dans bon nombre d'affections de l'eau minérale, en fonction des éléments qui l'enrichissent, les cures jouent le rôle d'un précieux adjoint, d'autant que l'éloignement du milieu habituel de vie présente souvent d'appréciables avantages lorsque la racine du mal est largement psychosomatique (comme c'est le cas dans l'asthme, le tabagisme).

— *Cures prescrites à la suite d'un traumatisme, d'une intervention chirurgicale ou d'une maladie aiguë.*

Il s'agit ici d'éviter des évolutions invalidantes, par exemple l'ostéométrie conséquent aux phlébites, la surdité qui peuvent provoquer certaines otites, des ankyloses induites par certaines opérations, etc. La cure, une fois encore, ne s'inscrit dans le « protocole » de soins qu'à titre complémentaire, mais ce complément peut être capital, surtout si le malade ne dispose pas, dans son milieu d'origine, des moyens d'assurer les suites d'un traitement lourd. Un exemple : le

— *As cours de la saison 1977 un peu plus de 100 000 curistes ont fréquenté les stations françaises ce qui correspond approximativement à 1 % de la population... Compétitivement en effet : 6 % en Hongrie, 5 % en Tchécoslovaquie, 3 % en Pologne, 2,5 % en Allemagne fédérale, 2 % en Italie.*

En ce qui concerne la France, on peut dire qu'environ 80 % des cures ont été pris en charge par les divers régimes de sécurité sociale.

traitement thermal des brûlures est fort utile, passée la phase aiguë, pour hâter la cicatrisation des plaies et leur assouplissement. Il se pratique, par exemple, à Saint-Gervais.

En total, comme le rappelle le Dr François Besancenot, les médecins ne doivent pas oublier que les cures thermales sont aussi de « vraie » médecine. Et les malades que, là comme ailleurs, l'auto-médication est périlleuse.

CLAUDE BRISSET.

LEXIQUE

THERMALISME

Science qui a pour but d'utiliser les propriétés variées de l'eau minérale, en fonction des éléments qui l'enrichissent et des actions thérapeutiques qui sont indiquées que lorsque les autres médicaments (chirurgie, traitement médicamenteux) ont atteint leur plein effet. Le meilleur exemple de ce type d'indication est fourni par les maladies rhumatismales. Ce sont d'ailleurs les affections arthrosiques qui motivent chaque année, le plus grand nombre de cures thermales. La cure permet notamment, en effet, de diminuer les contractures musculaires par des bains en piscine thermale, de réchauffer les muscles. Au total, l'eau thermale agit ici contre la douleur, contre les spasmes, bien plus que sur l'origine du rhumatisme inflammatoire, au demeurant fort peu connue.

De même, dans l'asthme et dans bon nombre d'affections de l'eau minérale, en fonction des éléments qui l'enrichissent, les cures jouent le rôle d'un précieux adjoint, d'autant que l'éloignement du milieu habituel de vie présente souvent d'appréciables avantages lorsque la racine du mal est largement psychosomatique (comme c'est le cas dans l'asthme, le tabagisme).

— *CURE THERMALE.*

Ensemble complexe de moyens de traitement mis en œuvre pendant le séjour dans la station.

CURE INTERNE.

Ingestion d'eau aux sources.

CURE EXTERNE.

Application de l'eau thermale en charges de ses dérivés (gaz, aigues, boues, vapeurs) au contact de la peau ou des muqueuses. Par extension, utilisation des massages, sauna, techniques de rééducation, gymnastique assistée ou non.

STATION CLASSEÉE.

Qualification officielle accordée par le ministère de la santé. Le « classement » garantit l'existence de sources d'eau minérale autorisées et exploitées régulièrement, de moyens d'hébergement suffisants, la présence d'un corps médical et pharmaceutique qualifié, des voies et moyens d'accès convenables et un équipement sanitaire suffisant (réseau d'assainissement notamment).

Le plafond de ressources : un obstacle insurmontable

Si la cure thermale garde sa pleine efficacité dans la lutte contre certaines affections chroniques, elle voit l'autorisation notamment dans la thérapie des maladies dites « de civilisation », fruit d'un environnement toujours plus agressif pour l'homme », indiquait, au mois de septembre 1977, Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la sécurité sociale.

Le rapport de la C.N.R.C. (1) cite les recherches effectuées par la caisse de la région Nord, recherches dont les conclusions se passent aisément de commentaire : absence réduite de 12 à 57 % suivant la nature des affections ; réduction de 35 % de la consommation pharmaceutique sur la période de pré-cure !

Ces observations devaient être corroborées par les travaux poursuivis par le comité médical de la région de Bordeaux et présentés en septembre dernier au ministère de la santé, devant les délégués de la fédération internationale du thermalisme. Devrait-on pouvoir en déduire que le thermalisme en France est largement soutenu, et que son développement — aidé et soutenu par toutes les autorités — s'accélère d'année en année ? Non, car, malgré toutes les dernières mesures adoptées (en 1976) ont pour effet de réduire le nombre de cures prises en charge en 1977 et, si elles ne sont pas rapportées, menacent sérieusement l'évolution des stations en 1978.

En effet, l'arrêté du 6 novembre 1976 a créé un plafond de ressources (30 000 F par an pour un établissement) et par conséquent un véritable touchant au troisième mois, à peine plus que le SMIC — arbitrairement fixé en dehors du plafond normal de cotisation — réservé au seul thermalisme, qui ferme donc du bénéfice du remboursement des frais de transport et d'hébergement une forte proportion d'ayants droit.

Cette mesure constitue pour les candidats curistes un véritable obstacle : les enquêtes statistiques de l'U.C.A.N.S.S. (3) (octobre 77) attribue au thermalisme 0,34 % seulement des prestations servies au titre de l'assurance-maladie.

Pourtant, les effets des cures sont bénéfiques pour tous, y compris la collectivité : les enquêtes statistiques d'assurance maladie aboutissent toutes aux mêmes conclusions, que l'on peut résumer de la sorte : la cure thermale réduit l'absentéisme au travail.

Les conséquences de cet arrêté ne se sont pas fait attendre, et le nombre de prises en charge enregistrées en 1977 a fléchi, malgré l'inquiétude parmi les malades privés de leur traitement et parmi les responsables des stations, socialement désarmés face à des problèmes insolubles d'ancorissage et de maintien de l'emploi.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

(Lire la suite page 25.)

HAUTEVILLE-LOMPNES

Station climatique de moyenne altitude (850 m) Etablissements nombreux et très diversifiés dans leurs utilisations médicales. Climat de moyen plateau exempt de toute pollution.

COMITÉ DES ÉTABLISSEMENTS D'HAUTEVILLE
rue des Fontaines
63120 HAUTEVILLE

RHUMATISANTS !

UNE CURE THERMALE PEUT VOUS SOULAGER !

Une documentation vous sera adressée

GRATUITEMENT

en envoi en ce bon

ou SYNDICAT D'INITIATIVE
77140 Bourbon-Lancy

Indiquez ici :

Votre nom

Adresse

et si vous le désirez, la nom et l'adresse de votre médecin

santé et loisirs à vichy



station ouverte toute l'année

OFFICE DE TOURISME

VICHY

Tél. (70) 98.71.94

ABANO

LES CURES THERMALES
LES PLUS EFFICACES DU MONDE
A 45 KM DE VENISE

Rhumatismes - Arthrose - Séquelles de fractures

CURES, SOINS ET PISCINES DANS TOUS LES HOTELS

EDEN - ERMITAGE BEL AIR - EUROPA - GRAND TORINO - IGEA
SUISSE - INTERNATIONALE - ITALIA - PATRIA - PLAZZA - QUISIANA - ROMA - SALVAGNINI - SANAT - TRIESTE - VICTORIA - VILLA PACE

FORFAIT 14 JOURS : SÉJOUR ET CURE

sans transport à partir de : 1.915 F
avec S.N.C.F. à partir de : 2.240 F
avec AVION à partir de : 2.670 F

CENTRE de RÉSERVATION : ABANO TERME

4, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS — Téléphone : 296-04-47

Du Touquet, Louison Bobet vous informe :

«Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin des richesses vitales de la mer pour retrouver le tonus perdu, soigner nos rhumatismes, aider notre organisme à éliminer les kilos superflus...»

Voilà pourquoi vous devez en savoir plus sur les bienfaits de la Thalassothérapie et ses indications, l'Institut Louison Bobet du Touquet et ses cures spécifiques sous contrôle médical, les tarifs et les possibilités d'hébergement, en particulier à l'Hôtel Thalamer (Châne Novotel), en vous faisant envoyer gracieusement le "Petit Livre Bleu de la Thalassothérapie".

Le Thalamer
Le hôtel de la mer

Le Touquet

Les bienfaits escomptés de la crénothérapie

POUR mieux apprécier les bienfaits que l'on est en droit d'attendre de la crénothérapie (1), il convient de se situer dans l'évolution générale de la médecine. Or quels sont les faits majeurs de l'évolution médicale au cours de ces dernières décennies ?

Nous venons de vivre, pendant vingt ans, de 1945 à 1965, l'âge d'or de la chimiothérapie : chacun peut en mesurer les bienfaits. L'antibiothérapie a transformé la condition humaine au regard des maladies infectieuses. Ce n'est pas en contester les mérites que d'en constater les limites : abus médicamenteux, résistance accrue de certains germes aux antibiotiques, effets indésirables très marqués de certaines chimiothérapies au long cours. Or la crénothérapie offre dans de nombreux cas une thérapie-relais permettant le sevrage de certains médicaments, ainsi qu'un traitement de certains accidents de la chimiothérapie. Elle permet de réduire la consommation médicamenteuse, dans une proportion de 25 % d'après une statistique récente. Elle accroît l'efficacité des médicaments auxquels elle est associée. Loin de se contredire, chimiothérapie et crénothérapie sont complémentaires.

Il en va de même de la chirurgie. La crénothérapie constitue une excellente préparation à certaines interventions chirurgicales. On peut en donner pour exemple la préparation aux tympanoplasties par insufflation de gaz thermaux sulfurés. Elle représente aussi le meilleur traitement des suites de certaines interventions digestives, ostéoparticulaires ou oto-rhino-laryngologiques.

Associée à la rééducation fonctionnelle, motrice, respiratoire ou

par le docteur
RENE FLURIN (2)

vocale, elle permet d'en obtenir rapidement un bénéfice accru, conduisant à une reprise plus rapide de l'activité professionnelle, retardant l'invalidité chez le sujet âgé. Elle constitue une thérapie de réhabilitation, appliquée sur un sujet au repos.

Un certain nombre d'eaux thermales sont des médications dont l'activité est confirmée par des preuves cliniques et expérimentales, et qui sont spécifiques d'effets pathologiques définis : eaux sulfureuses, bicarbonatées, chlorurées, sulfatées, arsenicales...

Le développement de l'immunologie médicale a rénové la vieille notion de terrain, de prédisposition. L'allergie, notamment, a vu sa fréquence s'accroître au cours de ces dernières années. Or la crénothérapie offre des ressources thérapeutiques précieuses dans le traitement de l'ond des maladies allergiques. Elle diminue la réceptivité des tissus vis-à-vis des agents d'agression, en accroît la résistance, en restaurant les structures. Là encore, elle est complémentaire des autres thérapies à visée immunologique (vaccinothérapie, désensibilisation), dont elle prépare et complète l'action. La crénothérapie, en tant que traitement du terrain, des prédispositions, trouve à cet égard un regain d'actualité.

La médecine contemporaine prend une conscience de plus en plus vive de la place qu'il convient d'accorder à la prévention dans les programmes de santé : dépistage et traitements prédispositions, trouve à cet égard un regain d'actualité.

La médecine contemporaine prend une conscience de plus en plus vive de la place qu'il convient d'accorder à la prévention dans les programmes de santé : dépistage et traitements prédispositions, trouve à cet égard un regain d'actualité.

ment précoce des maladies, hygiène, amélioration de l'environnement, éducation de la santé.

L'apport que l'on est en droit d'attendre de la crénothérapie est, à cet égard, considérable. Le traitement thermal précoce de certaines affections permet d'en prévenir les séquelles définitives. Il en est ainsi du traitement thermal des grande brûlés, des suites de phlébite, de certaines otites séro-muqueuses. On évitera, grâce à la crénothérapie, cicatrices réfractaires, séquelles trophiques des jambes, surdités définitives. Les cures thermales réalisent alors une prévention des séquelles, des réchutes, des complications de nombreuses affections. Le développement des investigations précliniques devrait permettre à l'avenir le dépistage plus fréquent des sujets à haut risque, et l'on pourra y appliquer une crénothérapie élective, au stade pré-clinique de leur affection.

Les stations thermales constituent par ailleurs des lieux privilégiés pour l'éducation de la santé. Pendant leur séjour thermal, les malades sont en effet disponibles, disposées à se soigner, libérées des contraintes de la vie quotidienne, dans une ambiance favorable où tout est conçu et organisé en vue de leur santé. Peut-on trouver de meilleures conditions pour réaliser avec succès, par exemple, une désintoxication tabagique, la mise en œuvre d'une diététique appropriée, une éducation de l'hygiène articulaire ? Les consultations médicales régulières et répétées auprès du médecin thermaliste permettent à la fois de personnaliser cette éducation de la santé et d'effectuer le dépistage de certaines affections à leur début, chaque malade disposant de temps pour se soigner.

* Président du Syndicat national des médecins des stations thermales.

(PUBLICITE)

CURE THERMALE 1978

Elle sera plus efficace et plus agréable si elle est doublée d'une cure de détente et de soi.

De l'OCEAN à la MEDITERRANEE, choisissez les stations de détente de la Chaine Thermale du Soleil.

GREOUX-LES-BAINS (P.-A.), en Haute-Provence. Thermes troglodytiques gallo-romains (équipés à neutre). RHUMATISMES, artères, artères, trismologie, rééducation. VOIES RESPIRATOIRES. O.R.L. Ouvert pendant l'été.

AMELIE-LES-BAINS (P.-O.). Roussillon. VOIES RESPIRATOIRES. O.R.L. RHUMATISMES, artères, artères, rééducation. Thermes neutres. Ouverture permanente.

MOLITG-LES-BAINS (P.-O.), en Roussillon. PEAU, VOIES RESPIRATOIRES, rhumatismes, obésité. Thermes neutres. Ouverture 1^{er} avril.

BARBATAN - LES - THERMES (Gers), en Armagnac. Station de la JAMBÉ MALADE. CIRCULATION VEINEUSE, phlébités, varices, hémorroides, RHUMATISMES, artères, artères, trismologie, rééducation. Thermes rénovés. Ouverture 1^{er} avril.

EUGENIE-LES-BAINS (Landes), 1^{er} "Village minceur" de France : OBESITE, RHUMATISMES, rééducation, calicabiose, reins, voies digestives et urinaires. Thermes neutres. Ouverture 1^{er} avril.

Saint-CHRISTAU (P.-A.), Haute-Béarn. Eaux ferrugineuses uniques, en Europe. BOUCHE, MUCOSES, dermatologie. Thermes neutres. Ouverture 1^{er} avril.

CAMBO-LES-BAINS (P.-A.), Pays basque. RHUMATISMES, artères, artères, artères, rééducation. VOIES RESPIRATOIRES. O.R.L. Thermes rénovés. Ouverture 1^{er} avril.

ASSURES SOCIAUX, présentez votre demande de prise en charge dans les délais réglementaires.

Documentation gratuite (hébergement et cure) : SOCIETE THERMALE de chaque station précisée et à Paris (2^{er}) MAISON DU THERMALISME, 32, av. de l'Opéra. Tel. 07.67.91.1.

DAX (Landes)

COMPLEXE THERMAL ET HOTELIER THERMES - ADOUR

Ouvert toute l'année

OUVERTURES CETTE SAISON AU GRAND HOTEL THERMES NN, d'un établissement thermal privé avec piscine.

Le REGINA*** NN, Le REGINA*** NN, Le REGINA*** NN, Le TARBES*** NN.

Le NOTRE-DAME*** NN, reliés ou liaison assurée avec Etablissement thermal.

400 chambres, suites ou studios

Serris : THERMES-ADOUR

Tel. (58) 74-24-58. Bd des Sports, 40100 DAX - B.P. 28

LE BOULOU

LA STATION DU FOIE ET DE LA VESICULE BILIAIRE

AGREE PAR LA SECURITE SOCIALE

A 16 MINUTES DE LA MER

Troubles hépato-vésiculaires.

Migraines - Allergies digestives.

HOTEL DES SOURCES *** NN

HOTEL DU GRILLON D'OR *** NN

HOTEL DU CANIGOU * NN

Renseignements : Société des Eaux du BOULOU et S.I. du Boulot 66160

Thermes de Montecatini (Italie)

HOTEL DU PARC ET REGINA Tél. 79232

Première catégorie. Accès direct aux principaux établissements thermaux. Ambiance très chaleureuse. Diététique sur demande. Appartements et chambres avec salle de bains, téléphone, terrasse. American bar. Park privé. Piscine chauffée. Grand parking. Sauna, gymnasium, salle de massages.

Un jour de pension complète gratuite pour les réservations faites en joignant la présente annonce.

Stgervais les bains

au pied du Mont Blanc

allergies de la peau

voies respiratoires

supérieures - séquelles

électrochirurgie des cordes vocales - acte chirurgical

soins de la peau - ostéopathie

Établissements Thermaux de France

Conseil National des Etablissements Thermaux de France
10, rue Clément-Mandet - 75008 PARIS - Tél. 225.87.16



SUD-OUEST - PYRÉNÉES - LANGUEDOC

SUD-EST - RHÔNE-ALPES - PROVENCE

CENTRE - AUVERGNE

EST - VOSGES - JURA

NORMANDIE

PARISIENNE

DIVERS

TOUS CES ÉTABLISSEMENTS
SONT AGÉS DE 2000 ANS
PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE

INDICATIONS

* CIRCULATION	
* VOIES DIGESTIVES	*
○ NUTRITION	*
● RHUMATISMES	*
◊ VOIES RESPIRATOIRES	*
* REINS - VOIES URINAIRES	*
✗ DERMATOSES	*
■ SYSTÈME NERVEUX	*
■ GYNECO. PHLEBOLOGIE	*

AIX-LES-BAINS (Savoie)	
Siège du Comité National du Thermalisme	
CENTRE MONDIAL DE TRAITEMENT DU RHUMATISME	
THEATRUM NATIONALUM - Tél. 77.56.35.50	
73100 AIX-LES-BAINS	

ALLEVARD	
(Isère)	Baignade de l'Orne
NEZ - GORGE	
OREILLES	
BRONCHES	
17 Mai - 24 Septembre	En Normandie 8 à 200 km de Paris SANTÉ DE VOS VENES BEAUTE DE VOS JAMBES

En Provence...	
AIX-EN-PROVENCE - circulation veineuse	Tél. 04.26.01.18
CAMOINS-LES-BAINS (Vaucluse)	Tél. 04.26.00.32
LE MONT-DORE AUVERGNE	VOIES RESPIRATOIRES - RHUMATISMES
17 Mai - 24 Septembre	

LE MONT-DORE	
AUVERGNE	
VOIES RESPIRATOIRES - RHUMATISMES	
17 Mai - 24 Septembre	

LA ROCHE-POSAY	
86 - Vienne	
CAPITALE EUROPÉENNE DE LA PEAU	
ECZEMAS - PSORIASIS - ACNÉS - SÉQUELLES DE BRULURES	
à 3 heures de Paris, aux confins de Touraine et Poitou	OUverte toute l'année

Saint-HONORÉ LES BAINS	
NEVRE	
VOIES RESPIRATOIRES	
RHUMATISMES	
ALLIER	

BOURBON L'ARCHAMBAULT	
RHUMATISMES	
LANDES	
ALLIER	

PRECHACO LES BAINS	
AUVERGNE	
RHUMATISMES	
LANDES	

Luchon	
2 MAI - 20 OCTOBRE	ÉTABLISSEMENT THERMAL
OUVERTURE : 3 AVRIL	
OUVERTURE : 10 km de Gérone	
OUVERTURE : 10 km de Gérone	

ROYAT	
TRAITEMENT de l'artérite.	
Une indication spécifique.	
Une méthode originale.	
Des effets contrôlés	

URIAGE	
PSORIASIS et DERMATOSSES	
RHUMATISMES et ARTHROSSES	
VOIES RESPIRATOIRES	
Réin. E.T.U. Uriage - 38450	

Vittel	
NOUVEL ÉTABLISSEMENT THERMAL	
OUVERTURE : 10 km de Gérone	
OUVERTURE : 10 km de Gérone	
REINS - FOIE - NUTRITION	

CARNET

LETTRES

Mariages

Mme Louis LE JEAN,
M. et Mme Francis KARRELET,
sont heureux de faire part du
mariage de leurs enfants.
Sylvie et Laurent,
qui sera célébré à Cœuvres, le
16 mars 1978, au Château de Cœuvres, 02200.
16, boulevard Gouzon-Saint-Cyr,
75017 Paris.

Décès

On nous prie d'annoncer le
décès de :
M. Daniel AIMÉ,
principal honoraire de lycée,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu le 10 février à Anthony
(Isère), dans sa quatre-vingt-
unième année.

Les obsèques ont eu lieu à Annecy
le 15 février.

Le deuil sera tenu au lieu le même
jour à Hyères (Var) dans l'intimité.

En la partie de :
Mme Daniel Aimé, son épouse,
Mme Jean et Maurice Aimé, ses
enfants.

Collège des Bougières,
53400 Hyères.

M. et Mme Jacques Bonis,
Docteur et Mme Alain Bonis,
Docteur et Mme Henri Bonis,
M. et Mme Claude Bonis,
M. et Mme André Bonis,
M. et Mme Pierre Monchel,
M. et Mme Bernard Durup de
Buisson.

M. et Mme Pierre Lartigue,
ses petits-enfants,
Mme Marguerite Biraben,
ses sœurs.

Des parents et nièces.

En la partie du décès de :
Mme Paul BONIS,
survenu le 18 février 1978 à Paris.
Elle a été inhumée à Belvès (Dordogne) le 20 février dans la tombe
de sa famille après la cérémonie reli-
gieuse à l'église.

Mme Pierre BUCHOUX,
le Lieutenant Gérard Buchoux,
Colette et Bernard,
Mme Alexandre Buchoux,
Le capitaine André Bertrand
Buchoux et leurs enfants.

Le commandant et Mme Michel
Buchoux et leurs enfants.

M. et Mme Maurice Gaillard,
M. et Mme Solange et Antoinette

Georges Gaillard,
Sœur Jeanne-Marie, carmélite

M. et Mme Jean Gaillard et leurs

enfants, dont la douleur de faire part du

décès de :
colonel Pierre BUCHOUX,
commandeur de la Légion d'honneur,

leur époux, père, fils, frère, beau-
frère et oncle, rappelé à Dieu le
20 février 1978.

Le deuil sera célébré au lieu le

22 février à 14 heures, en l'église
Saint-Justin de Levallou - Perret

(Haute-Savoie).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Mme Hubert du CHEYRON de
Beaumont et Mme Jean-Pierre du
Cheyron de Beaumont, leurs enfants
Philippe et Laurence, leur fils et leur
fille.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée en l'église de Saint-Philippe-du-
Bois, 154, rue du Panbourg-Saint-
Honore, Paris (75), le Jeudi 23 février,
14 h. 45.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'in-
timité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue du Panbourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.

M. et Mme Willy Scheiff-
landet, Mme Nathalie, Bertrand,
M. André Navarro et Sylvie.

Les familles Claudet, Jotot, Orfali,
Maurer, Girod, Pétignet,

Les familles parentes et alliées,

les amis et connaissances, dont la

douleur de faire part du

décès de :
M. Fernand CLAUDET, an-
cien député du Doubs,

avenue Garches, le 19 février 1978,

à 14 h. 45.

Les obsèques seront célébrées ven-
redi 24 février 1978, à 10 h. 30, en

église de La Blavière (Doubs).

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue de Villeneuve,
92380 Garches.

La Rivière, 25368 France.

(Née le 10 juillet 1906 à La Rivière

(Ardèche), Fernand Claudet, industriel, qui

en 1929, avait épousé dès le

premier tour de scrutin, le 26 avril 1936,

le député et industriel André

Leprêtre, député et industriel

de la commission des travaux publics,

le président du Syndicat des

industriels, s'installa au Parlement le

Meilleur de la forêt française. Le

7 juillet 1940, au congrès de Vichy,

Fernand Claudet avait fait l'avis de

son père au congrès demandé par

le maréchal Pétain. Depuis lors, il vivait

loin de la politique.)

Mme Fernand Claudet,

M. et Mme André Bourguignon et

leurs enfants,

M. et Mme Jean Guillaume,

François et alies,

Le douleur de faire part de

M. Fernand GUILLAUME,

ingénieur des mines et retraité,

mais lequel a été admis à la retraite.

Les obsèques ont eu lieu le ven-
redi 17 février 1978, en l'église de

l'Assomption à Avignon.

inhumation au cimetière du caron de

la Saine-Saint-Etienne-du-Gard,

38 bis boulevard Sint-Eustache,

84000 Avignon.

Mme Liliane Hernandez et ses
enfants, et leur conjointe, ont le plaisir de faire part du décès de

Mme Charles KALEKA,

survenu à Lyon, le 10 février 1978.

M. Gérard Kalika, son fils,

Olivier, et Fabrice Kalika, ses

petits-enfants,

M. et Mme Henri Kalika et leurs

enfants,

M. et Mme Lucien Grodner et leurs

enfants, dont la douleur de faire part du

décès de :
Mme venne Charles KALEKA,

née Jeanne Curdin,

survenu à Lyon, le 10 février 1978,

dans sa soixante-dix-huitième année.

l'inhumation a eu lieu le 15 fé-
vrier, à Lyon, à la cérémonie intime,

au cimetière de Canebière.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le

décès de :
M. Philippe LAUCLADE,

vice-président d'Escomat Europe Inc,

survenu à Bruxelles le 10 février,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Mme Lablaude, son épouse,

Valérie et Xavier, ses enfants,

Mme Marilou Lablaude, sa mère,

M. et Mme Jean Lablaude, ses

beau-frère et belle-sœur,

César, Antoine et Isabelle, ses

nouvelles.

Il tient lieu de faire-part.

On a le plaisir de rappeler à

Mme Guy LAPCHIN,

née Louis Tételin,

survenu à Boulaire le 10 février 1978,

dans sa soixante-huitième année.

Les funérailles seront célébrées le

vendredi 24 février 1978, à 10 h. 30,

à l'église de Canebière.

La cérémonie religieuse aura lieu

en l'église d'Usson-en-Sologne (45),

le vendredi 24 février, à 11 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Il y a plus au Seigneur de rappeler à

Lui

Mme Pierre BUCHOUX,

le Lieutenant Gérard Buchoux,

Colette et Bernard,

Mme Alexandre Buchoux,

Le capitaine André Bertrand

Buchoux et leurs enfants.

M. et Mme Maurice Gaillard,

M. et Mme Solange et Antoinette

Georges Gaillard,

Sœur Jeanne-Marie, carmélite

M. et Mme Jean Gaillard et leurs

enfants, dont la douleur de faire part du

décès de :
colonel Pierre BUCHOUX,

commandeur de la Légion d'honneur,

leur époux, père, fils, frère, beau-
frère et oncle, rappelé à Dieu le

20 février 1978.

Le deuil sera célébré au lieu le

22 février à 14 heures, en l'église
Saint-Justin de Levallou - Perret

(Haute-Savoie).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Il y a plus au Seigneur de rappeler à

Lui

Mme Pierre BUCHOUX,

le Lieutenant Gérard Buchoux,

Colette et Bernard,

Mme Alexandre Buchoux,

Le capitaine André Bertrand

Buchoux et leurs enfants.

M. et Mme Maurice Gaillard,

M. et Mme Solange et Antoinette

Georges Gaillard,

Sœur Jeanne-Marie, carmélite

M. et Mme Jean Gaillard et leurs

enfants, dont la douleur de faire part du

décès de :
M. Fernand CLAUDET, an-

cien député du Doubs,

avenue Garches, 25368 France.

(Née le 10 juillet 1906 à La Rivière

(Ardèche), Fernand Claudet, industriel, qui

en 1929, avait épousé dès le

premier tour de scrutin, le 26 avril 1936

économie

ÉNERGIE

Le Commissariat à l'énergie solaire aura essentiellement une mission de coordination

Le conseil des ministres de ce mercredi 22 février devait décider la création d'un Commissariat à l'énergie solaire, dont le principe avait été annoncé par le président de la République dans une interview qu'il avait accordée au « Monde » (« Le Monde » du 28 janvier).

M. Monory, ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, devait soumettre à la discussion les grandes lignes d'un projet de texte instituant ce commissariat. Etablissement public, scientifique et technique, à caractère industriel et commercial, ce nouvel organisme sera placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat. Il pourra bénéficier de certains moyens propres, peut-être, par exemple, la centrale solaire Thémis, de Targassonne (Pyrénées-Orientales), et le Centre d'expérimentation photovoltaïque de

Valbonne (Alpes-Maritimes), dont la création a été récemment décidée (« Le Monde » du 27 janvier).

Ce commissariat travaillera également par le biais de laboratoires existant déjà au sein d'organismes publics ou d'entreprises privées qui lui seraient associés. Il sera pourvu d'un conseil d'administration où siégeront notamment des responsables de haut niveau venant d'organismes comme le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), l'E.D.F., et le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), ainsi que des représentants de l'industrie privée.

La création de ce Commissariat à l'énergie solaire entraînera, à terme, la disparition de la délégation aux énergies nouvelles créée en 1974 et dirigée par M. Jean-Claude Coll.

Voilà des années que des scientifiques réclament la création d'un organisme ayant en charge les problèmes de recherche et de développement en matière d'énergie solaire. Leur appel n'avait pas été entendu, bien que les crédits consacrés à ce secteur aient connu une croissance non négligeable, passant de 12 millions en 1974 à 34 en 1975, 65 en 1976 et une centaine de millions en 1977. Dans le même temps, les crédits accordés par les crédits consacrés par les Etats-Unis à ces mêmes recherches croissaient plus de deux fois plus vite puisque, s'élévant à 80 millions en 1974, ils atteignaient 265 millions en 1976, 720 en 1976 et 1 450 en 1977.

C'est ce prodigieux coup d'accélération donné par les Américains qui a fait prendre conscience aux responsables français de la nécessité d'agir vite pour ne pas se laisser distancer. Le budget de la recherche pour 1978 s'est donc traduit par une nouvelle augmentation de crédits (160 millions de francs au total) et un certain nombre de réorientations tendant notamment à redonner une certaine priorité aux recherches sur la conversion directe de la lumière solaire (piles photovoltaïques) et sur la liquéfaction de l'énergie solaire.

L'opération voulue par l'Elysée, revêt un aspect électoraliste évidemment : il ne s'agit peut-être pas vraiment d'une improvisation, mais il est clair qu'on a voulu faire vite.

Recherche, industrie

Les missions du Commissariat à l'énergie solaire seront essentiellement de coordination : coordination entre les secteurs de la recherche et ceux du développement et de l'industrialisation ; entre les différents organismes traitant de la recherche solaire ; entre les divers domaines d'application du solaire. Il s'agira ainsi en grande partie d'une « agence d'objectifs ».

En l'absence de moyens nouveaux — la création du commissariat ne devrait pas se traduire par une augmentation des crédits — l'agence essentiellement chargée d'imprimer un « zéro » à ces recherches nouvelles, à la différence de ce qui s'est passé avec le commissariat à l'énergie atomique dont une grande partie des travaux ont longtemps été couverts par le secret militaire, la nature des recherches devrait permettre un travail rapide vers l'industrie des connaissances nouvelles acquises et ayant également pour but de préparer aux entreprises françaises de mener une politique offensive à l'exportation : si l'électricité d'origine solaire n'est pas encore compétitive dans nos pays, elle l'est souvent déjà dans certains pays en voie de développement, notamment en l'absence de réseaux de distribution électrique. Et la

compétition entre pays industrialisés commence déjà dans ce domaine à devenir serrée.

Il ne faut pas oublier que cette création ne signifie nullement la remise en cause des choix énergétiques globaux de la France. Il ne s'agit jamais de la création en pointillés d'un outil nouveau. Le tout est de savoir l'usage qu'on voudra en faire et l'efficacité qui pourra avoir.

Il est intéressant de poser quelques questions à un homme qui est en lieu et place de l'administration, lors de la préparation du projet, avant d'interroger...

XAVIER WEEGER.

A Arzew

M. Boumediène a inauguré le plus grand complexe de liquéfaction de gaz du monde

De notre envoyé spécial

Arzew. — Le président Boumediène a inauguré, le mardi 21 février, le complexe de liquéfaction de gaz naturel 1, construit par la firme américaine Bechtel dont la capacité de production, sans précédent dans le monde, est de 10,8 milliards de mètres cubes par an. La première cargaison devait être transportée par le méthanier Sonatrach-El Paseo, commandé par les autorités algériennes. Le chef de l'Etat algérien a également inauguré le port pétrolier et gazié d'Arzew-El Djedid (Arzew le Nouveau), une usine de méthanol et de résine synthétique, un école de soudure de la Sonatrach qui formera mille personnes par an dans toutes les spécialités de ce secteur. Il a enfin procédé au lancement de la construction du complexe G.N.L. 2, dont l'achèvement est prévu en 1981. Une troisième unité G.N.L. 3 devrait être terminée en 1982. La production des deux complexes atteindra 25,5 milliards de mètres cubes par an.

Conçus pour accueillir des méthaniers et des pétroliers géants, le port d'Arzew-El Djedid pourra évacuer en phase finale 50 millions de tonnes de pétrole et de condensat et 40 milliards de mètres cubes de G.N.L. sans compter les produits raffinés, les lubrifiants, les engrâts, le méthanol et les résines de synthèse, fabriqués dans les autres unités du grand ensemble industriel d'Arzew, édifié au cours des douze dernières années sur le site d'un petit port de pêche et qui a permis de créer dix mille emplois.

Les 10 milliards de mètres cubes de gaz liquide produits par G.N.L. 1 seront fournis aux Etats-Unis et se placeront, conformément au contrat Paseo 2, de 10,3 milliards de mètres cubes en 1977. Un autre contrat, El Paseo 2, de 10,3 milliards de mètres cubes attend l'approbation de la commission fédérale de l'énergie des Etats-Unis.

Dans son discours, le président Boumediène a critiqué, sans les citer, ceux qui avaient mis en cause la capacité de l'Algérie de s'investir et de se placer dans l'avenir, « au-delà des frontières de l'Algérie ». Il a souligné que « à ce jour, son pays a conclus des contrats fermes pour la vente de 56 milliards de mètres cubes de gaz, dont 28 % sont destinés aux Etats-Unis et 72 % à l'Europe. Il a également critiqué les meilleures politiques et économiques qui ont « tendance à faire croire qu'avec son caractère, l'Algérie était en train de tendre son arc au capitalisme américain ».

PAUL BALTA.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS	VALEUR DES MONNAIES STRANGÈRES (EN FRANCS)			
				+ Bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
S. E.-U. ...	4,8270	4,8130	+ 125 + 160	+ 300 + 310	+ 750 + 820	+ 1.000 + 1.050	+ 2.000 + 2.100
S. can. ...	4,2270	4,3050	+ 70 + 120	+ 220 + 300	+ 520 + 710	+ 800 + 1.000	+ 1.500 + 1.700
Yen (100) ...	2,0100	2,0200	+ 120 + 160	+ 250 + 360	+ 720 + 810	+ 1.000 + 1.100	+ 1.800 + 2.000
D. M. ...	2,8550	2,8600	+ 120 + 160	+ 250 + 250	+ 900 + 1.000	+ 1.800 + 1.850	+ 3.500 + 3.600
Florin ...	2,1830	2,1920	+ 10 + 120	+ 180 + 220	+ 580 + 680	+ 700 + 780	+ 1.200 + 1.300
F. R. (100) ...	15,0500	15,0880	+ 260 + 300	+ 500 + 550	+ 2.200 + 2.300	+ 3.500 + 3.600	+ 6.000 + 6.200
F. S. ...	5,4200	5,4300	+ 100 + 120	+ 200 + 220	+ 500 + 520	+ 1.000 + 1.050	+ 2.000 + 2.100
F. L. (1000) ...	5,4230	5,4330	+ 200 + 220	+ 400 + 420	+ 1.000 + 1.050	+ 2.000 + 2.050	+ 4.000 + 4.100
Z ...	5,3420	5,3530	+ 220 + 330	+ 550 + 650	+ 1.000 + 1.100	+ 2.000 + 2.100	+ 4.000 + 4.100

TAUX DES EURO-MONNAIES

D. M. ...	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2
S. E.-U. ...	12 3/4	22 1/2	22 1/2	7	23 3/4	7 1/4	5 1/2
S. can. ...	8 1/2	8 1/2	8 1/2	6	8 1/2	6	5 3/4
F. R. (100) ...	2	6 1/2	7 1/4	7	7 1/2	7 1/2	5 3/4
F. S. ...	0	1 1/2	1 1/4	0	1 1/2	1 1/2	1
F. L. (1000) ...	11	16	14	12	16	14	12
F. I. (1000) ...	10	15 1/2	14 1/2	12	15 1/2	14 1/2	12
Z ...	15 1/2	13 1/2	14 1/2	14 1/2	15 1/4	14	12 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BILLET

SACRÉ DOLLAR !

Si l'on en croit les titres des journaux, les dépêches des agences et les propos des caméras, le dollar n'en finit plus de s'écrouler depuis sept ans. De chute en chute, d'accès de fléchissement en affûtement, cette pauvre monnaie apparaît si malade, de ce côté de l'Atlantique, qu'il devrait être tout à fait déconcerté de la conserver bien longtemps. C'est bien ce que pensent tous ceux qui s'en débarrassent allégrement pour se ruer sur le deutschemark, le yen et, surtout, le franc suisse, ce pur joyau de la Confédération helvétique.

Certes, les raisons objectives ne manquent pas pour justifier une telle déstabilisation. Aux Etats-Unis, l'inflation persiste, le déficit du budget reste élevé, celui de la balance commerciale devient énorme, les importations de pétrole atteignent désormais près de la moitié de la production intérieure, et le président Carter se montre incapable, au contraire d'un Congrès qui a mis à son disposition un peu plus de 5 % de sa valeur en moyenne depuis la fin 1971 et a même gagné près de 1 % depuis février 1972. « Ne savez-vous donc pas que le Canada est notre principal partenaire, et que le dollar canadien a flanchi de 10 % par rapport au notre ? — La hausse du franc suisse (81 % en sept ans) ?

— Sans importance. — Celle du yen (20 % en un an) ? — Nous en avons assez de nous faire lancer des produits industriels par des gens qui refusent de nous acheter davantage d'oranges de Californie sous prétexte que leurs agriculteurs menacent de voter contre le gouvernement.

Dans ces conditions, il est de toute évidence de voler l'offensive du peuple, et les représentants du peuple, entreprendre sérieusement de réduire le déficit budgétaire. Pourquoi d'ailleurs le faire ? Selon qu'en un Congrès qui a mis à son disposition un peu plus de 5 % de sa valeur en moyenne depuis la fin 1971, sur 50 milliards de dollars de déficit, 30 ont été financés par les banques centrales étrangères, qui ont placé en bons du Trésor américain les dollars accumulés au fil de leurs interventions ?

Selon également que, selon un sondage récent, un Américain sur deux ignorerait que son pays importe la moitié de son pétrole brut ? Par-dessus tout, les choyons du Nouveau Monde n'envisagent nullement de renoncer à cet extraordinaire privilège qui leur permet de payer le pétrole étranger dans leur propre monnaie. Sans limitation aucune. Sans doute leurs fournisseurs agissent également dans l'ombre, mais l'Algérie, qui a placé en bons du Trésor américain les dollars accumulés au fil de leurs interventions ?

Mal que l'on se transporte de l'autre côté de l'eau pour prendre la température des principales monnaies de l'Europe, il est évident que les choses sont devenues très spéciales, qui se sont établis entre Washington et certains pays du Proche-Orient, tandis que les autres, peu crédibles, du moins pour l'instant. L'Arabie Saoudite vient de renouveler officiellement l'assassinat du dollar, et le chef d'Iran, après son voyage à Washington, ne voulut plus lâcher les boutes-fus au sein de l'O.P.E.P.

FRANÇOIS RENARD.

LE CONSEIL DES MINISTRES VA EXAMINER DE NOUVELLES MESURES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

M. Giscard d'Estaing a présidé, mardi 21 février, un conseil central de planification consacré à la sécurité du travail. Les mesures examinées, qui seront présentées au conseil des ministres, mercredi 22 février, par le ministre du travail, visent à compléter la loi du 6 décembre 1976. « Elles » sont relatives notamment, indique un communiqué de l'Elysée, à la médecine du travail et à son statut, à l'amélioration des conditions de travail des salariés affectés à des travaux dangereux, à la meilleure protection des travailleurs torturés subissant des dommages et à l'information permanente sur les risques du travail et leur prévention.

Le président de la République, ajoute le communiqué, a indiqué qu'une meilleure prévention des accidents du travail constituait une priorité de la politique sociale. »

Le niveau du marché boursier. Ce qui suppose que l'A.P.I. suit le même rythme de progression.

• Composants : accord C.I.I.-H.B. — Accord entre le C.I.I.-H.B. et le groupe Compagnie Générale (groupe Philips) visant à signer un accord de coopération dans le domaine des circuits intégrés logiques (technologie bipolaire rapide). R.T.-C deviendra ainsi un des principaux fournisseurs de composants de C.I.I.-H.B. aux côtés du groupe japonais Nippon Electric et de Honeywell.

VIENT DE PARAITRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique

En vente partout 10 F

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

TAUX DES EURO-MONNAIES

VALEUR DES MONNAIES STRANGÈRES (EN FRANCS)

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

Snim

SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIÈRE
République Islamique de Mauritanie

AVIS DE PREQUALIFICATION — A

La Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM), se propose de passer des contrats de fournitures et de travaux pour la mise en valeur de nouveaux gisements de minéraux de fer qui seront exploités en Mauritanie. Ce projet appelé «Projet Guelbs» a pour but de produire et de transporter, en première phase, 6 millions de tonnes par an de concentrés de minéraux de fer fabriqués à partir de quartzite à magnétite. Ces installations comprennent en particulier : équipement d'une mine, usine de broyage et de séparation magnétique, installations diverses, centrale électrique, équipement ferroviaire, bâtiments et logements.

En vue de financer le coût de ce Projet, la Société Nationale Industrielle et Minière a demandé des prêts aux organismes suivants :

- ABU DHABI FUND FOR ARAB ECONOMIC DEVELOPMENT
- ARAB FUND FOR ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT
- BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
- BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENTS
- BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
- CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE (FRANCE)
- KUWAIT FUND FOR ARAB ECONOMIC DEVELOPMENT
- ORGANIZATION OF PETROLEUM EXPORTERS COUNTRIES
- SAUDI FUND FOR DEVELOPMENT

En plus de ces prêts, la SNIM disposera également de fonds provenant de :

- la REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
- l'ARAB MINING COMPANY
- l'ISLAMIC DEVELOPMENT BANK

Ces organismes se proposent d'utiliser ces prêts et fonds, qui seront disponibles en monnaies diverses, pour régler les paiements anticipés dans le cadre des marchés pour lesquels le présent avis est lancé. Ces organismes n'effectueront les paiements que sur demande de la SNIM et après les avoirs approvés, conformément aux conditions et modalités des différents accords de prêts, lesdits paiements étant réglés à tous égards par les modalités et conditions fixées dans les accords. A moins que les différents organismes n'en disposent expressément de façon différente, aucune partie contre qui la SNIM ne peut se prévaloir des dispositions des accords de prêts, ni prétendre détenir une créance sur les prêts.

La Société de Coopération Minière et Industrielle (SOCOMINE), Paris, a été chargée par la SNIM de la gestion de ce Projet.

Dans un premier stade, la réalisation de ce Projet nécessitera notamment :

(A) — les fournitures et travaux suivants :

A-1 - Traitement des minerais :

- a) un concasseur primaire giratoire 2 500 T/h
- b) un broyeur à boulets 250 T/h
- c) câbles pour coupe à 1 600 microns (alimentation 5 000 T/h 0-12,5 mm)
- d) câbles pour coupe à 400 microns (alimentation 500 T/h 0-1 600 microns)
- e) 138 séparateurs magnétiques à aimants permanents (D = 0,90 m - L = 2 m)
- f) 12 échantillonneurs sur jetée de convoyeur :

 - 1 sur 0-300 mm 2 500 T/h
 - 11 sur 0-1,6 mm 100 à 2 200 T/h

- g) 4 extracteurs à tablier métallique 0-300 mm - 2 500 T/h
- h) 63 alimentateurs vibrants pour fines (débits variables de 25 à 2 200 T/h par unité).

A-2 - Équipement pour centrale électrique

- a) 4 groupes électrogènes Diesel de 14 MW.
- b) Ensemble des auxiliaires électromécaniques pour une centrale de 56 MW installée.

A-3 - Équipement ferroviaire

- a) 2 locomotives Diesel électriques type BB puissance 2 000/2 100 CV - poids 100 tonnes environ.
- b) 4 250 tonnes de rails - 54 kg UIC
- c) 29 Appareils de voie - rail 54 kg - cœur acier Mn
- d) 60 000 traverses métal UIC 28 kg - 2,47 m
- e) 40 000 traverses bois imprégné - qualifié 5 - UIC 863
- f) 265 000 crochets
- g) 265 000 boulons
- h) 265 000 rondelles double spirale
- i) 245 000 tenebonds galvanisés

A-4 - Terrassements - Logements et Divers

- a) Terrassements généraux (1 000 000 m³ environ)
- b) 520 logements de toutes catégories (surface habitable 26 000 m²)
- c) Réseaux divers correspondants à ces logements
- d) 2 adductions d'eau d'une longueur de 30 km chacune (40 m³/h par unité)

En vue de sélectionner les sociétés qui participeront aux appels d'offres définis qui seront lancés par SNIM/SOCOMINE pour l'exécution de ce Projet, toute firme, qui serait intéressée par les fournitures et travaux désignés ci-dessus en (A), est invitée à faire parvenir à SOCOMINE une déclaration de préqualification accompagnée de tous documents et échantillons indiquant clairement :

- 1 - Raison sociale, capital, rapport annuel et bilan.
- 2 - Informations sur le matériel fabriqué ou travaux exécutés de même nature que celui ou ceux demandé(s) (catalogues et références).
- 3 - Usines de fabrication de ce matériel et leur importance. Charge de travail actuelle et prévue en % de la capacité sur une base trimestrielle.
- 4 - Service après-vente et service des rechanges.
- 5 - Délai de fourniture prévisible après commande. Délai de fourniture prévisible des plans guides et données techniques d'installation après commande. Délai demandé pour la préparation de l'offre.

Cette déclaration, qui précisera le numéro et l'indication du ou des lots pour le ou lesquels la firme demande à être qualifiée, devra parvenir avant le 10 Mars 1978 à l'adresse suivante :

Société de Coopération Minière et Industrielle (SOCOMINE)
30, rue Cambonne
75015 PARIS.

sous la référence «Projet Guelbs — Avis de Préqualification A».

SNIM/SOCOMINE se réservent le droit de vérifier les déclarations des Sociétés pour confirmer leur capacité d'effectuer les ouvrages concernés.

SNIM/SOCOMINE se réservent également le droit de rejeter toute offre d'un fournisseur potentiel sans autre justification de leur part.

Les Sociétés qualifiées en seront informées par une lettre qui précisera, entre autres, le montant de la somme non remboursable à régler par chaque Société pour pouvoir retenir les dossiers d'appel d'offre. Ces dossiers seront disponibles au cours des mois de Mars, Avril, Mai, Juin et Juillet 1978.

Les fournisseurs qualifiés devront fournir une caution au moment de la remise de leur offre.

D'autres avis de préqualification concernant d'autres fournitures et d'autres travaux, toujours dans le cadre du Projet Guelbs, paraîtront ultérieurement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CIAL

CRÉDIT INDUSTRIEL
D'ALSACE ET DE LORRAINE● UN BILAN DE 10 MILLIARDS DE FRANCS
● PROGRESSION DE LA DISTRIBUTION AUX ACTIONNAIRES ET
INTERESSEMENT COMPLEMENTAIRE POUR LE PERSONNEL

Le conseil d'administration, réuni le 17 février 1978 sous la présidence de M. Emile Spieglein, a examiné les comptes et les résultats de l'exercice 1977.

BILAN

Le total du bilan s'élève à 9,855 milliards et les fonds propres par les actionnaires et actionnaires en investissement à 7,81 milliards, en augmentation respectivement de 7,89 % et 2,95 % par rapport à l'année écoulée.

BENEFICE

Le bénéfice avant impôt, amortissements et provisions rapport à 147 837 502 F, contre 121 631 740 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice net de l'exercice 1977 est de 23 151 056 F.

DIVIDENDE

Le conseil proposera à l'assemblée ordinaire des actionnaires, convoquée pour le 21 avril 1978, de fixer le dividende par action de 75 F à 82,25 F par action d'un avantage fiscal de 4,10 F (impôt déris par action). C'est un dividende total de 7,89 F par action. L'augmentation de 2,95 % par rapport à l'année précédente est due à l'augmentation d'une action primaire pour deux. Le montant total réparti aux actionnaires est en progression de près de 33 % par rapport à celui de l'exercice 1976.

PARTICIPATION LEGALE

La participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises, présente à l'origine, résulte d'un accord signé le 17 juillet 1976 entre l'Assemblée générale des actionnaires et les délégués syndicaux.

A la différence de la participation légale, les salariés peuvent déposer leurs actions au capital social et exercer un droit de vote pour les bénéfices dépassant un certain niveau, ce qui est le cas pour 1977, au paiement immédiat dans l'année qui suit l'exercice durant lequel l'intérêt a été acquis. Pour 1977, ce versement complémentaire s'élève à 3 776 220 F.

FONDS PROPRES

La répartition des bénéfices qui sera proposée à l'assemblée générale prévoit une affectation de 15 millions de francs aux réserves, par préférence sur les résultats de l'exercice.

Si l'assemblée générale approuve ces propositions, les fonds propres (réserves et report à nouveau) s'élèveront au 31 décembre 1977 à 202 725 000 F.

Compte tenu des emprunts obligataires, le montant global des ressources permanentes du CIAL se chiffrera à 210 725 000 F, en augmentation de près de 30 % par rapport au 31 décembre 1976.

Bourse de Paris 23 Février 1978

Introduction des actions ordinaires de

Tenneco

● CIAL groupe industriel français, avec environ 5,5 milliards de francs en 1977.

● 8 activités, toutes bénéficiaires

Production, référés et construction d'installations, exploitation de gisements et minières, construction et exploitation de centrales hydroélectriques, construction et exploitation de centrales thermiques, construction et exploitation de centrales industrielles.

● 96 165 591 actions ordinaires en circulation à fin 1977

— valeur nominale : 55,00

— cours ordinaires au New York Stock Exchange en 1977 :

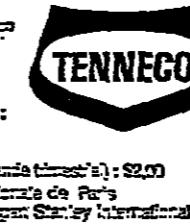
SST 14 - S28,12

— bénéfice net par action en 1976, après réduction : S2,73

— dividende par action (base annuelle sur capital ordinaires émis) : S2,00

— établissements introducuteurs : Banque Nationale de Paris

— établissement de vente : Société Générale - Morgan Stanley International



VIENT DE PARAITRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

En vente partout - 10 F

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

Société Nationale des Industries Textiles

« S. O. N. I. T. E. X. »

AVIS D'APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX

FOURNITURES D'ÉQUIPEMENTS

La Société Nationale des Industries Textiles SONITEX :

Lance un avis d'Appels d'Offres internationaux pour la fourniture d'équipements destinés aux unités de confection d'articles de bonneterie suivantes :

Appel d'Offres n° 5 : Une unité de confection de vêtements de dessus, localisée à SIDI OKBA Wilaya de BISKRA, ayant une capacité annuelle de 2 900 000 articles.

Appel d'Offres n° 6 : Une unité de confection de layette, localisée à OUED DJELLAL Wilaya de BISKRA, ayant une capacité annuelle de 1 600 000 articles.

Appel d'Offres n° 7 : Une unité de confection de lingerie localisée à EL-M'GHAR Wilaya de BISKRA, ayant une capacité de 9 900 000 articles.

Appel d'Offres n° 8 : Une unité de confection de vêtements de sports, localisée à TOLGA Wilaya de BISKRA, ayant une capacité annuelle de 1 100 000 articles.

Appel d'Offres n° 9 : Une unité de confection de chemisiers, localisée à EL-KANTARA Wilaya de BATNA, ayant une capacité annuelle de 2 800 000 articles.

Les cahiers des charges correspondant à chacune de ces unités sont à retirer à SONITEX - DIRECTION ENGINEERING - B.P. 17 DAR-EL-BEIDA - ALGER.

Les soumissionnaires peuvent soumettre leur offre pour une ou plusieurs unités.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

Société Nationale des Industries Textiles

« S. O. N. I. T. E. X. »

AVIS D'APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX

FOURNITURES D'ÉQUIPEMENTS

La Société Nationale des Industries Textiles SONITEX :

Lance un avis d'Appels d'Offres internationaux pour la fourniture d'équipements destinés aux unités de confection suivantes :

Appel d'Offres n° 10 : Une unité de confection de draps de lits et produits associés, localisée à TABLAT Wilaya de MEDA, ayant une capacité annuelle de 1 480 000 articles.

Appel d'Offres n° 11 : Une unité de confection de vêtements de mousse localisée à BOU-SAADA Wilaya de M'SILA, ayant une capacité annuelle de 1 200 000 articles.

Appel d'Offres n° 12 : Une unité de confection d'articles féminins de style localisée à ALGER Wilaya d'ALGER, ayant une capacité annuelle de 165 000 articles.

Les soumissionnaires peuvent soumettre leur offre pour une ou plusieurs unités.

مكتبة
الدولية
للسنة
الجديدة

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
— SEXUALITE : « Faut-il brûler Emmanuelle ? », par Gilbert Comte ; « Le christianisme et le corps », par Emile Gillobet ; « Une interdiction absurde », par Y-V. Stancha.

3. STRANGER
— Le difficile réapprentissage de la liberté en Bolivie.

4. ASIE
— CHINE : les autorités restent favorables au maintien de la paix de mort.

4. PROCH-ORIENT
— Le chef des commandos égyptiens reconnaît avoir agi, à Larnaca, malgré l'opposition des autorités chypriotes.

5. AFRIQUE

6. DIPLOMATIE
— La conférence de Belgrade.

7. EUROPE

8 à 12. POLITIQUE
— LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES :
— EN ILE-DE-FRANCE (V). — Val-de-Marne : comment se feront les raports à gauche ?
— Les controverses au sein de la majorité.
— La polémique sur le vote des Français de l'étranger.

13. SOCIÉTÉ
— POINT DE VUE : « Recherches chirurgicales et tentatives publicitaires », par Alain Carpentier et Charles Dubost.

14. EDUCATION

14. RELIGION

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 14 A 21

— EXPOSITIONS : Dessins de Boubou au Palais de Flore. — CONCERTS : LE MÉTROPOLITAN. — Le regard rétrospectif des musées : les nouveaux maîtres d'Hollywood ; la nouvelle avant-garde du jazz (new-yorkais et anachronique) ; California Puppy.

23 à 26. L'ACTUALITÉ DU THERMALISME
27. LÉGION D'HONNEUR
31. POLICE
31. SPORTS
32. RÉGIONS
33 à 35. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (22)
Annonces classées (28) : Aujourd'hui (32) ; Carnet (27) ; Journal officiel (32) ; Méteorologie (32) ; Mots croisés (32) ; Bourse (37).

Le numéro du « Monde » daté 22 février 1978 a été tiré à 550 768 exemplaires.

Investissement immobilier

CICA 227.04.30
45, rue de Courcelles - 75008 Paris

FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS ARGENTÉS ET INOX ORFÉVRERIE

Garantis 5 ans/souverains argentés

FRANOR 70 R. AMELOT

TEL. 700.87.94

M^{me} St-Sébastien — Fermé le samedi

REVISION FEVRIER

6 jours du 22/2 au 4/3

math, phys

de la 6^e en Terminale

MATH ASSISTANCE

Centre pédagogique privé

5^e SAINT-LAZARE - 324-37-17

12^e VAUGIRARD - 331-31-13

20^e VAUGIRARD - 373-80-38

ANTIQUITÉS

FHAL & MOITY

41, av. de SAXE

75007 PARIS

ACHAT

Méubles - Montres et Pendules anciennes - Pièces de verre - et tous objets d'art

SEG. 55-43

A B C D F G H

L'INSEE contredit M. Beuillac : le chômage s'est légèrement aggravé en janvier

Si l'on tient compte des diverses corrections apportées aux statistiques officielles

Le chômage a bien augmenté en janvier 1978 par rapport à décembre 1977, comme nous l'avons annoncé dans nos éditions datées 15 février, et non pas « diminué pour le cinquième mois consécutif », comme l'indiquait, quarante-huit heures plus tard, M. Christian Beuillac. Le ministre du travail a, du reste, fait une nouvelle fois le point, au conseil des ministres ce mercredi 22 février, sur la situation de l'emploi, et il réaffirme, dans une note remise à la presse, qu'à la différence des autres pays un coup d'arrêt a été donné en France à la dégradation de la situation de l'emploi.

A propos des données établies par l'INSEE, cette note ajoute : « Au moment où les changements des critères d'observation vont modifier les corrections - que les experts apportent aux chiffres bruts, la publication des données nouvelles doit s'inscrire en parallèle des données anciennes. Cette volonté d'objectivité au-delà de toute controverse intéressée — permet à chaque juger. »

En effet... Dans son numéro daté 20 février, *Informations rapides*, publication officielle de l'INSEE, donne les chiffres des demandes d'emploi non satisfaites à la fin du mois de janvier en appliquant les nouvelles corrections saisonnières en vigueur pour 1978 : 1 023 200 en janvier contre 1 050 900 en décembre. A première vue, le ministre du travail a donc eu raison d'annoncer une « baisse du

chômage ». Mais il n'est déjà plus question du chiffre de 991 000 avancé par M. Christian Beuillac.

Mais, surtout, l'INSEE précise : « Depuis octobre 1977, la mise en place du nouveau mode d'enregistrement dans les agences locales, baptisé « ligne emploi », aboutit à retarder de dix à quatorze jours la saisie des demandes par les agences concernées (le comptage des demandes en instance de rendez-vous avec un prospecteur-plaçier permet d'assurer l'impact du nouveau mode d'enregistrement) ; cette mesure entraîne une dérive augmentant avec le nombre des agences touchées par la réforme. »

Cette dérive corrige donc :

1 027 700 en janvier contre 1 054 000 en décembre. Là encore, diminution apparaît du chômage. L'effet de la « ligne emploi » devrait être beaucoup plus important à la fin février.

Enfin, l'INSEE ajoute : « D'autre part, depuis janvier 1978, la radiation des demandes survient après une absence non justifiée à un seul pointage (et non plus à deux pointages consécutifs) : cette mesure d'épuration du fichier provoque, en janvier, une chute brusque des demandes d'emploi en fin de mois (— 38 200 bruts), de sorte que, toutes corrections faites, le nombre des demandes d'emploi en fin de mois, en données corrigées des variations saisonnières, comparable à celui de décembre (1 054 000) s'établirait à 1 063 100. »

LA DISPARITION DE L'OPÉRA-STUDIO

Protestation des syndicats

Après la réorganisation du Théâtre national de l'Opéra de Paris, instituant une école d'art lyrique qui prend la place de l'Opéra-Studio (*Le Monde* du 16 février), des représentants de la Fédération nationale des syndicats du spectacle C.G.T., du Syndicat national des cadres techniques et administratifs du spectacle, du Syndicat français des artistes C.G.T. et du syndicat des artistes de l'Opéra et de la Opéra-Studio, réunis le 21 février, ont donné des précisions, mardi 21 février, sur le sort des personnels d'encadrement et des vingt stagiaires.

Les syndicats se sont indignés qu'aucun éclaircissement n'ait été fourni jusqu'à ce jour par la direction du palais Garnier sur le paiement des salaires des deux employés et aux élèves de l'Opéra-Studio. Ceux-ci ont en effet refusé de signer le 27 janvier un contrat de six mois qui leur était proposé en remplacement de leur contrat initial (qui devait être tacitement reconduit pour un an).

Les stagiaires se sont élevés également contre la manière dont leur a été proposée au dernier moment, pour le jeudi 23 février, une audition à l'issue de laquelle les stagiaires de l'Opéra déclineront, pour cause de la future intégration dans la future école d'art lyrique.

● Le Japon a refusé, mercredi 22 février, une nouvelle offre soviétique de signature d'un traité de « bon voisinage et de coopération ». M. Brejnev avait renouvelé sa proposition dans une lettre remise au premier ministre nippon, M. Takeo Fukuda, par l'ambassadeur soviétique à Tokyo. M. Fukuda a refusé l'offre de M. Brejnev car celle-ci ne mentionnait pas dans sa lettre la demande japonaise de récupérer les quatre îles Kouriles annexées par l'Union soviétique à la fin de la seconde guerre mondiale.

MORT DE L'ACTEUR PAUL CAMBO

MORT

DE L'ACTEUR PAUL CAMBO

L'acteur Paul Cambo (né Paul Mignançon en 1908) est mort dimanche 19 février des suites d'une longue maladie.

« Au cours des années 30, il avait été les rôles de Paris et Oreste dans *La guerre de Troie n'aura pas lieu* et *Electre*, célèbres pièces de Jean Anouilh, mis en scène par Louis Jouvet. Mais si le rôle qui fit son prestige, le cinéma, lui donna une grande popularité. Là, son nom reste associé à *Roméo et Juliette*, de René Barjavel, mis en scène par le comédien André Malraux, et à la réduction d'un drame, *Le Roi Lear*, de William Shakespeare, mis en scène par Pierre Loti.

Il fut également acteur dans

la guerre, dans *La Bataille de Stalingrad*, de René Barjavel, mis en scène par André Malraux.

Paul Cambo ne tourna pourtant plus, jusqu'en 1959 (à part *Le Roi Lear* et *Le Jouer d'échecs*), que dans des films commerciaux sans intérêt.

Sa carrière pourtant brillante, pendant la guerre, fut ensuite en France, tant au théâtre (où il fut l'interprète de Marc-Gilbert Sauvage, d'André Malraux) qu'en cinéma, où il ne retrouva jamais le succès de Romanechko. Un de ses derniers rôles à l'écran avait été celui du Roi de Bohême de Boieldieu d'André Bernabeille (1959), auprès de Marisa Marais.]

M. RAYMOND BARRE SÉDUIT LES ANGLAIS

Le *Financial Times* n'y va pas

par quatre chemins pour juger

le premier ministre français. Pour

M. Barre est « un homme

magistral » et « imprévisible ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule homme qui ne soit pas

en campagne électorale ».

Il estime également que la

franchise des propos tenus

par le chef du gouvernement fait

apparaître celui-ci « comme le

seul homme qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Il estime également que la

franchise des propos tenus

par le chef du gouvernement fait

apparaître celui-ci « comme le

seul homme qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «

seule personne qui n'ait pas

pas de caractère électoral ».

Le quotidien britannique

évoque également une «